MÉMORIAL

DES

SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA VILLE DE GENÈVE

Dix-huitième séance – Mardi 10 octobre 2000, à 20 h 30

Présidence de M. Bernard Paillard, président

La séance est ouverte à 20 h 30 dans la salle du Grand Conseil.

Font excuser leur absence: *M. Pierre Muller*, conseiller administratif, *M^{me} Alice Ecuillon*, *M. Jean-Marie Hainaut*, *M^{me} Virginie Keller Lopez*, *MM. Bernard Lescaze*, *Pierre Maudet*, *Jean-Pierre Oberholzer* et *Jean-Luc Persoz*.

Assistent à la séance: *M. Alain Vaissade*, maire, *M. Manuel Tornare*, vice-président, *MM. André Hediger* et *Christian Ferrazino*, conseillers administratifs.

CONVOCATION

Par lettre du 28 septembre 2000, le Conseil municipal est convoqué dans la salle du Grand Conseil pour mardi 10 octobre et mercredi 11 octobre 2000, à 17 h et 20 h 30.

1. Communications du Conseil administratif.

Néant.

2. Communications du bureau du Conseil municipal.

Néant.

3. Rapports de majorité et de minorités de la commission ad hoc Saint-Gervais chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif en vue:

- de l'adoption du projet de résolution relative à la nécessité de la construction d'un parking et de sa dimension;
- de l'ouverture d'un crédit de 230 000 francs, complémentaire au crédit de 300 000 francs, voté le 25 juin 1996, destiné à l'organisation d'un concours restreint d'architecture pour l'aménagement de places et de rues;
- de l'ouverture d'un crédit de 700 000 francs destiné à l'information publique (PR-469 A/B/C/D)¹.

Suite du premier débat

M. Roberto Brogginì, président de la commission ad hoc Saint-Gervais (Ve). Nous nous attendions à ce qu'une grande discussion s'installe, mais je vois que cela n'intéresse plus grand monde. Peut-être sont-ils toujours à table? Je regrette qu'on perde beaucoup de temps et qu'on se trouve face à des situations comme celle-ci, alors que tout le travail a déjà été fait en commission. On peut quand même constater que l'Entente, qui cherchait des majorités, et on en a beaucoup entendu parler, n'arrive pas à faire qu'un seul rapport de minorité mais en rend trois. L'Entente commence alors à nous expliquer qu'il faudrait que nous puissions tous nous mettre d'accord et elle est la première à faire le contraire; je trouve cela pour le moins paradoxal.

---

¹ Rapport, 1482.

D'autre part, on entend des menaces. Le fin juriste qu'est M. Froidevaux nous dit qu'on va faire un troisième débat. Peut-être qu'il a lu les rapports de majorité et de minorité, mais il n'a semble-t-il pas lu le règlement du Conseil municipal qui, en son article 83, prévoit un troisième débat uniquement lorsqu'il y a un projet d'arrêté et, comme je vous le disais dans ma première intervention, je souhaite que l'on vote les conclusions de la majorité de la commission ad hoc Saint-Gervais; or les conclusions de la majorité prévoient seulement une résolution, que M. Zaugg a développée tout à l'heure dans son intervention en tant que rapporteur de majorité. Si M. Froidevaux veut vraiment discuter, nous ne sommes pas fermés à cette éventualité; nous pourrions toujours le faire tout à l'heure.

D'autres choses entendues m'ont également surpris. On trahirait, semble-t-il, une idée initiale. Je ne le crois pas. On renforcerait plutôt l'idée initiale qui est de faire de Saint-Gervais un quartier convivial où il fait bon vivre. J'ai entendu que la Ville de Genève avait lancé ce projet, ce qui n'est pas du tout vrai. L'idée émanait de M. Pierre-Alain Schussel, administrateur de la Marjolaine, qui était tout à l'heure dans la tribune, et qui avait lui-même pris langue avec les services de M^{me} Burnand. On ne peut donc pas dire que la Ville de Genève était l'instigatrice du projet d'agrandissement du parking de La Placette. D'autre part, lorsqu'on parle de parking, on parle de compensation. J'ai cru en effet comprendre, du moins dans la bouche de M. Ducret, que, si l'on devait supprimer une place en surface, on devrait en créer au moins une en sous-sol. Or, si vous allez faire un petit tour sur le site Internet de la Fondation des parkings, vous verrez que, dans un rayon de 400 mètres depuis la place Grenus, il y a neuf parkings publics! Ces chiffres proviennent de cette même fondation; je ne pense donc pas pouvoir me tromper. Ces neuf parkings publics totalisent près de 4500 places qui ne sont pas, et de loin, toujours occupées. Un réservoir existe également dans l'hypercentre de Saint-Gervais. Si vous aviez lu, Mesdames et Messieurs, le diagnostic de la maison Transitec – ce n'est pas une prise de position, mais un simple constat – vous auriez pu voir qu'il y a 120 places sous l'Hôtel du Rhône, 177 places sous l'immeuble dit «de Braillard Fils» qui se trouve vers la place des Bergues, 12 places sous le Crédit Suisse, 75 à la rue Grenus avec l'angle de la rue du Temple, ce qui nous fait un total de 384 places disponibles. Il faut les louer, bien entendu, mais nous avons 384 places dans l'hypercentre de Saint-Gervais pour les gens qui voudraient vraiment s'y garer. Alors, venir nous dire maintenant qu'il n'y a pas assez de parkings dans le quartier de Saint-Gervais... Je ne sais pas, Mesdames et Messieurs, si, quand vous enlevez la poussière chez vous, vous la mettez sous le tapis, mais ce n'est pas notre politique.

Il convient aussi de démentir, Mesdames et Messieurs, un propos tenu par M. Ducret, selon lequel il n'y aurait plus aucune possibilité si nous n'acceptons pas la proposition initiale N° 469 concoctée par l'ancien Conseil administratif. C'est faux, Monsieur Ducret, des possibilités existent. Les immeubles de la Mar-

jolaine, dont la rénovation est en voie d'achèvement, sont équipés d'un radier de 40 ou 60 centimètres qui pourrait permettre lors de la construction – et je souhaite que nous construisions sur la parcelle dite «du Petit Jacob», 1-3, rue du Cendrier – de participer au chantier, de relier par cette trémie d'accès l'actuel parking privé de La Placette. Il semblerait malheureusement que la collectivité doive payer, mais je suis sûr que nous pourrions en discuter en personnes intelligentes avec Prima SA qui, je vous le rappelle, vient de dépenser 50 millions pour refaire l'intérieur de son bâtiment afin de densifier les surfaces de vente et supprimer les surfaces de dépôt, ce qui génère un flux de camions beaucoup plus important. Je vous signale que certains jours il y a plus de 100 camions qui viennent à La Placette et souvent ils ne sont pas pleins. Une rentabilisation de ces accès et de ces livraisons pourrait certainement être envisageable.

Regardons l'avenir, prévoyons sur le long terme. Nous savons que cette convention court jusqu'en 2054, que les conditions actuelles ne sont plus celles de 1960, que les Chambres fédérales ont adopté des normes OPAir et OPBruit et qu'il faudra bien qu'une fois la Ville de Genève s'y mette et les respecte. Bien sûr, les générateurs des différentes pollutions sonores ou atmosphériques devront se responsabiliser sur cette question. Imaginons donc la situation en 2054, lorsque peut-être certains d'entre nous ne seront plus là; pensons à nos enfants et nos petits-enfants. Si, à Zurich, entre 2000 et 2005, on investit 5 milliards de francs pour réorganiser la gare, pour en faire vraiment un pôle d'attraction extrêmement intéressant et si la Ville de Berne dépense aussi des millions pour la réorganisation de sa gare, on peut certainement penser que les liaisons avec la Praille et les Eaux-Vives généreront un regain d'activité autour de la gare et qu'il faudra bien une fois penser à la réorganiser. C'est là que nous pourrions imaginer – même si le PDC n'ose pas faire le pas, comme l'a dit M. Pattaroni tout à l'heure, nous pensons que nous pouvons le faire – un approvisionnement du grand magasin de La Placette – Manor actuellement – par une liaison souterraine ferroviaire. (*Rires.*) Mais oui, Messieurs! Ce serait une gestion du trafic beaucoup plus proche du citoyen et qui ménagerait l'environnement.

Voilà ce que je tenais à dire brièvement. Je reprendrai certainement la parole si M. Froidevaux désire encore avoir un troisième débat, il n'y a pas de problème.

M. Robert Pattaroni, rapporteur de minorité (DC). J'aimerais préciser une ou deux choses bien plus brièvement que mon prédécesseur. Je suis à l'aise pour dire que la trémie d'accès sous l'immeuble du 27, rue Rousseau, ne sera jamais la solution idéale, mais on peut admettre que cela sera peut-être la seule solution. Quant à la préservation de cet immeuble, nous avons lu que la Société d'art public, qui jusqu'à présent était une référence, considère qu'on pourrait le recons-

truire; l'association Action patrimoine vivant tient probablement à ce qu'on garde l'immeuble, mais, comme nous l'avons lu dernièrement, Action patrimoine vivant défend une vision de la conservation du patrimoine qui commence à être moins partagée, du moins par la justice, et il faudra peut-être voir si cette association défend les justes causes de son côté.

Par ailleurs, j'ai bien entendu ce qu'a dit M. Brogginì au sujet du stationnement, et ses comptes doivent être exacts. J'ai simplement rappelé que par rapport à ceux qui vont parfois en voiture à La Placette – comme j'en suis, je sais de quoi je parle – on ne mentionne plus, et M. Ferrazino a oublié d'en reparler, qu'on tend à supprimer le stationnement dans les squares Pradier et Chantepoulet et que ceux-ci sont plus pratiques que les parkings dont nous parlait M. Brogginì, qui existent certes, mais qui sont sensiblement plus loin; or si, dans le quartier proche, on enlève 90 places on passerait à environ 220 places avec celles des deux squares. C'est la raison pour laquelle on dit qu'une compensation par le stationnement souterrain, comme cela se fait dans les meilleures villes, même quand elles sont gouvernées par des gens qui ont une vision très claire d'une architecture et d'un urbanisme modernes, peut se faire.

D'autre part – et M. Ferrazino n'est pas revenu, il n'en a peut-être pas eu le temps – je rappelle que plaider pour l'étude des deux trémies permet quand même de ne pas nous bloquer dans l'étude de réalisation; si on étudie les deux trémies, on va probablement aboutir à la conclusion qu'il en faut deux et que c'est mieux du point de vue de la fluidité et de la sécurité. A vrai dire, Monsieur le président, si nous avons – et je pense que ce que je vais dire est un peu pointu – affaire à une nouvelle conception de la politique, nous aurions eu là probablement l'occasion de faire une œuvre d'innovation en votant comme le suggère l'Alternative. Nous aurions pu faire un concours d'idées sur la façon de résoudre le problème plutôt que de commencer par mandater des bureaux d'ingénieurs qui ne font que répondre aux questions posées. C'est un peu comme le problème des Halles de l'Île et j'aimerais beaucoup que cette Alternative – à la limite je devrais dire que je n'aimerais pas – mais enfin je dirais qu'intellectuellement j'aurais aimé voir cette Alternative audacieuse. Alors que là, franchement, on peut dire que c'est du classique.

M. Michel Ducret, rapporteur de minorité (R). Je suis extrêmement surpris des déclarations de M. Brogginì. Je n'ai pas dit qu'il n'y avait pas assez de places de parc dans le quartier. J'ai simplement dit que la proposition faite ce soir au Conseil municipal par la majorité est de diminuer *de facto* le nombre de places disponibles dans le quartier. M. Pattaroni a très bien fait de relever qu'il y a également des propositions émanant de la même majorité pour supprimer les places dans les squares avoisinants qui sont des places permettant précisément à un cer-

tain nombre d'habitants de ce quartier de se garer et qui représentent peut-être une certaine attractivité pour les commerces. Je ne pense pas aux commerces de jour, pour lesquels, effectivement, l'offre en transports publics peut parfaitement suppléer aux besoins; et il y a peut-être des parkings commerciaux en suffisance dans le quartier. Mais je pense aux commerces de nuit, de soirée: les cinémas, les bistrotts. Je vous signale que malheureusement pour l'instant les transports publics s'interrompent entre minuit et 4 h 30. On le sait, beaucoup de gens utilisent les transports publics pour se rendre dans les commerces du centre-ville; par contre, au niveau des loisirs, en ce qui concerne les cinémas, les loisirs divers, les restaurants, c'est extrêmement plus difficile et malheureusement, si vous voulez que le centre-ville garde son attractivité pour ce genre de clientèle, il est indispensable d'avoir un minimum d'offre en places de parc.

Nous souhaitons donc que la capacité d'accueil du quartier soit maintenue globalement pour tous les usagers et pas seulement pour ceux de La Placette. Il ne me viendrait d'ailleurs pas à l'idée de contester les chiffres de M. Brogini en matière d'offres dans le quartier, le problème n'est pas là. Il mentionne et il énumère des places de parc que certains privés ont construites pour leurs besoins, pour leur clientèle propre et, nous, nous parlons ici de parcage public, ouvert à tous, à des tarifs abordables, journaliers et à l'heure, et pas pour des abonnés qui ont les moyens de payer une location mensuelle en plein centre-ville. Il ne faut pas mélanger les choses et, jusqu'à nouvel ordre, l'offre en parcage public n'est pas suffisante dans ce secteur pour le type d'usagers que nous entendons défendre ici.

M. Roger Deneys (S). Je voudrais tout d'abord faire part de mon inquiétude au sujet des propos de M. Froidevaux lorsqu'il dit qu'il veut abandonner sa voiture. J'espère qu'il va prévenir la Société de protection des automobiles (SPA), histoire qu'elle ne soit pas abandonnée tristement sur la voie publique. (*Rires.*)

J'aimerais revenir sur les propos de M. Ferrazino et rebondir sur ceux de M. Froidevaux. Je ne suis effectivement pas tout à fait satisfait des réponses actuelles de M. Ferrazino, mais j'aimerais que nous soyons clairs. Nous, groupe socialiste, sommes attachés à la défense du patrimoine; nous ne tenons absolument pas à raser des immeubles pour le plaisir. En commission, nous avons surtout entendu parler de cette solution réaliste – qui nous était en tout cas présentée comme réaliste, à tort ou à raison – de faire passer les camions par le 27, rue Rousseau. Donc, comprenez-moi bien, je ne veux pas vous entendre dire que vous allez démolir le 27, rue Rousseau; j'aimerais que nous puissions aboutir à une solution dans un délai raisonnable et que nous ne perdions pas de temps en étudiant des pistes qui ne sont pas réalistes. Je vous fais confiance, Monsieur Ferrazino, je sais que vous êtes quelqu'un qui a de la pugnacité, vous êtes efficace,

vous êtes dynamique et c'est merveilleux, mais c'est vrai que, comme tout le monde, vous n'êtes pas parfait. L'erreur est humaine et vous pouvez aussi, en l'occurrence sur ce dossier, présumer de vos forces.

A cet égard, nous aimerions que vous étudiiez aussi une éventuelle démolition du 27, rue Rousseau. Pour nous, socialistes, s'il faut choisir entre les voitures et le patrimoine, il est clair que nous choisirons le patrimoine, mais, par contre, s'il s'agit de choisir entre les habitants et le patrimoine, alors là, nous opterons pour les habitants, parce que cela fait suffisamment longtemps qu'ils ont payé dans ce quartier et qu'ils méritent réparation.

M. Jean-Pierre Lyon (AdG/SI). Pour moi qui n'étais pas de la commission ad hoc Saint-Gervais qui a étudié tout le problème, c'est un débat très intéressant d'autant plus qu'il y a quatre rapporteurs; la commission a donc fait un très gros travail.

J'ai écouté très attentivement le débat, parce qu'il y a quelques années la commission des travaux avait eu les premières discussions quant à la rénovation de ce quartier. Il y avait eu en parallèle tout un débat sur le quartier des Grottes et cela avait eu une répercussion sur le secteur de Saint-Gervais. Je me suis donc dit que nous allions peut-être nous remémorer un certain nombre de souvenirs. En fait, il n'y a rien eu. Tout le monde est d'accord pour réaménager et donner un espace à la place Grenus, mais on ne s'en sortira pas sans déplacer les trémies, ce qui fait l'unanimité dans cette salle. Je me suis donc demandé si quelqu'un allait parler du projet de M. Ketterer qui avait lancé une idée pour redonner un peu d'espace à la place Grenus. Cette idée, qui a été étouffée, concernait la rue Grenus. On partageait la rue Grenus en deux du côté de la rue Rousseau pour des questions de sécurité afin que les camions de pompiers puissent entrer et on y construisait la descente dans le parking et, de l'autre côté, côté Coutance, toujours à la rue Grenus, la sortie. Des gens avaient dit que cette rue allait être abîmée, etc., mais cela aurait préservé complètement la place Grenus; aujourd'hui, elle serait depuis longtemps en zone piétonne.

Vous pouvez donc dire tout ce que vous voulez par rapport à la place Grenus et la préservation des immeubles, construire les trémies à la rue Grenus sera le seul moyen, Mesdames et Messieurs, de préserver l'habitat, le patrimoine architectural et en même temps de conserver le parking de Manor – La Placette c'est terminé, Mesdames et Messieurs, c'est Manor et il faudrait rectifier pour le *Mémorial*. Alors voilà, Mesdames et Messieurs, est-ce que cette idée a été développée en commission? Je n'ai entendu personne en parler. Je suis très content de ne pas être de la commission, parce que je l'aurais évoquée en discussion et elle serait apparue dans les rapports; cela aurait réglé beaucoup de problèmes, tout le monde aurait été content et il n'y aurait eu qu'un seul rapport.

M. Alain-Georges Sandoz (AdG/TP). J'aimerais tout de même signaler que, selon la lettre que le Conseil municipal a reçue, la maison Maus, à titre personnel, n'est pas demanderesse. Cela dit, selon l'audition que vous avez lue dans le rapport dont nous débattons, c'est un peu une guerre de quartier. «Faites des trémies, mais pas devant chez moi!» L'investissement est important. Il est même très important; ce serait peut-être l'un des parkings les plus chers qu'on ait connus et, à ce titre-là, le Parti du travail, Alliance de gauche, refusera le projet de résolution et les deux arrêtés du Conseil administratif, mais acceptera le projet de résolution amendé par la majorité de la commission.

M. Christian Ferrazino, conseiller administratif. Vous avez raison de rappler, Monsieur Deneys, que personne n'est parfait dans ce bas monde. On pourrait ajouter qu'il en est qui formulent des propositions plus imparfaites que d'autres et c'est ce qui ressort de cette discussion.

Pour ma part, je me pose un certain nombre de questions. On peut se demander tout d'abord pourquoi l'accouchement d'une zone piétonne dans cette ville doit obligatoirement se faire dans la douleur. C'est peut-être une thérapie «radicale», mais, en tout cas, elle n'est guère satisfaisante. Tout le monde reconnaît qu'on a fait une erreur en 1965 en permettant la construction de ce parking sur une superbe place à Saint-Gervais. Alors pourquoi faut-il, en tentant de proposer l'agrandissement de ce parking, persister dans une erreur commise il y a trente-cinq ans et qui a permis de maltraiter un quartier de cette qualité? C'est peut-être une thérapie libérale, mais elle me fait un peu penser à la saignée qu'on pratiquait au Moyen Age. Il est vrai qu'on était sûr d'éliminer la maladie, mais souvent on éliminait également le patient qu'on voulait soigner; sinon, il se trouvait le plus souvent en moins bon état après qu'avant. Ce n'est donc pas le traitement, et vous l'avez compris, que nous préconisons quant à nous pour le quartier de Saint-Gervais.

On entend dire que La Placette n'est pas demanderesse dans ce projet. En tant que telle, il est vrai que La Placette n'est pas demanderesse, selon le courrier auquel M. Sandoz a fait allusion, même si La Placette se montre ouverte au dialogue. Elle a d'ailleurs un intérêt – non dissimulé – à améliorer cette situation, qui n'est déjà à l'heure actuelle pas satisfaisante. Mais il y a également un élément supplémentaire: La Placette est liée à la Ville de Genève par cette fameuse convention qui permet à la Ville d'imposer un déplacement des trémies d'accès. Par conséquent, nous avons bien évidemment les moyens de discuter avec notre partenaire. Alors, à partir de là, on nous dit: «Est-ce qu'il faut absolument démolir cet immeuble qui est lié à une autre promotion immobilière? Est-ce la seule solution à envisager?» Je vous ai déjà donné des éléments de réponse, que nous avons d'ailleurs pu étudier au sein de la commission ad hoc Saint-Gervais en examinant

une variante qui permettrait de transférer la trémie d'accès dans la rue du Cendrier. Bien évidemment, nous n'avons pas les crédits d'étude pour aller plus avant. Ce sont uniquement des esquisses qui ont pu être examinées, mais vous savez que tant cette variante-là que celle à laquelle M. Lyon a fait allusion, et qui avait effectivement été envisagée il y a déjà un certain nombre d'années, peuvent parfaitement se réaliser, mais, indépendamment du coût qu'elles peuvent engendrer, elles règlent le problème à satisfaction pour les voitures mais pas pour les camions. Il faut en effet prévoir pour ceux-ci une trémie avec une ouverture d'environ quatre mètres; vous imaginez ce que cela peut représenter. Par conséquent, si la solution est bien entendu envisageable – et nous devons l'examiner pour enlever la trémie d'accès actuelle de la place Grenus et la mettre à l'extérieur – elle ne réglera pas le problème d'accès des camions.

A ce sujet, vous vous rappellerez qu'il y a eu des propositions formulées au sein de la commission ad hoc à l'image de ce qui se fait dans d'autres villes. Vous imaginez bien que le problème que nous avons dans le quartier de Saint-Gervais, qui est le pendant – vous l'avez rappelé – de la Vieille-Ville sur la rive droite, est connu dans d'autres villes. Sans aller bien loin en Europe, on peut aller à Berne où vous connaissez sans doute le grand magasin Loeb qui a trouvé une solution avec un accès par des élévateurs, qui donne totale satisfaction à ce magasin. Cette solution a d'ailleurs été examinée par La Placette, puisqu'il y a eu des esquisses qui ont été faites avec des élévateurs qui permettraient, comme cela se fait à Berne, de décharger sur les passerelles qui pourraient ensuite descendre sur les quais de déchargement; ou alors le camion lui-même pourrait descendre, puisque les quais existent au niveau des déchargements.

C'est dire qu'il y a des solutions alternatives possibles. Je ne peux pas vous dire aujourd'hui, Monsieur Deneys, qu'on trouvera la solution idéale qui donnera satisfaction à tous, mais je peux vous dire que nous nous engageons à être rapides – en général on n'est pas trop lents – pour vous présenter une proposition de crédit, qui est une des demandes de la résolution, si je l'ai bien lue, puisqu'elle se conclut précisément sur la base des options de la commission ad hoc dont le Conseil administratif devra tenir compte dans sa proposition de crédit. C'est ce que nous allons faire et, si vraiment on voit qu'on ne trouve aucune solution, on pourra toujours reconsidérer cette solution, très mauvaise à mon sens, pour les raisons que j'ai eu l'occasion de vous indiquer tout à l'heure.

J'aimerais quand même rappeler, sans vouloir allonger davantage le débat, Monsieur le président, que le bureau Transitec a multiplié les études, y compris devant la commission, pour tenir compte des différentes observations qui étaient formulées. A ce sujet, vous avez parfaitement raison de dire, Monsieur Ducret, qu'il ne s'agit pas d'experts mais de mandataires, il serait d'ailleurs même plus précis de dire qu'il s'agit de mandataires expérimentés, parce que, vous avez pu le

constater, ces ingénieurs de la circulation ont tenu compte précisément des objectifs que souhaitait poursuivre la commission ad hoc, parce que, bien entendu, le mandataire ne va pas travailler dans le vide; il va travailler sur la base d'objectifs que nous lui fixons. Ces objectifs étaient d'examiner la possibilité – peut-être que la réponse aurait pu être de dire qu'il n'est pas possible d'aller dans ce sens – de supprimer la trémie actuelle et un certain nombre de places de stationnement sur le domaine public, sans pour autant procéder à un agrandissement du parking existant. Est-ce qu'il est possible de répondre à toutes les demandes, parking habitants, parking courte durée, parking longue durée? Est-ce qu'il est possible de répondre à cet objectif avec ces conditions de base? La réponse a été positive. Par conséquent, on peut discuter à perte de vue. Certains voudraient continuer à mettre des parkings au cœur des quartiers de la Vieille-Ville ou de Saint-Gervais ou agrandir ceux existant, mais une chose est sûre, indépendamment de ces débats dogmatiques, sur le plan technique, au niveau de la gestion du stationnement du quartier, il est parfaitement possible de répondre en aménageant la place Grenus ainsi que le quartier avec des zones résidentielles, comme nous souhaitons le faire, tout en préservant les possibilités de parcage satisfaisantes existantes.

Vous savez qu'aujourd'hui, et j'en terminerai par là, les habitants du quartier de Saint-Gervais, puisqu'il n'y a pas de zone bleue actuellement prévue dans ce quartier, doivent trouver des macarons pour aller se parquer aux Pâquis; il en est un certain nombre qui n'ont pas demandé ces macarons, trouvant que le quartier des Pâquis est un peu loin. Alors, si M. Henri trouvait tout à l'heure le parking de Cornavin, le parking des Cygnes ou le parking du Seujet un peu éloignés du cœur du Saint-Gervais, une chose est sûre, c'est que ces parkings en sont en tout cas beaucoup plus proches que ne l'est le quartier des Pâquis. Par conséquent, l'instauration des zones bleues, qui est une des recommandations des ingénieurs de la circulation, permettrait d'améliorer la situation actuelle en matière de stationnement pour les habitants. Voilà, Mesdames et Messieurs. Ce que je peux vous dire, c'est que le Conseil administratif, si vous votez la résolution amendée par la commission, que ce soit en deuxième débat ou en troisième débat – parce que j'ai cru comprendre que certains voulaient faire durer le plaisir – s'engage à revenir rapidement devant vous avec une proposition de crédit pour examiner les solutions alternatives qui s'offrent à nous.

M. Michel Ducret, rapporteur de minorité (R). M. Deneys a bien énoncé le problème tout à l'heure. Le choix de ce soir est, Mesdames et Messieurs, «cailloux patrimoniaux contre habitants» et non «cailloux patrimoniaux contre voitures». Le seul pas qui reste à franchir à M. Deneys est de rejoindre notre position et de suivre la proposition initiale du Conseil administratif et ainsi de privilé-

gier effectivement les habitants et les usagers du quartier. Une chose est certaine, il n'y aura pas de nouvelle solution qui sortira du chapeau de quiconque. Certes, ce n'est pas une solution parfaite et nous en sommes bien conscients; c'est l'héritage d'un passé exagérément probagnoles sans doute et qui a gâché une place urbaine. Je dépose un amendement pour revenir à la proposition initiale N° 469, c'est-à-dire pour:

Projet d'amendement

«Rétablir le projet de résolution et les projets d'arrêtés I et II du Conseil administratif.»

On a recherché d'autres solutions, mais aucune d'entre elle ne permettra de supprimer le trafic sur autant de rues que celle proposée par le Conseil administratif précédent. Quant à la solution pour l'accès des camions de livraison, elle pouvait s'inscrire en amendement à la proposition initiale, ce que l'actuel Conseil administratif s'est bien gardé de faire à ce jour alors qu'il en avait tout loisir, depuis le temps qu'on étudie ce projet. Il peut même encore ce soir déposer un amendement en ce sens et nous le suivrons volontiers, mais, s'il ne le fait pas, c'est bien la preuve qu'il n'y croit pas!

M. Alain Dupraz (AdG/TP). Il y a beaucoup de choses qui ont été dites ce soir, notamment par le président de la commission ad hoc Saint-Gervais, M. Broggin, qui a fait un excellent exposé et un historique de toute cette affaire du parking et du quartier de Saint-Gervais. Nous saluons aussi l'excellent rapport de M. Zaugg.

Il faut bien voir ce soir qu'il s'agit d'un vote politique. C'est une bagarre entre les bancs d'en face et l'Alternative. Je crois que le problème est là. Nous sommes peut-être tous d'accord – ils le sont aussi en face – pour rendre cette place aux piétons, mais la question est de savoir s'il faut oui ou non agrandir ce parking ou s'il faut oui ou non construire un nouveau parking au centre-ville. L'Alternative a déjà dit dans le programme 91 qu'elle ne voulait plus de parking au centre-ville. Nous débattons là-dessus tout simplement pour raisonner. Nous allons donc nous borner à voter la résolution mise au point par l'Alternative et figurant à la page 33 du rapport de majorité.

M. Froidevaux a dit que l'aménagement ne se décrétait pas. Certes, M. Froidevaux, mais l'Alternative décidera démocratiquement par son vote l'acceptation du projet de résolution de la majorité de la commission. Ce ne sera peut-être pas un coup de force, comme vous dites, un décret, mais notre vote sera démocratique.

J'espère que l'Alternative restera unie comme elle a su l'être tout au long des travaux de la commission, se réunissant même en dehors des séances pour pouvoir réfléchir et discuter de tout cela.

M. Ferrazino a dit que nous pourrions créer des élévateurs pour les camions, car l'entrée de ceux-ci est un problème au même titre que le déplacement des trémies. Un seul élévateur est dangereux en cas d'incendie, par exemple; il en faudra donc peut-être plusieurs. Où les mettrons-nous? Cela prendra certainement un certain volume. Personnellement, je pense que la démolition et la reconstruction du 27, rue Rousseau, sont un moindre mal si cela permet d'aménager la place Grenus et de garantir l'accès des voitures et des camions à La Placette.

Quant à ceux qui disent qu'il faut absolument aller à La Placette en voiture – maintenant Manor – pour faire des achats, ce n'est pas vrai, car on peut très bien vous livrer la marchandise. Pour ceux qui aiment tellement prendre leur véhicule pour aller dans ce genre de magasin, alors c'est tout simple: rendez-vous à Chavannes-de-Bogis où vous avez un immense parking. Moi, à La Placette, j'y vais à pied! Il restera au Conseil administratif à proposer quelque chose de valable, et nous comptons sur lui pour nous présenter un projet après le vote de la résolution amendée par la majorité de la commission.

M. Jean-Marc Froidevaux (L). M. Dupraz a raison quand il dit que nous sommes tous d'accord pour créer une zone piétonnière. Le problème est que nous sommes, à l'Entente, les seuls à la désirer vraiment. En effet, quand on crée, comme le magistrat Ferrazino vient de l'indiquer, une zone résidentielle dans le secteur de Grenus, on ne crée pas une zone piétonnière, et nous disons tous ici que c'est dommage. C'est un coup raté, dans un secteur exceptionnel qui, comme chacun, et particulièrement M. Dupraz, l'a relevé, est mieux irrigué qu'aucun autre quartier en matière de transports publics, si nous ne sommes pas capables d'y résoudre le problème des voitures. Or, sans résoudre le problème du parking de La Placette, nous ne pouvons imaginer y résoudre le problème des voitures.

M. Ferrazino nous a fait un long exposé sur le parking. Comme M. Ducret l'a dit en reprenant M. Deneys, le problème n'est pas le parking. C'est un faux débat. Nous ne parlons du parking que parce qu'il est là et parce qu'il faut trouver une solution, mais, en soi, il n'est guère contestable que le débat qui nous occupe se distance du problème du parking. Lorsque M. Ferrazino dit que le remède libéral serait l'extension du parking, je reprends les propos de M. Broggin en ouverture du débat qui nous rappelait que, finalement, la seule personne opposée à ces trémies était précisément un conseiller municipal libéral. Donc je crois qu'effectivement les recettes ou les préceptes d'apothicaires dans cette affaire ne proviennent pas des libéraux. Seulement ils sont réalistes; nous ne saurions effectivement ima-

giner qu'une certaine qualité de vie – que nous désirons, comme M. Dupraz l'a précisément rappelé – sera possible si, ce soir, on vote, dans un beau fatras ou par un pur dogmatisme politique, une zone résidentielle, en pensant que cela sera peut-être une zone piétonnière.

Ne vous laissez pas corrompre l'esprit. Si c'est une zone piétonnière que vous désirez, dites-le! S'il ne doit plus y avoir de voitures sur la place Grenus, dites-le en autant de mots! La proposition qui vous est faite prévoit des zones régies par le système des macarons sur la place Grenus, mais n'élimine en rien les voitures. Elle prévoit des zones de macarons dans la rue Rousseau, mais n'élimine en rien les voitures. Restera-t-il des voitures dans les petites rues extrêmement étroites? Nous espérons vivement que non, mais, en l'état, rien ne vous permet de le penser. Or l'objectif initial était un projet ambitieux qui allait de la rue du Mont-Blanc ou de la rue de Chantepoulet jusqu'à la rue Rousseau. Ici, que nous reste-t-il? De quoi parlons-nous? De piétonniser la place Grenus, comme par hasard la plus problématique à cause des trémies. Lorsque nous posons des questions pertinentes afin de savoir quelles sont les idées qu'on nous propose, on nous donne maintenant une solution d'accès pour les camions au 27, rue Rousseau, puisque le magistrat paraît ouvrir cette porte. Mais nous n'avons toujours aucune solution pour les automobiles. Et ces automobiles seront là sans que nous puissions rien y faire, dans la mesure où le Conseil municipal a accordé il y a trente-cinq ans une concession qu'il ne peut pas retirer. Prenons donc en compte cette concession; disons clairement au magistrat que la réforme de la proposition initiale du Conseil administratif est inacceptable et suggérons-lui quelque chose de différent. A la limite, pour ma part, je ne serais pas opposé, à ce stade, à ce que nous suspendions le débat pour permettre, peut-être à la faveur d'une nuit et de quelques heures passées demain, de proposer une résolution qui conserve ouvertes l'ensemble des propositions sans reprendre la proposition initiale qui n'est effectivement plus possible aujourd'hui pour avoir fait l'objet de trop de propos; j'imagine qu'il y a moyen, tous ensemble, de se mettre d'accord demain sur une proposition qui pourrait laisser toutes les portes ouvertes.

On me fait des signes que je m'égosille vainement, en conséquence, Monsieur le président, je vous la transmets. Vous la soumettrez éventuellement au vote et, pour ma part, je vous remercie.

Le président. Monsieur Froidevaux, vous souhaitez donc qu'il y ait une suspension des débats jusqu'à demain? Je commencerai donc par procéder par ce vote.

Une voix. Cela suffit!

M. Michel Ducret, rapporteur de minorité (R). Non cela ne suffit pas, parce qu'on détourne le débat. Quand, tout à l'heure, dans son intervention, M. Dupraz évoque l'accessibilité à La Placette, c'est détourner le débat. Contrairement à ce qu'il dit, et s'il préfère que les gens se déplacent à Chavannes-de-Bogis – ou à Etrembières, pendant qu'il y est – pour faire leurs achats, je lui en laisse la responsabilité ainsi qu'à son groupe. (*Protestations.*) Tant en termes de revenus pour la Ville de Genève, dont il est censé défendre les intérêts – et il a prêté serment à cet égard – que par rapport à la politique des transports... (*Protestations.*) Monsieur le président, peut-on s'exprimer dans cette salle?

Le président. Monsieur Ducret, en effet, vous êtes rapporteur et vous avez la parole.

M. Michel Ducret. Je lui en laisse donc la responsabilité, tant en termes de revenus pour notre ville dont il est censé défendre les intérêts que par rapport à la politique des transports que lui et son groupe prétendent défendre. Parce qu'envoyer les gens faire leurs achats dans des centres commerciaux inatteignables en transports collectifs est certainement conforme à la volonté de report modal! Je ne sais, Mesdames et Messieurs, qui fait ici de la politique politicienne, de l'intégrisme, mais, ce qui est certain, c'est que de telles affirmations sont aussi sérieuses que la proposition faite par la majorité ce soir sur l'objet qui nous occupe: c'est une tromperie et rien de plus.

M^{me} Marie Vanek (AdG/SI). Je demande le vote à l'appel nominal.

Le président. Etes-vous suivie? (*Plus de quatre conseillers municipaux lèvent la main.*) Oui. Il y aura donc un vote à l'appel nominal sur l'ensemble du texte lorsque nous connaîtrons sa formulation après amendement.

Deuxième débat

Le président. J'annonce la procédure de vote. Dans un premier temps, je soumettrai à votre suffrage la proposition de renvoyer à demain la discussion; ensuite, nous passerons à l'amendement qui me semble le plus éloigné, à savoir l'amendement radical, puisqu'il propose d'accepter la résolution et les deux arrêtés du Conseil administratif; ensuite nous passerons au vote de chacun deux amendements à la résolution de la majorité de la commission proposés par le Parti démocrate-chrétien et que vous trouvez à la page 61 du rapport et, enfin, nous voterons le texte final de la résolution dans son ensemble.

Mise aux voix, la proposition de renvoi de la discussion à demain est refusée à la majorité.

Mis aux voix, l'amendement du Parti radical est refusé à la majorité (quelques abstentions).

Le président. Je vous lis le premier amendement du PDC à la résolution de la majorité de la commission et qui constitue une invite supplémentaire:

«à étudier, en compensation des places supprimées en surface – y compris dans les squares Pradier et Chantepoulet ou résultant de tout projet analogue dans le quartier pouvant être réalisé à partir du mois de mars 2000 – un agrandissement adéquat du parc de stationnement souterrain dit «de La Placette».

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé à la majorité (quelques abstentions).

Le président. Je vous lis le deuxième amendement du PDC, qui ajoute à la fin de la dernière invite: «et prévoyant deux variantes: l'une avec une trémie entrée-sortie et l'autre avec deux trémies entrée-sortie suffisamment éloignées afin d'améliorer l'accès, la circulation et la sécurité».

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé à la majorité (quelques abstentions).

Le président. Nous passons maintenant au vote de la résolution amendée par la majorité de la commission. Je vous rappelle que, si elle est adoptée, cela signifie que les arrêtés I et II sont transformés dans cette résolution. Un vote à l'appel nominal a été demandé par M^{me} Vanek.

M. Michel Ducret, rapporteur de minorité (R). Je suis désolé, Monsieur le président, il n'y a pas transformation des arrêtés; il y a une nouvelle résolution et les arrêtés sont supprimés.

Le président. Pour être tout à fait formel et pour suivre les travées que M. Ducret vient mettre en perspectives, je vous fais voter les conclusions de la majorité de la commission qui demandent de refuser les arrêtés I et II.

Mises aux voix, les conclusions de la majorité de la commission demandant de refuser les arrêtés I et II sont acceptées à la majorité (nombreuses oppositions et quelques abstentions).

Mise aux voix à l'appel nominal, la résolution amendée par la majorité de la commission est acceptée par 42 oui contre 30 non.

Ont voté oui (42):

M^{me} Nicole Bobillier (S), M. Georges Breguet (Ve), M. Roberto Brogginì (Ve), M. Alain Comte (AdG/TP), M^{me} Eustacia Cortorreal (AdG/TP), M. Olivier Coste (S), M^{me} Diana de la Rosa (S), M. Roger Deneys (S), M. Gérard Deshusses (S), M. Alain Dupraz (AdG/TP), M^{me} Fatiha Eberle (AdG/SI), M^{me} Hélène Ecuyer (AdG/TP), M. Jacques François (AdG/SI), M. René Grand (S), M^{me} Monique Guignard (AdG/TP), M^{me} Vanessa Ischi (Ve), M^{me} Liliane Johner (AdG/TP), M. Guy Jousson (AdG/TP), M. Roman Juon (S), M. Sami Kanaan (S), M. Daniel Künzi (AdG/SI), M^{me} Michèle Künzler (Ve), M^{me} Ruth Lanz (AdG/SI), M. Pierre Losio (Ve), M. Jean-Pierre Lyon (AdG/SI), M. Alain Marquet (Ve), M^{me} Christina Matthey (Ve), M. Jacques Mino (AdG/SI), M. Souhail Mouhanna (AdG/SI), M^{me} Isabel Nerny (AdG/SI), M. Paul Oberson (Ve), M. Jean-Pascal Perler (Ve), M. Jean-Charles Rielle (S), M^{me} Sandrine Salerno (S), M. Alain-Georges Sandoz (AdG/TP), M. Damien Sidler (Ve), M. Daniel Sormanni (S), M. François Sottas (AdG/TP), M^{me} Marie-France Spielmann (AdG/TP), M^{me} Evelyne Strubin (AdG/SI), M^{me} Marie Vanek (AdG/SI), M. Christian Zaugg (AdG/SI).

Ont voté non (30):

M^{me} Anne-Marie von Arx-Vernon (DC), M. Didier Bonny (DC), M^{me} Marie-Thérèse Bovier (L), M^{me} Sophie Christen (L), M^{me} Renate Cornu (L), M. Philippe Cottier (DC), M^{me} Barbara Cramer (L), M^{me} Linda de Coulon (L), M. Pierre de Freudenreich (L), M. Guy Dossan (R), M^{me} Michèle Ducret (R), M. Michel Ducret (R), M. Alain Fischer (R), M. Jean-Marc Froidevaux (L), M. Jean-Marc Guscelli (L), M^{me} Catherine Hämmerli-Lang (R), M. François Harmann (L), M. François Henry (L), M. André Kaplun (L), M. Jean-Charles Lathion (DC), M. Guy Mettan (DC), M. Mark Muller (L), M. Robert Pattaroni (DC), M. Peter Pirkl (L), M. Georges Queloz (L), M. Pierre Reichenbach (L), M^{me} Alexandra Rys (DC), M. Guy Savary (DC), M. Armand Schweingruber (L), M. René Winet (R).

Étaient excusés à la séance ou absents au moment du vote (7):

M^{me} Alice Ecuillon (DC), M. Jean-Marie Hainaut (L), M^{me} Virginie Keller Lopez (S), M. Bernard Lescaze (R), M. Pierre Maudet (R), M. Jean-Pierre Oberholzer (L), M. Jean-Luc Persoz (L).

Présidence:

M. Bernard Paillard (AdG/SI), président, n'a pas voté.

La résolution est ainsi conçue:

RÉSOLUTION

Le Conseil municipal invite le Conseil administratif:

- à prendre toutes les dispositions nécessaires pour rendre la place Grenus aux piétons;
- à tenir compte de l'étude réalisée par la maison d'ingénieurs-conseil en février 2000, selon la variante A2;
- à intervenir auprès du Département de justice et police et des transports afin de supprimer un certain nombre de places en surface, selon les conclusions du rapport N° 31 A, et d'en affecter le solde aux artisans et résidents du quartier, par le biais de macarons, ainsi qu'aux livraisons, en zone bleue;
- à intervenir auprès du bénéficiaire du garage actuel (Prima SA) pour que celui-ci soit placé sous le régime des garages collectifs jusqu'à l'échéance de la convention liant la Ville de Genève et Prima SA des 18 décembre 1964 et 2 juillet 1965;
- à assurer la réalisation d'un nouvel accès de livraison des véhicules de La Placette;
- à prendre des mesures concrètes afin d'empêcher le stationnement illicite et le trafic de transit;
- à présenter une demande de crédit pour le déplacement des trémies actuelles, dans les meilleurs délais.

M. Roger Deneys (S). Monsieur le président, je voudrais attirer votre attention sur le rapport PR-63 A/PR-64 A qui ne devrait pas prendre beaucoup de temps à ce Conseil municipal. Il ne doit pas être reporté, car il est soumis à un délai de quarante-cinq jours.

Le président. Nous avons annoncé que ce rapport serait traité demain en début de séance.

M. Roger Deneys. Je vous remercie, c'est merveilleux.

4. Rapport de la commission des beaux-arts chargée d'examiner la motion de MM. Pascal Holenweg et Guy Valance, renvoyée en commission le 13 avril 1999, intitulée: «Du Ballet du Grand Théâtre au Ballet de Genève» (M-375 A)¹.

Rapporteur: M. Guy Dossan.

La commission des beaux-arts, sous la présidence de M. Jan Marejko, puis de M. André Kaplun, a traité de l'objet cité en titre dans ses séances des 10 juin et 4 novembre 1999 et des 3 février et 16 mars 2000.

Les notes de séance étaient prises par M^{me} Marie-France Perraudin. Qu'elle trouve ici l'expression des remerciements du rapporteur pour la précision de sa prise de notes.

Texte de la motion N° 375

Considérant:

- l'importance et l'audience locale, régionale et internationale du Ballet du Grand Théâtre;
- l'autonomie de fait de la politique de création et de programmation du Ballet à l'égard de la scène lyrique du Grand Théâtre;
- les inconvénients et les risques de maintenir artificiellement la scène chorégraphique et la scène lyrique dans une structure unique à laquelle est affectée une subvention unique ne les différenciant pas l'une de l'autre;
- la nécessité de maintenir une institution chorégraphique publique dynamique et créative et de lui accorder l'autonomie structurelle et les moyens financiers nécessaires à son fonctionnement et à la qualité de sa programmation;
- la nécessité et la légitimité de faire assumer par l'autorité politique elle-même, c'est-à-dire par le Conseil municipal et non pas la Fondation du Grand Théâtre, les conséquences sur le Ballet des choix budgétaires de la Ville à l'égard du Grand Théâtre;
- les possibilités de collaboration entre l'actuel Ballet du Grand Théâtre et les autres troupes chorégraphiques genevoises, possibilités qu'ouvrirait ou développerait une autonomie structurelle et budgétaire du Ballet à l'égard du Grand Théâtre,

---

¹ «Mémorial 156^e année»: Développée, 3782.

Motion: Ballet du Grand Théâtre

le Conseil municipal demande au Conseil administratif:

- de préparer la transformation du Ballet du Grand Théâtre en un Ballet de Genève autonome, doté d'un statut de fondation, d'un budget propre et d'une subvention spécifique, équivalente à la part qui lui est accordée par la Fondation du Grand Théâtre de la subvention à elle accordée par la Ville;
- de faire rapport de cette transformation au Conseil municipal avant la proposition du budget de l'année 2000;
- d'intégrer au budget de l'année 2000 et des années suivantes une ligne budgétaire supplémentaire correspondant à une subvention spécifique pour l'actuel Ballet du Grand Théâtre, que le Ballet soit ou non doté d'un statut autonome.

Séance du 10 juin 1999

Audition des motionnaires, MM. Pascal Holenweg et Guy Valance

L'audition des deux motionnaires a suscité une courte discussion au sein de la commission.

En effet, certains commissaires sont d'avis que, pour être auditionné en tant que motionnaire, il faut être conseiller municipal. Or, autant MM. Valance que Holenweg ne font plus partie de notre Conseil. Certains commissaires sont donc d'avis que leurs partis respectifs auraient dû reprendre cette motion et la faire défendre par d'autres conseillers municipaux.

La motion N° 375 ayant été renvoyée à la commission lors de la séance plénière du 13 avril 1999, si MM. Valance et Holenweg n'ont pu être auditionnés plus tôt, alors qu'ils étaient encore en fonction, la faute ne leur en incombe toutefois pas. Cette situation provient du fait que la commission des beaux-arts était entièrement occupée par les nombreuses auditions liées, entre autres, à la rénovation de la Comédie, aux Halles de l'Ile et à des états généraux de la culture.

Au vu de ce qui précède, la commission a donc décidé d'auditionner MM. Valance et Holenweg.

Les «motionnaires» constatent que, chaque année, lors des contacts avec la Fondation et la direction du Grand Théâtre dans le cadre de l'étude du budget, le Ballet représente le fusible budgétaire toujours mis en avant dans le cas de difficultés financières éventuelles rencontrées par le Grand Théâtre. Il leur paraît donc hors de question de pénaliser le Ballet et de le laisser dans une situation inconfortable avec, chaque année, cette épée de Damoclès suspendue au-dessus de lui.

Plusieurs motions ont été déposées visant à diminuer progressivement la subvention de la Ville de Genève aux institutions à caractère «cantonal», dont en particulier le Grand Théâtre, pour contraindre les autres collectivités à participer au

financement de ces dernières. Il est donc urgent de protéger le Ballet, puisque son maintien est évoqué lors de chaque discussion, en lui donnant une autonomie propre.

On parle de la danse dans différents projets, comme celui d'une Maison de la danse à l'Alhambra, aux Halles de l'Ile, etc. La création d'un Ballet autonome pourrait donc être vivifiante pour cet art à Genève et représenter par conséquent un puissant stimulant.

L'indépendance du Ballet ne serait pas un cloisonnement, mais au contraire un apport de sang nouveau. Il faut donc penser le débat dans l'ensemble du volet chorégraphique à Genève.

Cette motion poursuit donc trois objectifs:

- la volonté de maintenir un corps de Ballet important à Genève, avec une troupe permanente suivie par un public continu et fidèle;
- tirer les conséquences de l'autonomie de fait qui existe, le Ballet n'étant plus vraiment le Ballet de l'Opéra. En effet, il a créé un public particulier, en majorité indépendant de celui du Grand Théâtre, et ne participe plus aux spectacles lyriques, sans pourtant avoir une existence juridique;
- le refus que le Ballet serve systématiquement de fusible lorsque l'on parle de la diminution de la subvention du Grand Théâtre.

La situation actuelle présente des éléments de confort pour tout le monde:

- pour le Grand Théâtre, parce que le Ballet lui sert de fusible budgétaire;
- pour la Ville, parce qu'elle n'a, de ce fait, pas besoin de s'en occuper;
- pour le Ballet, parce que cela lui permet de rester au stade d'une forme d'adolescence, il n'a ainsi pas besoin d'effectuer un travail de prospection et de recherche de sponsors.

Les «motionnaires» sont donc attachés à ce que la Ville prenne ses responsabilités vis-à-vis du Ballet.

Son inexistence au niveau des statistiques et lors du budget ne permet pas qu'il puisse élaborer un programme dans la durée, puisqu'il est totalement dépendant du Grand Théâtre.

Cette motion pourrait déjà permettre de savoir combien coûte réellement le Ballet du Grand Théâtre, mais aussi combien il rapporte.

Les «motionnaires» relèvent enfin que la commission des beaux-arts n'a jamais pu, jusqu'à ce jour, entendre les représentants du Ballet et par conséquent connaître leur avis sur le sujet. Ils insistent sur le fait que le Ballet est actuellement en danger et qu'il le serait beaucoup moins s'il était géré par une fondation.

A la question d'un commissaire qui évoque le fait qu'un Ballet autonome risque de coûter plus cher qu'aujourd'hui, puisqu'il lui faudra du personnel, des techniciens et des locaux, il est répondu qu'une collaboration sur un mode contractuel avec d'autres institutions est possible.

Le fait de sortir le Ballet du giron du Grand Théâtre ne risque-t-il pas aussi de reporter le danger sur les chœurs?

Les «motionnaires» ne le pensent pas puisque, si un opéra ne peut se passer de chœur, il peut parfaitement se passer d'un ballet à demeure, comme c'est d'ailleurs le cas, à quelques exceptions près (Paris, Saint-Pétersbourg, Moscou), des opéras d'Europe.

Des rapports similaires à ceux institués entre l'Orchestre de la Suisse romande et le Grand Théâtre pourraient être envisagés.

Un commissaire relève que cela fait près de vingt ans qu'on entend parler de ce problème et que pourtant le Ballet existe toujours. La notoriété du Ballet profite au Grand Théâtre et réciproquement. Ne pourrait-on essayer de conforter le Ballet dans l'institution actuelle?

Les «motionnaires» pensent que ce serait effectivement possible de consolider le statut du Ballet à l'intérieur de l'institution, par exemple par une ligne ou une sous-ligne budgétaire permettant la transparence, transparence qui, aujourd'hui, n'existe pas. Toutefois, ils sont d'avis qu'une collaboration étroite peut être tout aussi constructive et qu'un Ballet indépendant pourrait servir d'émulation et d'emblème.

Séance du 4 novembre 1999

Audition de M. Pierre Roehrich, secrétaire du département des affaires culturelles (DAC).

L'éventualité d'une séparation du Ballet du Grand Théâtre n'a jamais été étudiée d'une manière approfondie par le département des affaires culturelles, mais il est bien évident que, si le Conseil municipal accepte la motion N° 375, le DAC devra suivre cette décision.

Le risque d'une augmentation des coûts est très grand. La création d'une fondation est coûteuse, des problèmes d'infrastructure et de locaux se posent. De plus, il faut aussi tenir compte des prestations actuelles du personnel technique et administratif du Grand Théâtre, ainsi que de la mise à disposition des locaux.

Le système comptable existant ne permettant pour l'instant pas de connaître exactement combien représente cette part cachée de prestations, il est malheureu-

sement impossible de savoir combien coûte réellement le Ballet du Grand Théâtre à la Ville de Genève.

Le rôle d'ambassadeur du Grand Théâtre de Genève (GTG) joué par le Ballet dans le monde entier n'est pas non plus à négliger. De plus, s'il porte la renommée de cette institution, il porte également celle de la ville de Genève.

Le Grand Théâtre perdrait également le Ballet qu'il a à sa disposition dans le cadre même de l'institution. Des danseurs devraient être engagés pour certains spectacles et de nouveaux ouvrages devraient être montés pour remplacer les 2 spectacles de ballet programmés pendant la saison.

Une séparation du Ballet est donc techniquement envisageable, mais une évaluation fine des conséquences, entre autres financières, d'une telle mesure n'est pas facile à donner.

Si le Ballet profite de la subvention municipale, il profite d'autre part également de l'apport du sponsoring alloué au Grand Théâtre. Dans le cas d'une séparation, il n'est pas certain que ce sponsoring se reporte. Le Ballet devrait donc rechercher des sponsors personnels.

Les mécènes et les sponsors s'intéressant plus aisément à ce qui se présente à Genève, cette recherche de fonds pourrait s'avérer difficile, puisque le Ballet tourne passablement à l'étranger.

Il ne faut pas oublier qu'il s'agit d'une troupe permanente, ce qui n'est pas le cas des autres compagnies. La situation des danseurs risquerait ainsi de se précariser.

M. Roehrich ne voit pas d'inconvénient à ce que la situation actuelle du Ballet fasse l'objet d'une analyse, il relève que la motion va toutefois beaucoup plus loin que la simple analyse, puisqu'elle demande l'autonomie du Ballet et la création d'une fondation.

A la question d'un commissaire qui souhaite connaître la position du département des affaires culturelles sur cette motion, M. Roehrich répond qu'il ne peut pas se substituer au magistrat pour apporter une réponse à cette question d'ordre politique.

Il faut également s'interroger sur la danse en général à Genève. En effet, les troupes, Ballet du GTG compris, souhaitent se produire, mais l'existence d'un public nombreux pour ce genre de productions n'est pas avérée.

L'exemple du Ballet du GTG est d'ailleurs assez parlant. Les productions de ce dernier n'attirant pas la totalité du public du Grand Théâtre, elles se donnent désormais au BFM (Bâtiment des Forces-Motrices), la capacité de la salle étant nettement inférieure à celle de la scène de Neuve.

M. Roehrich souligne que de réels efforts ont été faits depuis quelques années pour faire mieux connaître le Ballet du GTG:

- contacts avec les écoles;
- participation à la Fête de la musique;
- participation aux spectacles du Théâtre du Loup.

La mobilité des personnes est ainsi devenue plus grande et cela respire plus.

Il n'existe toutefois pas de mesures précises pour évaluer l'impact de ces efforts au niveau du public.

Un commissaire se demande si le répertoire presque exclusivement contemporain (chorégraphie et musique) choisi par le Ballet du GTG, au détriment des grands ballets classiques, n'est pas plus ardu à faire passer dans le public et n'explique pas la relative désaffection d'une partie du public genevois.

M. Roehrich répond que la question du choix artistique est certainement l'aspect le plus délicat. Le département des affaires culturelles n'a jamais interféré, et ne veut pas interférer, dans ce choix. Par contre, il peut agir de manière détournée en rendant la Fondation du Grand Théâtre attentive à certains messages.

Séance du 3 février 2000

Audition de Mme Renée Auphan, directrice du Grand Théâtre, et de MM. Guy Demole, président de la Fondation du GTG, François Duchêne, secrétaire général, François Passard, directeur administratif du Ballet, et Giorgio Mancini, directeur artistique du Ballet

Le président de la fondation tient à relever que cette motion a été déposée au moment où le Grand Théâtre connaissait une certaine fragilité financière. La situation actuelle est bien meilleure, mais il faut évidemment remettre chaque année l'ouvrage sur le métier, puisqu'il s'agit d'un travail de longue haleine.

Le conseil de la Fondation du Grand Théâtre de Genève estime que l'autonomie du Ballet fragiliserait ce dernier, voire mettrait en péril son existence même. Le Grand Théâtre a toujours tout mis en œuvre pour maintenir le Ballet dans le cadre de l'institution.

Un rapport très détaillé avait d'ailleurs été élaboré en 1992, rapport concluant au maintien à tout prix de la situation actuelle.

Situation budgétaire du Ballet dans le cas d'une séparation:

Dans les comptes du Grand Théâtre figure une somme de 3 800 000 francs correspondant à la part des charges annuelles engendrée par le Ballet.

Si l'on soustrait les recettes, soit 1 600 000 francs, le Ballet devrait donc trouver 2 200 000 francs.

De plus, il faudrait rajouter au montant ci-dessus:

- les frais d'administration correspondant aux 25-30 personnes du Grand Théâtre travaillant aussi pour le Ballet, soit 1/3 du personnel en dehors du personnel de la Fondation. Ce montant a été évalué à 380 000 francs;
- les frais d'exploitation s'élevant à 360 000 francs;
- les frais généraux pour l'engagement de personnel temporaire au niveau du personnel de la Fondation. Ce montant est estimé à 100 000 francs;
- le montant des abonnements, actuellement jumelés opéra-ballet, se montant à 400 000 - 500 000 francs.

Au total, le Ballet devrait donc trouver 3 400 000 francs, montant dans lequel ne sont pas compris les frais de location des salles de spectacles et des locaux de répétition.

Différenciation du personnel:

- Personnel Ville de Genève: fonctionnaires travaillant dans l'administration, la technique et les ateliers. Il s'agit d'une sorte de subvention indirecte que la Ville alloue au Grand Théâtre par le biais de son budget de fonctionnement, sous forme de prestations.
- Personnel Fondation du GTG: il s'agit du personnel artistique. Le montant des salaires s'élève à 800 000 francs.

Pour la Fondation du GTG, au-delà de la question financière, ce serait une perte de jeunesse et de dynamisme, de diversification des spectacles et de créativité.

En outre, le fait d'enlever une première pièce au Grand Théâtre pourrait aussi être une première atteinte à l'existence de celui-ci.

M^{me} Auphan tient à relever que le Ballet est un élément de prestige pour le Grand Théâtre de Genève. En tournant sans arrêt, le Ballet porte le nom du Grand Théâtre et de Genève dans le monde entier.

S'en séparer serait donc amoindrir en tous les cas le Grand Théâtre.

M. Mancini est quant à lui certain que le maintien du Ballet au sein du Grand Théâtre est la seule manière d'assurer sa survie et sa pérennité au niveau artistique.

Il relève d'autre part que sans les abonnés du Grand Théâtre, il sera difficile de survivre, car le public de Genève est très difficile pour la danse.

M. Passard fait remarquer que la motion a déstabilisé les danseurs et qu'il a fallu les rassurer.

Cette motion a néanmoins l'avantage d'apporter un éclairage sur les activités du Ballet, sur leur volume, volume qui s'est développé au cours des dernières saisons.

Cette motion sera peut-être aussi l'occasion d'élaborer un rapport approfondi sur le travail effectué par le Ballet pour Genève et le public, dans le cadre du Grand Théâtre, du BFM et des tournées.

Un travail pédagogique s'effectue également.

Afin que la situation soit moins floue, il serait peut-être aussi judicieux d'établir un cahier des charges pour le Ballet, Ballet qui remplit un rôle de service public.

M. Passard souligne que le personnel du Ballet est d'un haut niveau de formation, chaque membre ayant au moins dix ans de carrière, souvent dans des compagnies prestigieuses.

Une radiographie de la situation pourrait permettre de détecter ce qui pourrait être amélioré.

A la question d'un commissaire demandant si l'existence de deux troupes de Ballet à 60 km de distance se justifie vraiment et si une entente ne pourrait se réaliser entre Lausanne et Genève, M. Demole répond qu'effectivement Lausanne a une force considérable dans ce domaine et qu'à Genève il s'agit «simplement» de maintenir la compagnie.

S'il fallait ne garder qu'un seul ballet, il est évident que c'est le Ballet du GTG qui disparaîtrait.

Il relève toutefois que, lorsque des municipalités optent pour un jumelage dans ce domaine (Mulhouse et Strasbourg, Duisburg et Düsseldorf), on assiste à un appauvrissement.

Un jumelage entraînerait aussi une perte de places de travail pour de nombreux danseurs.

Il est aussi rappelé aux commissaires que le Ballet Béjart, contractuellement, a l'interdiction de se produire à Genève.

M. Passard tient à souligner à ce sujet que la notoriété du Ballet de Lausanne est principalement due à son mentor, Maurice Béjart, et qu'avant on ne parlait pas du Ballet de Lausanne.

Il distingue 3 types de compagnies:

- celles attachées à un opéra, comme celui de Genève ou Paris, de haut niveau;
- celles avec des structures indépendantes, mais de niveau local;
- celles de petits théâtres, dites «compagnies lyriques», qui servent l'opéra et montent un spectacle de danse pure par saison, dont les danseurs sont de qualité moindre et dans lesquelles les grands danseurs refusent d'entrer.

En réponse à la question d'une commissaire, M. Mancini insiste sur le fait que le Ballet du GTG ne vit pas en vase clos.

Il tourne pour trouver des chorégraphes et des pièces.

Le Ballet n'est pas non plus fermé aux chorégraphes locaux, mais son directeur artistique rappelle qu'il s'agit d'une troupe de très haut niveau.

Le Ballet a aussi donné leur chance à de jeunes chorégraphes qui ont pu se produire ultérieurement à l'Opéra de Paris.

Une synergie avec le monde genevois de la danse est cependant assez difficile à réaliser. En premier lieu parce que le Grand Théâtre ne peut pas utiliser une autre troupe que la sienne pour un de ses spectacles.

Mais des événements ont été créés au Théâtre du Loup, à la salle communale de Plainpalais et dans le cadre du Festival de la Bâtie.

À la question d'un commissaire, il est répondu que seul l'Opéra de Nancy n'a pas de troupe de ballet. La troupe existait, mais elle est devenue indépendante et connaît depuis lors de grosses difficultés de locaux et pour trouver des occasions de se produire. La troupe est en train de se reconstituer pour tenter de survivre.

Le Ballet de Marseille n'a pu subsister qu'en raison des étroites relations liant Roland Petit et le maire de Marseille.

Zurich, Berne et Bâle ont leur compagnie de ballet.

Une compagnie indépendante est de toute manière beaucoup plus coûteuse qu'une troupe intégrée dans une institution.

Séance du 16 mars 2000

Discussion et vote

Remarque:

Diverses remarques avaient déjà été formulées par les commissaires à la suite de chacune des auditions. Elles sont intégrées à ce paragraphe relatif à la discussion.

Certains commissaires estiment que la motion N° 375 a l'avantage de permettre une certaine transparence, effectivement assez inexistante aujourd'hui. Mais, malheureusement, ses effets risquent très probablement d'être contraires à ceux escomptés, en aboutissant en fait à la fragilisation du Ballet:

- mettre le Ballet en évidence risque de l'exposer encore plus au danger;
- il faudra créer de nouvelles structures administratives et techniques, ce qui entraînera inmanquablement un renchérissement des coûts;
- enfin, le public genevois n'est pas forcément acquis à la cause de la danse et une recherche de fonds risque également de s'avérer difficile, voire même très aléatoire.

La motion N° 375 s'avère donc plus dangereuse pour le Ballet que réellement bénéfique pour son avenir.

Une commissaire aurait souhaité entendre des représentants des milieux chorégraphiques genevois, ainsi que les auteurs du projet d'une Maison de la danse à Genève.

La plupart des commissaires estiment toutefois qu'il existe bien de réels problèmes pour la danse à Genève et qu'il serait effectivement judicieux d'en parler; cette discussion générale ne doit pas se faire dans le cadre de cette motion ne concernant que le Ballet du Grand Théâtre.

Plusieurs commissaires relèvent que le Ballet, depuis de nombreuses années, ne se produit plus guère dans les productions lyriques, même celles qui possèdent une partition chorégraphique (*remarque du rapporteur: par exemple Faust qui a été donné sans sa pourtant célèbre musique de ballet*).

En outre, l'option contemporaine choisie pour le répertoire du Ballet du GTG ne correspond peut-être pas forcément à une majorité du public genevois.

Enfin, on ne parle du Ballet du GTG que lors des deux spectacles chorégraphiques de la saison, ou surtout lors de ses tournées, comme si celui-ci était une compagnie indépendante.

Toutes ces raisons expliquent peut-être aussi l'émergence des idées de séparation.

Un commissaire remarque que les représentants du Ballet ont clairement exprimé leur souhait de rester dans le cadre de l'institution. On aurait d'ailleurs pu supposer qu'une approche sur le terrain, en amont, avait été effectuée avant le dépôt de cette motion.

Or on constate que le Grand Théâtre avait déjà évoqué la question d'une séparation avec son Ballet et qu'il s'y était opposé.

Certains commissaires constatent que la motion a été déposée au moment où la Ville connaissait de sérieuses difficultés financières. La situation s'étant améliorée depuis lors, cette motion n'a donc plus de raison d'être.

La commission s'accorde à penser qu'une scission du Ballet et du Grand Théâtre priverait en tous les cas les deux partenaires d'une synergie importante sur laquelle ils ont d'ailleurs insisté au cours de leur audition.

Au terme de ses travaux, la commission des beaux-arts vous propose par conséquent, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, à l'unanimité des 11 membres présents (1 R, 2 L, 1 DC, 3 AdG, 2 S, 2 Ve), de refuser la motion N° 375.

M. Guy Dossan, rapporteur (R). La motion N° 375 visant à sauver le Ballet du Grand Théâtre partait, semble-t-il, d'un bon mouvement. Vous me permettez tout de même de trouver paradoxal qu'elle ait été déposée par d'anciens collègues qui tiraient généralement à boulets rouges sur le Grand Théâtre et qui chaque année s'attaquaient à sa subvention lors de l'étude du budget en commission, attaques qui bien évidemment faisaient courir des risques au Ballet.

C'est vrai, et la commission l'a relevé, la motion N° 375 a été déposée au moment où notre municipalité avait encore des finances quelque peu chaotiques. Cette motion aura eu au moins pour résultat de mettre en exergue plusieurs éléments importants. Tout d'abord, cette motion était plus dangereuse que vraiment bénéfique. Il aurait été en effet facile, voire même tentant, une fois le Ballet sorti de l'institution et possédant sa propre ligne budgétaire, de l'attaquer en mettant en avant la réalisation d'économies. Le second élément important est qu'il est toujours impossible de savoir combien coûte et rapporte exactement le Ballet à l'institution de la place Neuve. On a pu aussi se rendre compte que la création d'un ballet indépendant coûterait très cher, voire probablement beaucoup plus cher que le Ballet actuel, puisque le fonctionnement de celui-ci est aujourd'hui bien évidemment assuré par le personnel administratif et technique appartenant au Grand Théâtre. De même, il bénéficie des locaux, salles de répétitions et de spectacles de l'institution. Enfin, et c'est important, le Ballet bénéficie également non seulement de la part des subventions attribuées au Grand Théâtre, mais aussi de celle du sponsoring. Il faudrait donc prendre tous ces éléments en compte dans le cadre de l'indépendance du Ballet.

La commission s'est aussi rendu compte que le Grand Théâtre et son Ballet ne faisaient qu'un et tiraient avantage l'un de l'autre. Rendre indépendant le Ballet reviendrait en fait à fragiliser les deux. Enfin, un élément important dont a aussi

pris conscience la commission est le problème général que connaît la danse à Genève. Le directeur du Ballet du Grand Théâtre a insisté sur les difficultés de conquérir le public genevois et de l'amener à la danse, et cela même lorsqu'il s'agit d'une compagnie de haut niveau comme l'est celle du Grand Théâtre. Je vous rappelle que, si les spectacles du Ballet du Grand Théâtre ont été déplacés de la scène de la place Neuve à celle du quai des Forces-Motrices, c'est, entre autres raisons, parce que les dimensions de cette salle sont nettement inférieures à celles du Grand Théâtre et qu'il est donc plus facile de la remplir.

Au vu des effets pervers que pourrait avoir cette motion, la commission des arts et de la culture, anciennement commission des beaux-arts, l'a refusée à l'unanimité, mais elle a aussi souhaité renvoyer la balle dans le camp du Grand Théâtre afin que ce dernier prenne la peine d'étudier quelques aspects relatifs à son Ballet. En premier lieu, il faut qu'une transparence soit établie quant au fonctionnement et au rayonnement du Ballet afin d'en connaître exactement son coût et son apport. D'autre part, un choix artistique résolument tourné, presque exclusivement, vers le répertoire contemporain est-il vraiment judicieux pour attirer un public nombreux? De plus, le Ballet ne semble plus être vraiment le Ballet du Grand Théâtre proprement dit, ce qui suscite peut-être aussi ces idées de séparation. Il se produit en effet seul, sans orchestre, deux fois par an ainsi qu'en tournée. Il n'apparaît plus beaucoup dans les spectacles lyriques, alors même que certains ouvrages le permettraient. On a donc plus l'impression d'une compagnie indépendante que d'une troupe étroitement liée à la vie d'une maison d'opéra. Cet aspect devrait donc aussi être examiné.

Enfin, la discussion sur cette motion doit surtout être l'occasion d'établir un rapport approfondi sur le travail effectué par le Ballet du Grand Théâtre pour Genève, pour le Grand Théâtre et pour le public, cela dans le cadre du Grand Théâtre lui-même, du Bâtiment des Forces-Motrices (BFM) et des tournées.

Premier débat

M. Olivier Coste (S). La motion N° 375 est à replacer dans le contexte actuel. Elle a le mérite de relancer la discussion, comme l'a dit M. Dossan, sur la place du Ballet dans l'organisation artistique et la programmation, mais aussi sur la place de la danse à Genève, qui reste le parent pauvre des arts dans notre ville, mais c'est un débat qu'il faudra reprendre plus tard. Comme il est relevé dans les conclusions, la scission n'est pas souhaitable en l'état actuel, étant donné les synergies qui existent encore entre le Grand Théâtre et le Ballet et qui permettent à la fois des économies de gestion et une facilité de programmation.

Ce que nous souhaitons cependant, c'est que, dans le souci de transparence

qui a permis la dissociation des comptes concernant les prestations fournies par l'OSR (Orchestre de la Suisse romande) au Grand Théâtre avec une ligne budgétaire distincte, nous arrivions de nouveau à obtenir une ligne budgétaire correspondant aux prestations réelles du Ballet. Bien que cette motion vienne d'un éminent membre de notre parti, les socialistes se rallient aux conclusions du rapport qui proposent le rejet de cette motion inadaptée aux conditions actuelles de l'art lyrique et chorégraphique à Genève.

Cependant, les socialistes tiennent à préciser que cette motion s'inscrit dans la série de motions qu'ils ont lancées concernant le partage des charges entre le Canton et la Ville, notamment dans le domaine culturel. Contrairement à ce qui est sous-entendu au terme du présent rapport, ce n'est pas parce que la situation financière s'est améliorée que ce débat essentiel n'a plus sa raison d'être.

Deuxième débat

Mises aux voix, les conclusions de la commission demandant de refuser la motion sont acceptées à l'unanimité. La motion est donc refusée.

M. Jacques Mino (AdG/SI). J'ai une motion d'ordre, mais je ne sais pas si c'est le terme technique à utiliser en l'occurrence. Nous avons déposé la motion N° 108 qui figure à un point avancé de notre ordre du jour. Il serait urgent que nous puissions en traiter si ce n'est ce soir, demain soir, et je voudrais demander de déplacer cette motion N° 108 de manière que nous la traitions rapidement. Je ne sais pas si c'est maintenant que je dois motiver cette demande.

Le président. Je pense qu'il faut s'en tenir aux procédures formelles, à savoir qu'il faut déposer une clause d'urgence que nous voterons. Vous déposerez la clause d'urgence demain à 17 h; nous la voterons et, si elle est acceptée, nous débattons du texte de la motion à 20 h 30.

5. Proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit de 216 622 francs, complémentaire au crédit de 70 000 francs accordé par le Conseil municipal le 12 octobre 1993, destiné à la construction d'un escalier entre le pont de la Coulouvrenière et la promenade des Lavandières (PR-54).

Préambule

Lors des débats relatifs à la proposition du Conseil administratif N° 205, qui présentait les travaux d'aménagement liés à la ligne de tramway 13 et à la réfection des barrières du pont de la Coulouvrenière, le 12 octobre 1993, le Conseil municipal avait amendé l'arrêté par l'addition d'un crédit de 70 000 francs destiné à la construction d'un escalier reliant le pont de la Coulouvrenière à la promenade des Lavandières.

Cela répondrait, d'une part, aux inquiétudes des locataires des Halles de l'Ile de voir ce lieu éloigné des arrêts de transports publics et, d'autre part, à la volonté d'intégrer les Halles de l'Ile et la nouvelle ligne de tramway dans un réseau de parcours urbains, piétonniers, entre les quartiers.

Les études techniques ont montré alors que le crédit de construction alloué par le Conseil municipal était insuffisant.

Le 4 décembre 1997, le Conseil administratif présentait la proposition N° 316 qui comportait, outre la réfection des trottoirs du pont de la Coulouvrenière, un crédit complémentaire de 332 000 francs pour la réalisation de l'escalier cité.

Le 15 septembre 1998, le Conseil municipal refusa la proposition du Conseil administratif, mais ajouta l'article 4 dans l'arrêté I: «Une liaison piétonne sera maintenue du côté amont entre le pont de la Coulouvrenière et la promenade des Lavandières.» Toutefois, s'agissant d'une construction destinée à ne durer que le temps d'un chantier, les services techniques ont dû procéder à son démontage dans le cadre du chantier de réfection des trottoirs du pont de la Coulouvrenière.

Le 28 février 2000, le Conseil municipal a accepté la motion préjudicielle M-68 de M^{me} Liliane Johner, M. Sami Kanaan, M^{me} Michèle Kunzler, MM. Bernard Lescaze et Christian Zaugg: «Animation aux Halles de l'Ile» et, notamment, la motion M-57 de M^{me} Nicole Bobillier, M. Olivier Coste, M^{me} Diana de la Rosa, MM. Roger Deneys, Gérard Deshusses, Roman Juon et Jean-Charles Rielle: «Escalier du pont de la Coulouvrenière: une réalisation définitive», relatives à une remise en valeur et une animation des Halles de l'Ile. Le Conseil administratif considère que ce programme nécessite également une amélioration des liaisons piétonnes dans leur environnement général. C'est pourquoi il reprend la proposition N° 316 après avoir fait procéder à une mise en soumission du projet initial.

Exposé des motifs

Au long du Rhône, à proximité du centre-ville, les Halles de l'Ile, cet ancien abattoir puis marché de victuailles, représentent depuis longtemps un lieu potentiel pour l'animation culturelle de la ville.

Toutefois, situées en marge des parcours urbains quotidiens, il est toujours apparu la nécessité de relier les anciennes halles aux cheminements réalisables au long du Rhône. Ce fut tout d'abord la création de la promenade des Lavandières et le passage sous le pont de la Coulouvrenière. Ce fut ensuite leur insertion dans la conception du «Fil du Rhône».

Cette conception du «Fil du Rhône» vaut, cette année, à la Ville de Genève de recevoir le Prix Wakker de «Patrimoine suisse» pour ses efforts de mise en valeur des sites urbains.

Le 12 octobre 1993, le Conseil municipal avait amendé la proposition du Conseil administratif relative à la création de la ligne 13 de tramway en ajoutant un montant de 70 000 francs pour la construction d'un escalier reliant le pont de la Coulouvrenière à la promenade des Lavandières. Les premières études techniques ont montré, en prenant des cas déjà réalisés, que le montant accordé devait être multiplié par 3 ou 4, sachant que cette infrastructure devait répondre à des conditions de sécurité, d'entretien, de climat considérables.

C'est pourquoi le Conseil administratif, conjointement aux décisions du Conseil municipal, présenta le 4 décembre 1997, dans la proposition N° 316, un crédit complémentaire à celui accordé le 12 octobre 1993 dans le cadre de la proposition N° 205. Cette démarche fut rejetée par le Conseil municipal.

Le crédit initialement accordé a permis l'établissement du projet de l'escalier faisant l'objet de la proposition N° 316, pour lequel les honoraires d'étude, à raison de 56 000 francs, ont déjà été dépensés. Ce montant tient compte de nombreuses variantes que les mandataires ont dû établir dans le cadre de la présentation du projet.

Récemment, le Conseil municipal a repris l'examen du rôle et de l'affectation des Halles de l'Ile et a invité, notamment, par la motion préjudicielle M-68 acceptée le 28 février 2000, le Conseil administratif à réaliser une liaison piétonne entre la promenade des Lavandières et le pont de la Coulouvrenière.

Le projet figurant à l'appui de la proposition N° 316 avait été approuvé après un large débat par les associations du patrimoine et les commissions consultatives concernées. Afin de pouvoir obtenir les coûts réels des travaux «valeur 2000», le Conseil administratif a mis en soumission le projet autorisé auprès d'entreprises qui ont le savoir-faire nécessaire pour une telle réalisation. Le résultat de cette démarche permet d'arrêter aujourd'hui un prix total de

220 375 francs, frais de promotion et intérêts intercalaires non compris en lieu et place du prix de 332 000 estimé à l'appui de la proposition N° 316. Cette réduction du coût provient également de la recherche de solutions techniques plus économiques.

Réponses aux motions, pétitions

Le projet répond à l'arrêté amendé de la proposition N° 205, acceptée par le Conseil municipal le 12 octobre 1993.

Il répond à l'arrêté amendé de la proposition N° 316, acceptée par le Conseil municipal le 15 septembre 1998, en tenant toutefois compte des dispositions légales relatives à la sécurité des constructions.

Il répond à la motion préjudicielle M-68, «Animation aux Halles de l'Ile», et à la motion M-57, «Escalier du pont de la Coulouvrenière: une réalisation définitive».

Description de l'ouvrage

L'escalier est implanté à l'amont du pont de la Coulouvrenière, à l'axe de la pile traversée par la promenade des Lavandières, et repose sur la digue de cette promenade. Cette disposition favorise les mouvements des piétons entre le «haut» et le «bas» des quartiers environnants, ainsi qu'au long du pont et au long des promenades. Elle multiplie les accès possibles aux Halles de l'Ile, à son restaurant et aux galeries et commerces s'y trouvant.

Cet escalier est constitué de trois volées de 14 marches et de deux paliers intermédiaires pour permettre à l'utilisateur de gravir les 6,50 m de dénivellation de manière confortable et sûre. Il est conçu comme un élément métallique qui repose sur la promenade des Lavandières et qui s'élance en direction du pont de la Coulouvrenière. Les caissons métalliques ajourés permettent d'y encastrier l'éclairage public.

Statiqument, les deux limons, reliés entre eux par les marches et les paliers, constituent une poutre stable. Celle-ci repose sur des semelles ponctuelles dans la digue de la promenade des Lavandières et est soutenue par deux jambages métalliques, étant donné que les trottoirs en encorbellement du pont de la Coulouvrenière ne peuvent recevoir une charge supplémentaire.

La plus grande partie de l'ouvrage est préfabriquée en usine et assemblée sur place.

Estimation du coût

Fr.

1. <u>Construction de l'escalier</u>		
1.1 Maçonnerie et béton armé	40 233	
1.2 Construction métallique	96 280	
1.3 Eclairage public	6 500	
1.4 Frais de mise en place de l'escalier	<u>2 500</u>	
Total construction de l'escalier		145 513
2. Divers		
2.1 Ingénieurs civils	26 325	
2.2 Architectes	16 020	
2.3 Géomètres	4 400	
2.4 Frais de reproductions	<u>3 000</u>	
Total divers		49 745
Total construction de l'escalier et divers		195 258
Divers et imprévus 5%		<u>9 742</u>
Sous-total I:		205 000
TVA 7,5%		<u>15 375</u>
Sous-total II		220 375
3. Prestations du maître de l'ouvrage. Honoraires de promotion 4%		<u>8 815</u>
Sous-total III:		229 190
4. Intérêts intercalaires sur le crédit de construction		
$\frac{229\ 190}{2} \times \frac{3}{12} \times 5\%$		1 432
Sous-total IV :		<u>230 622</u>
5. Dépenses déjà engagées, arrêté du 12.10.1993		<u>56 000</u>
Sous-total V		286 622
6. Crédit accordé le 12 octobre 1993		<u>- 70 000</u>
Montant du crédit complémentaire		<u>216 622</u>

Les prix indiqués sont ceux du mois d'avril 2000 et ne comprennent aucune variation jusqu'à fin 2000. Une exécution en 2001 nécessiterait de tenir compte des indices officiels du coût de construction (hausse des prix de la main-d'œuvre, des matériaux et de la TVA).

Autorisations de construire

Ce projet fait l'objet de l'approbation LER N° 2313 et de l'autorisation de construire N° 95084.

Délais

Le délai référendaire écoulé, les travaux pourront démarrer 3 mois après le vote du Conseil municipal et dureront 3 mois. La date de mise en exploitation prévisionnelle est au printemps 2001.

Régime foncier

Le fleuve Rhône et la promenade des Lavandières sont propriétés de l'Etat de Genève.

Programme financier quadriennal

Cet objet est prévu sous le N° 101.54.03 «Coulouvrenière, pont. Construction d'un escalier d'accès» du 19^e programme d'investissements quadriennal pour un montant de 250 000 francs.

Budget prévisionnel d'exploitation et charge financière

Le présent ouvrage entraînera les dépenses d'exploitation supplémentaires suivantes: 250 francs pour l'éclairage public, entretien et consommation.

Quant à la charge financière comprenant les intérêts au taux de 5% et l'amortissement au moyen de 20 annuités, elle se montrera à 17 380 francs.

Soit au total 17 630 francs.

Maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre

Le service gestionnaire du crédit de construction est le Service d'entretien du domaine public. Le service bénéficiaire est le Service d'entretien du domaine public.

Au bénéfice de ces explications, nous vous invitons, Mesdames et Messieurs les conseillers, à approuver le projet d'arrêté ci-après:

PROJET D'ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettres e) et m), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

SÉANCE DU 10 OCTOBRE 2000 (soir)
Proposition: escalier du pont de la Coulouvrenière

vu le projet de plan directeur des chemins pour piétons de la Ville de Genève;

vu la conception du «Fil du Rhône»;

vu la motion préjudicielle M-68, «Animation aux Halles de l'Ile», acceptée par le Conseil municipal le 28 février 2000;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 216 622 francs, complémentaire au crédit de 70 000 francs accordé par le Conseil municipal le 12 octobre 1993, destiné à la construction d'un escalier entre le pont de la Coulouvrenière et la promenade des Lavandières.

Art. 2. – Il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen de rescriptions, d'avances ou de bons de caisse à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 216 622 francs.

Art. 4. – La dépense prévue à l'article premier sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 20 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève dès l'année suivant la mise en exploitation, soit de 2002 à 2019.

Annexe: élévation, plan, coupe

M. Christian Ferrazino, conseiller administratif. J'aimerais vous présenter en deux mots cette proposition qui ne vous est pas totalement inconnue puisqu'elle émane du Conseil municipal. C'était en 1993, lorsque le Conseil administratif vous avait saisi par la proposition N° 205 d'une demande de crédit concernant l'aménagement lié à la ligne du tram 13 et à la réfection des barrières du pont de la Coulouvrenière. A l'époque, vous aviez amendé l'arrêté de cette proposition en votant un amendement proposant un crédit de 70 000 francs pour créer un escalier donnant accès, depuis le pont de la Coulouvrenière, tant à la promenade des Lavandières, vers le Bâtiment des Forces-Motrices, qu'aux Halles de l'Île. En 1997, le Conseil administratif vous avait présenté dans la proposition N° 316 une demande de crédit complémentaire de 332 000 francs pour la réalisation définitive de cet escalier. Le Conseil municipal avait jugé que ce montant était trop important pour la réalisation en question, de sorte que, le 15 septembre 1998, vous l'avez refusé. Mais, en février 2000, vous avez demandé par la motion N° 68 qui reprenait la motion N° 57, entre autres, la réalisation définitive d'un escalier, puisque celui qui avait été provisoirement installé à l'époque a dû être démonté pour des raisons de sécurité.

J'ai donc repris ce dossier et j'ai examiné les économies que nous pouvions apporter à la solution qui avait initialement été formulée et la proposition qui vous est soumise ce soir reprend simplement le projet de base, mais avec une économie de coût d'environ 110 000 francs, puisque nous avons pu, grâce à une mise en soumission auprès de diverses entreprises, chiffrer exactement cette construction. C'est la raison pour laquelle nous arrivons à réduire de 110 000 francs la proposition de crédit que vous aviez refusée à l'époque. Vous pourrez consulter le plan annexé à la présente proposition, que je vous demande maintenant d'accepter pour que nous puissions réaliser de façon définitive l'installation prévue, qui s'inscrit directement dans le cadre du projet du «Fil du Rhône», pour lequel la Ville a d'ailleurs reçu le Prix Wakker, comme vous le savez, et qui permettra un meilleur accès pour les usagers des Halles de l'Île et du Bâtiment des Forces-Motrices (BFM), qui pourront avoir un accès direct aux transports publics par le pont de la Coulouvrenière.

Préconsultation

M. Guy Dossan (R). Le groupe radical ne s'opposera pas au renvoi de cette proposition en commission, mais il trouve quand même un petit peu curieux qu'un escalier puisse coûter 216 000 francs plus 70 000 francs, donc environ 300 000 francs. A l'époque, le Conseil municipal était bien d'accord pour la construction d'un escalier. Nous aussi, radicaux, nous sommes d'accord pour un escalier, mais nous n'avons pas demandé le grand escalier de l'Opéra de Paris! Nous avons simplement demandé un escalier de liaison. Je suppose que, même si

maintenant la Ville a de l'argent, nous devons pouvoir trouver un escalier d'un coût inférieur à 300 000 francs. Nous attendrons donc avec plaisir ce qui va nous être présenté, parce que je veux bien croire qu'on va essayer de nous avoir à l'usure, et c'est exactement cela, mais nous serons vigilants... (*rires*) en commission sur ce qui va nous être présenté.

M. Pierre Reichenbach (L). En préambule, je voudrais remercier M. Ferrazino de ses efforts, qui ont abouti à faire sur le présent projet une économie de 110 000 francs, mais j'y mettrai un point d'interrogation... avec respect.

J'étais le rapporteur de la commission des travaux en 1993, je connais donc très bien le dossier. La commission des travaux, unanime, a demandé aux services, alors qu'aucuns travaux n'avaient été effectués au pont de la Coulouvrenière, d'y installer un escalier. Vos services, Monsieur Ferrazino – ceux de M^{me} Burnand à l'époque – nous avaient donné le montant du coût de l'escalier, étant donné que nous bénéficions en même temps de la synergie des études des ingénieurs et des architectes d'alors. Ce chiffre n'est pas sorti de ma manche, il se trouve dans les notes de séances de la commission des travaux, M^{me} Burnand nous avait parlé de 70 000 francs. J'ai tout de même été étonné, car elle me garantissait qu'on pourrait réaliser cet escalier à ce prix si on le faisait en même temps que les travaux du pont de la Coulouvrenière. Les travaux ont eu lieu et il n'y a pas eu d'escalier... Des collègues du Conseil municipal s'en sont inquiétés. En définitive, nous avions demandé, en 1993, qu'on construisît un escalier pour le coût de 70 000 francs. Suite à une question à ce sujet, il nous avait été répondu qu'il n'avait pas été fait. L'escalier n'a pas été réalisé et, mes chers collègues, celui-ci va maintenant coûter trois fois plus cher!

Je me pose alors des questions quant à la gestion des deniers de la Ville. Il est clair que maintenant, comme il n'y a plus de chantier sur le pont de la Coulouvrenière, ni l'offre des architectes et des ingénieurs d'alors qui nous proposaient de ne pas nous facturer d'honoraires sur l'escalier en question, mais que des frais qui n'existaient pas à l'époque, tels les frais de promotion et d'intérêts intercalaires, sont à prendre en compte, nous aurons besoin de beaucoup plus que de 70 000 francs pour payer cet équipement. La présente proposition demande un crédit dont le montant, malgré l'économie de 110 000 francs dont M. Ferrazino a fait état, ne correspond tout de même pas à ce qui nous avait été proposé à la commission des travaux en 1993!

C'est pourquoi je demande aux collègues de la commission des travaux d'être extrêmement sérieux et sévères lorsqu'ils étudieront la présente proposition, car il n'y a aucune raison que le crédit demandé soit le triple de celui requis en 1993, cela parce que les services, voire le magistrat à l'époque, ont oublié de réaliser quelque chose qui était demandé et dûment accepté par le Conseil municipal.

M. Roman Juon (S). Je vois que vous avez écouté la motion N° 68 qui remplaçait notre motion N° 57, je vais donc être bref. Cet escalier est urgent; aussi, j'espère que la commission des travaux ira vite. Ce qui m'inquiète, c'est qu'il y a énormément de propositions qui vont arriver dans cette commission et j'ai l'impression que ce n'est pas encore demain la veille que nous verrons cet escalier.

J'entends des voix ici qui sont très prudentes, qui rechignent et qui pinaillent sur ceci ou cela, et je ne peux m'empêcher de penser que nous avons une drôle de mentalité dans notre commune. Nous traînons sur tout, nous pinaillons sur tout, tout est trop cher ou trop compliqué, nous n'avons pas confiance! Prenez l'exemple du pont Chauderon de Lausanne, vous ne descendez pas de celui-ci par un escalier mais en ascenseur. Cette ville a pensé aux handicapés et a facilité leurs déplacements. Toute la ville de Lausanne, qui est dirigée depuis un certain nombre d'années par la gauche, a su développer les transports en communs, que ce soit le métro ou d'autres moyens de transport, et c'est impressionnant. Quant à nous, nous ne pouvons pas continuer ainsi! Tout se bloque, tout se coince, tout s'analyse, tout s'étudie, et ce n'est pas normal. J'espère que la commission des travaux, sans bâcler l'étude des projets qui lui sont soumis, sera un peu plus rapide et efficace. Il faut aussi faire confiance à notre Conseil administratif et à ses fonctionnaires, aux architectes et aux ingénieurs mandatés.

M. Robert Pattaroni (DC). C'est étonnant, parce que l'on voit qu'il n'y a pas d'enthousiasme dans cette assemblée. M. Dossan nous dit qu'il faut être vigilants, M. Reichenbach qu'il faut être sévères et M. Juon nous dit qu'il faudrait être plus rapides. Alors, Monsieur le président, forts des superbes analyses qui ont été faites par MM. Reichenbach et Dossan, qui sont orfèvres en escaliers, nous pensons que nous gagnerons du temps en votant non au présent objet. Nous n'entrons pas en matière, Monsieur le président. Le Conseil administratif sait très bien ce qu'il doit faire et M. Ferrazino est parfaitement capable de nous présenter un projet revu, corrigé, dimensionné, et peut-être que nous le voterons sur le siège. Mais ne perdons pas de temps pour le moment et votons non à l'entrée en matière sur la présente proposition.

M. Pierre Reichenbach (L). Monsieur le président, il faudrait brièvement signifier ce qui suit à M. Juon. On nous a très souvent reproché de gaspiller l'argent parce que nous acceptons facilement les projets. Dans le cas de figure qui nous occupe – je crois d'ailleurs que je dois avoir gardé une copie du projet d'escalier qui nous avait été proposé en 1993, à la commission des travaux – j'ai simplement attiré votre attention sur le fait que, puisque nous n'avions pas réalisé

cet escalier lorsque le Conseil municipal le souhaitait, parce que nous avons oublié de le faire ou je ne sais quoi, il va maintenant coûter trois fois plus cher, et je le regrette. Cet escalier est bien entendu indispensable, mais je vous rappelle qu'à l'époque le montant de 70 000 francs nous avait été transmis par les services; point à la ligne.

M. Roberto Broggin (Ve). M. Reichenbach a parfaitement raison lorsqu'il évoque le coût de 70 000 francs proposé à l'époque pour l'escalier du pont de la Coulouvrenière. J'ai repris également les vieux rapports et je m'en souviens fort bien parce que je présidais la commission des travaux à l'époque et, effectivement, il y a quelque chose de tout à fait surprenant dans le montant que l'on nous propose aujourd'hui. Nous ne pouvons quand même pas suivre la proposition de M. Pattaroni de ne pas entrer en matière sur le présent objet... Les commissions sont justement faites pour étudier les objets, aussi vous demandons-nous le renvoi de la proposition à la commission des travaux afin que nous puissions tirer cette affaire au clair. Toutefois, nous serons extrêmement attentifs, Monsieur Ferrazino, et vos services doivent en être avertis.

M. Christian Ferrazino, conseiller administratif. J'entendais: «Soyez attentifs, soyez vigilants!»; arrêtez-vous là parce que, sinon, cela deviendrait inquiétant. Mes services n'ont fait, Monsieur Broggin, que répondre à une motion du Conseil municipal. Je veux bien que vous leur reprochiez de travailler trop vite, et, par conséquent, de me permettre de revenir devant votre Conseil avec une proposition dans un temps qui, apparemment, est trop court par rapport au moment où la motion a été votée, mais ne confondez pas tout et, même si ce temps est court, il aurait pu vous permettre de reprendre le dossier depuis 1993 et de ne pas confondre les objets traités en comparant, comme le fait M. Reichenbach, les 70 000 francs de l'époque, qui étaient destinés à une installation provisoire, et le coût actuel de l'escalier définitif.

Il n'est pas difficile de comprendre qu'une installation provisoire est forcément d'un autre coût qu'un équipement définitif, et nous avons, Monsieur Reichenbach, des contraintes en fonction du site, car vous savez très bien que la Commission des monuments, de la nature et des sites n'acceptera pas n'importe quelle installation d'un escalier à l'endroit concerné. Nous avons également des contraintes de sécurité, parce que, si nous faisons un escalier, nous souhaitons qu'il soit utilisé et, par conséquent, nous devons respecter un certain nombre de normes de sécurité. Vous pouvez donc tourner le problème dans tous les sens, vous n'arriverez pas à trouver une solution à 70 000 francs pour la réalisation d'un escalier au pont de la Coulouvrenière dans un site qui est particulièrement délicat.

S'il y a des solutions miracles dans vos poches, sortez-les. Nous les analyserons à la commission des travaux et mes services viendront vous expliquer comment ils sont parvenus à réduire de 110 000 francs le montant du projet initialement proposé il y a quelques années, et vous pourrez vous déterminer sur cette base-là. Mais une chose est sûre, c'est que cet escalier est aujourd'hui nécessaire et que tout le monde s'accorde à reconnaître qu'il n'y a malheureusement pas d'accès au pont de la Coulouvrenière depuis les Halles de l'Île, c'est la raison pour laquelle nous considérons raisonnable d'aller rapidement de l'avant avec la présente proposition.

M. Jean-Pierre Lyon (AdG/SI). Je ne pensais pas qu'il y aurait un tel débat sur le présent sujet et j'estimais qu'il s'agissait plutôt d'un travail de commission. Je me rappelle très bien du débat qu'il y a eu à ce propos dans cette salle il y a quelques années. L'emplacement de l'escalier avait alors posé d'énormes problèmes. Il y a eu du retard dans la réalisation de cet escalier, suite aux travaux effectués sur le pont de la Coulouvrenière et à l'installation des voies du tram 13. Par ailleurs, la structure du pont exigeait que l'on étudie plus attentivement le projet concernant cet escalier-passerelle. Il y a eu des oppositions extérieures; certains trouvaient que l'endroit était mal choisi. Maintenant, nous allons payer un surcoût à cause d'indécis notoires. On ne peut donc pas dire que le Conseil administratif ou le Conseil municipal est fautif dans cette affaire. Une chose est sûre, c'est qu'il ne nous reste qu'à payer.

Je me rappelle très bien du débat de l'époque, parce que j'avais suivi par le conseil d'administration des TPG (Transports publics genevois) l'affaire des travaux concernant le pont de la Coulouvrenière. J'avais été également un petit peu surpris de cette espèce d'escalier provisoire qui y avait été installé, en me demandant pourquoi nous ne profitons pas des travaux sur le pont pour faire une jolie réalisation. Certains m'ont dit que ce n'était pas l'endroit où se trouvait l'escalier provisoire qui allait être choisi; pourtant, vous voyez que c'est quand même cet endroit qui a été choisi. Vous pouvez ainsi constater qu'en commission on nous raconte parfois des bobards et qu'on les accepte. J'espère que la commission des travaux va cette fois-ci s'atteler sérieusement à la tâche. Malheureusement, nous payerons la note.

Mise aux voix, la prise en considération de la proposition est acceptée à la majorité (quelques oppositions).

Mis aux voix, le renvoi de la proposition à la commission des travaux est accepté à l'unanimité.

Proposition: église Saint-Germain et Fonds de subvention pour les édifices cultuels

6. Proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit de 128 500 francs destiné à subventionner des travaux pour l'église Saint-Germain ainsi que pour réalimenter le Fonds de subvention de petits travaux dans les édifices cultuels (PR-58).

1. Préambule

Par l'intermédiaire de son mandataire, M. Gérald Bornand, architecte EAUG-SIA-AGA, la Paroisse catholique chrétienne de Genève sollicite une subvention en vue de travaux de restauration et d'assainissement de l'église Saint-Germain.

En date du 18 mai 1999, votre Conseil votait un montant de 89 500 francs pour subventionner des travaux de restauration au temple de la Fusterie, au temple de la Madeleine et à la basilique Notre-Dame.

Par la même occasion, un fonds d'un montant de 100 000 francs était créé afin de répondre le plus rapidement possible aux demandes de petites subventions pour de tels travaux dans les bâtiments à vocation culturelle.

Les travaux de restauration des temples de la Fusterie et de la Madeleine sont en cours et le versement des subventions interviendra dès leur achèvement, sur remise du décompte final et après visite des travaux effectués.

Pour ce qui concerne la basilique Notre-Dame, les travaux ont été terminés en conformité avec le programme prévu, le décompte final a été remis et une visite sur place a pu nous convaincre de la bonne facture des travaux.

De plus, le fonds de 100 000 francs a été entamé d'un montant de 55 600 francs au profit de travaux de restauration, en cours, au temple de Plainpalais.

2. Historique

Par l'adoption d'une loi constitutionnelle supprimant le budget des cultes en 1907, la République et Canton de Genève consacrait la séparation de l'Eglise et de l'Etat. A ce titre, les bâtiments cultuels étaient remis aux Eglises.

Cette loi, entre autres considérations, fixe l'obligation d'entretien des bâtiments cultuels à la charge des Eglises (art. 3).

La direction de la Division de l'aménagement et des constructions gère les subventions allouées jusqu'à ce jour pour les restaurations d'édifices cultuels.

Proposition: église Saint-Germain et Fonds de subvention pour les édifices cultuels

Au cours des années passées, la Ville de Genève a participé, à de nombreuses reprises, aux frais d'entretien et de rénovation de ces bâtiments.

Dans la grande majorité des cas, les sommes engagées ont été décidées par le Conseil municipal sur proposition du Conseil administratif.

A quelques reprises, le Conseil administratif accordait des participations financées par le biais d'un compte de bilan destiné à subventionner des travaux de restauration de façades des monuments historiques.

Ce compte de bilan était approvisionné, jusqu'en 1990, par une dotation annuelle en provenance du budget de fonctionnement. Ce système a été abandonné en raison de l'introduction du nouveau modèle de compte des collectivités publiques.

Depuis cette date, c'est exclusivement par le biais de propositions du Conseil administratif auprès du Conseil municipal que des crédits extraordinaires d'investissements peuvent être accordés au titre de subventions pour ce type de travaux.

Cette pratique a posé la question du délai nécessaire à une décision par rapport à la demande de subvention, généralement plusieurs mois, et à la lourdeur de la procédure pour des montants de l'ordre de quelques dizaines de milliers de francs par objet.

Dans la très grande majorité des cas, les subventions accordées par la Ville de Genève sont identiques à celles accordées par l'Etat de Genève.

L'analyse des demandes ainsi que la fixation du taux de subventionnement sont effectuées par le Service patrimoine et site du Département de l'aménagement, de l'équipement et du logement (DAEL). La Ville de Genève se rallie, en principe, à la décision de ce service.

Cette procédure ne s'applique qu'à des objets de rénovation du patrimoine collectif.

3. Demande de subvention

Eglise Saint-Germain (édifice classé MS-C 53)

Divers travaux de restauration, dont le descriptif sommaire nous a été transmis, sont prévus par la paroisse pour un montant total de 540 000 francs.

Par lettre du 10 avril 2000, le DAEL a décidé de subventionner à raison d'un taux de 20%, et de 30% pour certaines parties, les travaux de remise en état du mur intérieur et de l'assainissement du bâtiment par la mise en place d'un réseau de drainage pour un montant de 78 500 francs correspondant à 308 018,65 francs de travaux subventionnables.

Proposition: église Saint-Germain et Fonds de subvention pour les édifices cultuels

Proposition de subvention attribuée par la Ville de Genève:

Le Conseil administratif propose de retenir les mêmes taux, soit une subvention de la Ville de Genève de 78 500 francs.

Fonds pour les édifices cultuels

En s'alignant sur le taux fixé par l'Etat pour ses subventions et afin que le Conseil administratif soit en mesure de réagir rapidement à une demande de subvention, il a été jugé souhaitable que ce dernier dispose d'un Fonds pour la subvention de petits travaux dans les édifices cultuels; celui-ci a été alimenté, la première fois, par un montant faisant l'objet d'un arrêté complémentaire de 100 000 francs à la proposition N° 422 votée le 18 mai 1999.

Comme indiqué plus haut, un montant de 55 600 francs a été retiré de ce fonds par le Conseil administratif le 26 juillet 1999 au bénéfice des travaux de restauration du temple de Plainpalais.

A ce jour, un montant de 44 400 francs reste encore disponible sur le fonds.

Un montant complémentaire de 50 000 francs est demandé dans la présente proposition afin d'alimenter le fonds, le portant ainsi à 94 400 francs.

Le Conseil municipal est informé de l'usage du fonds par le compte rendu annuel. La prévision de dépense est portée à la liste des investissements prévus au 19^e programme d'investissements quadriennal.

Les crédits feront l'objet de boucllements auprès du Conseil municipal en conformité avec les directives et les usages appliqués jusqu'à ce jour.

Récapitulatif des subventions demandées à la Ville de Genève

<i>Eglise Saint-Germain</i>	Fr.
Travaux de restauration et d'assainissement	78 500
<i>Fonds pour les édifices cultuels</i>	
Dotation annuelle pour 2000	<u>50 000</u>
Total des subventions	128 500

4. Validité des coûts

Les coûts indiqués comme base pour le calcul des subventions accordées sont de la responsabilité de la Paroisse de Saint-Germain.

5. Plan financier quadriennal

Ces demandes de subvention sont planifiées au 19^e programme d'investissements quadriennal, sous la rubrique N° 44.27.03.

Au bénéfice de ces explications, nous vous invitons, Mesdames et Messieurs les conseillers, à approuver les projets d'arrêtés ci-après:

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettres e) et m), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

PROJET D'ARRÊTÉ I

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 78 500 francs destiné à subventionner des travaux de réfection à l'église Saint-Germain.

Art. 2. – Il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen de rescriptions, d'avances ou de bons de caisse à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 78 500 francs.

Art. 3. – La dépense prévue à l'article premier sera amortie au moyen d'une seule annuité qui figurera au budget de la Ville de Genève en 2001.

PROJET D'ARRÊTÉ II

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 50 000 francs destiné à subventionner des petits travaux de réfection des bâtiments cultuels.

Art. 2. – Il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen de rescriptions, d'avances ou de bons de caisse à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 50 000 francs.

Art. 3. – La dépense prévue à l'article premier sera amortie au moyen d'une seule annuité qui figurera au budget de la Ville de Genève en 2001.

Proposition: église Saint-Germain et Fonds de subvention pour les édifices cultuels

M. Christian Ferrazino, conseiller administratif. Cette proposition s'explique par son titre. Elle se décompose en deux volets et comprend tout d'abord une proposition de subvention pour la rénovation de l'église Saint-Germain située juste à côté de l'endroit où nous siégeons. Comme vous le savez, les subventions sont calculées sur le modèle établi par l'Etat, c'est dire que la Ville verse une subvention d'un montant identique à celui de l'Etat, qui correspond à 20 ou 30% selon les postes des rénovations engagées. Ensuite, le solde du crédit qui vous est demandé concerne la constitution du fonds destiné précisément à subventionner les édifices cultuels.

Le président. Le Conseil administratif demandait le renvoi à la commission des travaux. Monsieur Ferrazino, est-ce que vous confirmez cette demande ou ne serait-il pas préférable de renvoyer cette proposition à la commission des finances?

M. Christian Ferrazino, conseiller administratif. Si vous souhaitez renvoyer cette proposition à la commission des finances, dès lors qu'il s'agit d'une subvention, je n'y vois pas d'objection. Mais, comme ces demandes de crédits arrivent quand même avec une certaine régularité devant votre Conseil municipal, il serait bon que nous adoptions chaque fois le même traitement par rapport à celles-ci. Je croyais me souvenir que la précédente proposition de subvention pour des édifices cultuels avait été renvoyée à la commission des travaux, mais, comme cette dernière est déjà surchargée, on peut très bien l'envoyer à la commission des finances qui pourra peut-être traiter le dossier plus rapidement.

Le président. Sauf erreur, la proposition précédente, concernant la synagogue, avait été renvoyée à la commission des finances.

Mise aux voix, la prise en considération de la proposition est acceptée sans opposition (quelques abstentions).

Mis aux voix, le renvoi de la proposition à la commission des finances est accepté à la majorité (quelques oppositions et abstentions).

7. Proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit extraordinaire de 330 000 francs destiné à la réimpression du Guide Orange des sapeurs-pompiers genevois (PR-59).

Préambule

En 1978, le Service d'incendie et de secours (SIS) a créé un répertoire des produits dangereux pour sapeurs-pompiers. L'ONU a classifié plus de 1000 produits chimiques transportés par route ou rail.

Les véhicules transportant ces produits sont identifiables par les étiquettes de danger et par un panneau orange qui comporte le numéro ONU du produit.

La mission des sapeurs-pompiers est de reconnaître le produit concerné et d'en limiter les effets sur l'homme et son environnement.

Cette recherche s'effectuait jusqu'alors au moyen d'ouvrages spécialisés très peu lisibles dans un délai raisonnable, et inutilisables sur le terrain.

Description de l'ouvrage

Avec l'aide d'un chimiste engagé à 20%, le SIS a créé dès 1977 son propre répertoire sur papier résistant à l'eau. Chaque produit y est identifié par une fiche classée selon le numéro ONU.

Chaque fiche comprend:

- une échelle de dangers, déterminant les risques pour:
  - la santé;
  - le feu;
  - l'instabilité chimique à la chaleur;
  - la réaction avec l'eau;
  - la formation de mélanges explosifs avec l'air.
- une description du produit;
- les dangers;
- les mesures à prendre en cas de feu, de déversement, d'intoxication;
- les matériels à utiliser;
- les constantes chimiques;
- les synonymes et les noms en anglais et allemand;
- les références dans les ouvrages chimiques les plus connus;
- les distances d'évacuation de population, s'il y a lieu.

Le guide des sapeurs-pompiers genevois a été créé pour les propres besoins du SIS. Toutefois, dès 1979, sans aucune publicité, il est devenu l'ouvrage de référence des sapeurs-pompiers francophones et recommandé par le Ministère de l'intérieur français pour tous les centres chimiques des sapeurs-pompiers. De nombreuses industries chimiques ou sociétés de transport l'utilisent également.

- 1983 250 guides vendus. Décision d'une réimpression de 600 exemplaires avec 450 produits en 2 tomes.
- 1987 Mise en vente de cette deuxième édition.
- 1991 Edition épuisée.
- 1993 Retirage de la 2^e édition, 300 exemplaires.
- 1995 Epuisé.
- 1996 Mise à jour de 785 fiches.
- Fin 1997 L'ONU change sa numérotation. L'ouvrage doit être mis à jour.
- 1998 Etude par «Compo Offset» pour refaire la typographie sur de nouveaux supports informatiques.

De 1980 à 1995, le guide a été édité à 1200 exemplaires.

80 exemplaires ont été conservés pour les besoins du SIS. Le solde a été vendu au prix de 550 francs par ouvrage.

Le coût de revient a été de 413 000 francs.

Le bénéfice de 168 000 francs.

Les ouvrages restés à la disposition du SIS représentent 35 000 francs.

Le prix de revient ne tient pas compte du travail interne, chimiste, expédition, etc.

Description du projet 2000

Refonte complète de l'ouvrage 1996. Revu et corrigé + mise à jour selon les corrections ONU 1999. Adjonction de 135 nouvelles fiches originales.

Numérisation de 920 fiches de produits dangereux + 100 pages de texte. Impression sur papier résistant en quadrichromie, 3 classeurs B5.

Publicité dans 3 journaux professionnels. Envoi d'une publicité à tous les clients du SIS. Cet ouvrage est très demandé. Plus de 400 demandes sont en attente. 100 nouvelles commandes fermes depuis deux ans.

Aucune publicité n'a jamais été faite. Mais tous les intéressés savent que l'ouvrage est épuisé.

Les 1000 exemplaires seront vendus sur deux ou trois ans.

Il s'agit de voter un crédit qui sera remboursé sur deux ou trois ans par le biais de la ligne budgétaire 400301.43514.

Coût du projet

Scannage, mise en page, relecture

Impression, mise en 3 classeurs,

Fr.

1000 exemplaires:

320 000

Publicité dans 3 revues:

10 000

330 000

Vente de 900 exemplaires à 600 francs: 540 000 francs sur trois ou quatre années.

Référence au plan financier quadriennal

Cet objet fait référence au N° 73.25 PFQ.

Maîtrise d'œuvre et maîtrise d'ouvrage

Le service gestionnaire et bénéficiaire de ce crédit est le SIS.

PROJET D'ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, lettre e), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 330 000 francs destiné à l'impression du Guide Orange des sapeurs-pompiers.

Art. 2. – Il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen de prescriptions, d'avances ou de bons de caisse à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 330 000 francs.

Art. 3. – La dépense prévue à l'article premier sera portée à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 5 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2001 à 2006.

M. André Hediger, conseiller administratif. J'aimerais vous dire quelques mots sur cette proposition afin que vous compreniez bien son sens. C'est en 1979 que les sapeurs-pompiers genevois ont commencé à établir des fiches sur les produits dangereux (chimiques, pétroliers etc.), utilisés dans l'industrie suisse. Ces fiches permettent de connaître le produit, ses dangers, et de déterminer comment intervenir. A partir de ces fiches, les sapeurs-pompiers ont établi un recueil pour leur propre usage. En 1979, sans la moindre publicité, le petit Guide Orange est devenu très connu de tous les pompiers de Suisse et même d'Europe; en effet, il est recommandé depuis un certain nombre d'années par le ministère français de l'intérieur pour les industries chimiques et tous les pompiers francophones.

Ce Guide Orange est remis à jour tous les cinq ans en fonction des nouveaux produits qui apparaissent sur le marché et nous continuons donc à l'imprimer. Cela représente un coût de 330 000 francs. Cependant, ce Guide Orange nous rapporte un bénéfice, puisque nous réalisons actuellement une recette de 540 000 francs. Par ailleurs, de 1980 à 1995, ce guide nous a permis de faire un bénéfice net de 168 000 francs. Bien qu'il soit rédigé en français, ce guide n'est pas seulement vendu dans les pays francophones; en effet, de nombreuses compagnies ou casernes de pompiers du monde entier nous l'achètent. Il a donc un grand succès et c'est un ouvrage important pour les interventions des pompiers et les entreprises qui utilisent des produits chimiques.

Préconsultation

M. Jean-Pierre Lyon, président de la commission des sports et de la sécurité (AdG/SI). Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, vous avez pu remarquer que la proposition N° 59 est datée du 19 mai 2000. Je peux vous dire que les pompiers professionnels attendent que le Conseil municipal prenne une décision. En tant que président de la commission des sports et de la sécurité, j'avais prévu au mois de juin, avec M. le conseiller administratif Hediger, l'audition des personnes qui avaient donné un préavis favorable à la réimpression du Guide Orange. Zurich, Berne et plusieurs grandes villes attendent la publication de ces informations pour pouvoir en faire profiter leurs pompiers professionnels.

Après en avoir discuté avec un ou deux membres de la commission, j'aimerais savoir si nous ne pourrions pas, suite à un certain retard et aux reports des objets figurant à notre ordre du jour que notre malheureux président est obligé de faire, jouer le jeu et engager la discussion immédiate sur cette affaire. Je demande, Monsieur le président, si vous êtes d'accord, de la mettre au vote. Je pense que les produits chimiques sont dangereux et que nous devons aider ceux qui les combattent en leur permettant d'être documentés et informés. Je suis prêt à organiser, d'entente avec le Conseil administratif, des séances d'information sur le présent objet à la commission des sports et de la sécurité, qui se réunit presque chaque semaine. Nous pourrions y auditionner les personnes qui se sont occupées du dossier et qui pourraient ainsi nous fournir une information détaillée. Cela permettrait de réaliser rapidement la réimpression du Guide Orange. C'est pourquoi je propose la discussion immédiate.

Le président. Monsieur Lyon, si je vous suis bien, vous demandez une adoption de la présente proposition sans renvoi en commission? (*Acquiescement de M. Lyon.*) Très bien.

M^{me} Anne-Marie von Arx-Vernon (DC). Une fois de plus, je remarque que les pompiers de Genève sont exemplaires. Nous avons eu l'occasion au cours du voyage de commission à Strasbourg d'entendre des éloges par rapport au Guide Orange. Toutefois, même si la proposition de M. Lyon est tentante, le PDC souhaite le renvoi de la proposition à la commission des finances.

M. Alain Marquet (Ve). Je m'opposerai également à la discussion immédiate et j'opterai pour le renvoi de la proposition en commission. Cela pour deux raisons; la première étant que 330 000 francs sont une somme relativement importante. D'autre part, j'ai quelques doutes sur la pertinence de la réalisation de l'ouvrage concerné, dans la mesure où je me suis permis, lorsque la proposition est arrivée et bien que ce sujet m'intéresse depuis passablement de temps, de naviguer un peu sur Internet. J'y ai lu la définition de ce que comprenait chaque fiche du Guide Orange, à savoir l'échelle des dangers, les risques pour la santé, le feu, l'instabilité chimique, la chaleur, la réaction à l'eau, etc., et j'ai réussi à trouver en tout cas une bonne demi-douzaine de sites, notamment des sites québécois, qui font la description de tous ces produits. Je doute donc un peu de la pertinence de dépenser 330 000 francs pour cela.

De ce fait, j'aimerais que la commission se penche sur l'existence de ces sites, qui fournissent gratuitement et d'une façon relativement extensive l'ensemble de ces informations, avant de décider d'une dépense d'un tiers de million.

M. Alain Comte (AdG/TP). Je crois que la proposition est assez claire et qu'une brochure telle que le Guide Orange est un investissement pour la Ville de Genève. Si nous lisons bien le texte de la proposition, à la page 2, nous constatons que la Ville de Genève fait du bénéfice sur cette brochure et il n'y a pas lieu, je crois, de se pencher outre mesure sur cet objet. M^{me} von Arx-Vernon l'a très bien dit: cette brochure est connue dans toute l'Europe, voire par les pompiers du Canada. Je rejoins donc la proposition de M. Lyon de passer à la discussion immédiate et au vote immédiat.

M. Christian Zaugg (AdG/SI). L'Alliance de gauche (SolidaritéS et Indépendants) s'en tient aux décisions prises lors de son caucus, c'est-à-dire qu'elle se prononce pour le renvoi de cette proposition à la commission des sports et de la sécurité.

M. Daniel Sormanni (S). En ce qui me concerne, je suis tout à fait persuadé de la pertinence du Guide Orange. Celui-ci est très utile, parce qu'il représente une très bonne vulgarisation du sujet, dans le véritable sens du terme, pour les hommes qui vont au feu, qui sont sur le terrain et qui n'ont pas le temps de se promener sur les sites Internet et de les déchiffrer. Il existe déjà d'autres ouvrages qui décrivent les produits dangereux concernés, mais ils ne sont simplement pas très lisibles dans le moment de l'action, alors que le Guide Orange est d'une grande lisibilité et d'un usage pratique. En ce qui me concerne, je trouve donc cette proposition tout à fait pertinente. Cela dit, c'est tout de même une bonne idée de renvoyer celle-ci à la commission des sports et de la sécurité qui l'examinera rapidement.

Je relève quand même tout à fait amicalement que, s'il y a apparemment un bénéfice, on n'a cependant pas tenu compte des frais correspondant à tout le travail interne à l'administration: recours à des chimistes, frais d'expédition, etc. Par conséquent, il n'y a en réalité pas vraiment de bénéfice, mais la commission examinera tout cela.

M. Pierre Reichenbach (L). Je vous garantis que le Guide Orange est vraiment un ouvrage indispensable! Grâce à cet ouvrage, nous équipons maintenant les bâtiments principaux que nous surveillons de bornes feu, ce qui permet au SIS (Service d'incendie et de secours) ou aux gens de l'entreprise concernée d'intervenir avec la plus grande vitesse. Il y en a qui ont d'ailleurs été installées récemment par mes soins à l'aéroport de Genève, où il existe trois bornes feu. C'est vous dire le succès de cet ouvrage.

Les Canadiens se sont beaucoup intéressés au Guide Orange, mais celui-ci comporte un petit défaut: il s'agit d'un document sur papier, et je pense qu'on devrait maintenant penser à l'informatique et mettre ce document sur un CD-Rom; cela pourrait être utile dans quantité d'autres domaines et pourrait surtout permettre de travailler dans le cadre des dispositifs d'alerte qui sont en vigueur. Je pense que c'est un document indispensable, et que les pompiers genevois ont fait un immense travail, qu'il faut les féliciter et leur faire savoir que nous tenons à ce document. Comme cet ouvrage est indispensable, nous renverrons cette proposition à la commission des sports et de la sécurité, qui fera un rapport circonstancié.

Mise aux voix, la prise en considération de la proposition est acceptée à l'unanimité.

Mis aux voix, le renvoi de la proposition à la commission des finances est refusé à la majorité.

Mis aux voix, le renvoi de la proposition à la commission des sports et de la sécurité est accepté à la majorité (quelques oppositions et abstentions).

8. Proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit de 45 150 francs pour l'étude d'un terrain d'aventures à la Queue-d'Arve pour les jeunes des quartiers de la Jonction et des Acacias (PR-61).

Préambule

Le 16 septembre 1998, le Conseil municipal a reçu la pétition N° 91 en faveur d'un terrain d'aventures pour les préadolescents, munie de 1227 signatures et présentée conjointement par les Maisons de quartier de la Jonction et des Acacias.

Le 2 décembre 1998, il a accepté les conclusions de sa commission des pétitions, renvoyant celles-ci au Conseil administratif avec la recommandation de présenter, dans les meilleurs délais, un crédit d'étude allant dans le sens de la demande des pétitionnaires.

Exposé des motifs

C'est en 1993 déjà que les Maisons de quartier des Acacias et de la Jonction examinaient la nécessité de mettre à disposition des préadolescents un site, appelé

«terrain d'aventures», capable de créer un point de référence pour les deux quartiers. Après avoir envisagé de le placer devant la caserne des Vernets et face aux difficultés que cet emplacement engendrait, elles choisissaient, lors d'une visite du quartier en juillet 1995 avec M. Michel Rossetti, alors conseiller administratif, le terrain situé entre le vélodrome et la piscine extérieure des Vernets, à la Queue-d'Arve, actuellement occupé par une aire de stationnement réservée aux collaborateurs de la Division de la voirie.

En juin 1996, M^{me} Jacqueline Burnand, alors conseillère administrative, donnait son accord de principe, en indiquant que la problématique serait intégrée dans un concours international pour étudiants en architecture.

Le concours international d'aménagement des berges de l'Arve, organisé par l'Institut d'architecture de l'Université de Genève, le département municipal de l'aménagement, des constructions et de la voirie, en collaboration avec le Département de l'aménagement, de l'équipement et du logement, s'est ouvert au printemps 1997, et les projets ont été jugés en automne de la même année.

Deux lauréats du concours furent engagés par la Ville de Genève en mai 1998, dans le cadre d'un stage en premier emploi de l'Action contre le chômage au sein du Service d'aménagement urbain et d'éclairage public.

Un groupe de travail a été mis sur pied afin d'évaluer les implications de ce projet, présidé par M. Ruffieux, directeur de la Division de l'aménagement et des constructions, avec:

- Service d'aménagement urbain et d'éclairage public,
- Division de la voirie,
- Service des écoles et institutions pour la jeunesse,
- Service des sports,
- Service des espaces verts et de l'environnement,
- Association des parents d'élèves de l'école des Allobroges,
- Association de la Maison de quartier des Acacias,
- Association de la Maison de quartier de la Jonction.

Parallèlement au développement des études techniques, les Maisons de quartier de la Jonction et des Acacias ont déposé, en septembre 1998, la pétition à l'origine de cette demande de crédit. Elles ont aussi proposé un scénario d'occupation du site et une liste de leurs besoins.

Description de l'ouvrage

La mise en place de ce terrain demande, d'une part, de modifier l'aire de stationnement des collaborateurs de la Division de la voirie, tout en maintenant leurs

possibilités de stationnement et, d'autre part, de déplacer quelque peu la buvette de la piscine, en profitant de l'occasion pour la réhabiliter.

Le programme du terrain d'aventures comporte principalement l'édification d'un pavillon de 50 m², destiné à abriter des activités de bricolage, de réparation de deux-roues, des réunions, etc. A l'intérieur, un équipement fixe laisse toute opportunité d'organiser le lieu suivant les besoins. Le terrain alentour est aménagé de manière différenciée, surtout au niveau des types de sols, afin de permettre des jeux de ballon, basket-ball, etc. Des tables et des bancs sont prévus pour l'organisation de fêtes. Une claire délimitation entre la promenade publique et le terrain d'aventures est créée, en profitant de la différence de niveau existante, par des gradins, des rampes et des escaliers; cela sans empêcher que le public puisse utiliser le terrain en dehors des heures d'occupation par les maisons de quartier. La liaison publique, entre les berges et le parc à voitures du vélodrome, est assurée indépendamment de la partie dévolue au terrain d'aventures. Un soin particulier est apporté à la sécurité des équipements sportifs riverains, piscine des Vernets et centre sportif de la Queue-d'Arve.

L'aire de stationnement de la Division de la voirie comporte actuellement 57 places. En modifiant son implantation, 47 places sont conservées. De plus, un remaniement du parc du centre sportif de la Queue-d'Arve par des marquages permet de passer de 93 à 101 places. Ainsi, la dotation actuelle est assurée.

La buvette de la piscine est déplacée et reconstruite dans l'actuelle anfractuosité du mur qui clôture la piscine extérieure, du côté de l'Arve. La buvette et sa terrasse n'empiètent pas sur le terrain de la piscine, puisque gagnées sur l'accotement extérieur. Les surfaces équivalent à celles actuelles. Un accès par les berges de l'Arve est possible pour les livraisons.

La réalisation de ce terrain d'aventures permet de poser un premier jalon dans la restauration du chemin de rive des berges de l'Arve. En effet, celles-ci constituent un site exceptionnel pour la ville, mais une amélioration de la qualité de son aménagement s'avère indispensable, tout en restant naturelle.

Gestion du terrain d'aventures

Dans une lettre adressée à M. A. Nasel, chef du Service des écoles, le 5 novembre 1999, les maisons de quartier ont précisé le mode de gestion. Elles souhaitent un terrain d'aventures ouvert et public, pourvu d'un pavillon fermé, réservé à leurs activités et à celles d'autres associations utilisatrices (parascolaire, crèches, écoles primaires, anniversaires d'enfants en présence des parents, clubs sportifs, etc.). Elles sont prêtes à assumer la responsabilité du terrain pendant les heures d'ouverture du pavillon et à veiller à ce que les associations en fas-

sent de même lorsqu'elles l'utilisent. En dehors des heures d'ouverture, elles souhaitent que le terrain soit placé sous la sauvegarde des citoyens, comme tous les parcs publics. Ainsi, le statut proposé s'apparente à celui des préaux scolaires.

Lors de la consultation des services au sein du groupe de travail, la Division de la voirie ne voyait aucun inconvénient majeur à l'installation de cet équipement. Le Service des écoles soutenait la proposition de mode de gestion du terrain proposé par les maisons de quartier et l'aménagement du site tel qu'il est présenté ici. Toutefois, plus réservé, le Service des sports a évoqué l'aspect de la sécurité des personnes, avec le risque d'accès, la nuit, au bassin extérieur de la piscine des Vernets et aux bâtiments situés à proximité. De plus, cet emplacement est aujourd'hui considéré comme place de regroupement en cas d'évacuation de la patinoire ou de la piscine, ce qui sera à prendre en compte dans projet.

Estimation du coût de l'étude

Le montant demandé pour l'étude correspond à la somme des honoraires d'architecte et de géomètre permettant de mener le projet jusqu'à l'autorisation de construire et le devis général. Ce calcul est basé sur une estimation du coût des travaux sans honoraires, selon la norme SIA 102, soit:

35% de prestations d'architecte (phases de l'avant-projet et du projet)	28 000
Forfait de prestations de géomètre	7 000
Frais d'information publique	<u>5 000</u>
Sous-total	40 000
TVA 7,5%	<u>3 000</u>
Total	43 000
Honoraire de promotion (Aménagement urbain 5%)	<u>2 150</u>
Total	45 150
Total arrondi à	<u>45 150</u>

Réponse aux motions, postulats, questions écrites

La présente proposition de crédit d'étude répond aux conclusions du rapport de la commission des pétitions chargée d'examiner la pétition N° 91 en faveur d'un terrain d'aventures à la Queue-d'Arve pour les jeunes des quartiers de la Jonction et des Acacias, acceptées par le Conseil municipal le 2 décembre 1998.

En outre, elle répond à la question écrite N° 96 de M. René Grand, conseiller municipal, déposée à la séance du Conseil municipal du 14 avril 1999.

Programme financier quadriennal

L'étude et la réalisation de cet équipement ne sont pas inscrites dans le 19^e programme d'investissements quadriennal.

Charge financière

Quant à la charge financière annuelle sur 45 150 francs, comprenant les intérêts au taux de 5%, elle se montera à 2257 francs.

Maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre

Le service gestionnaire de ce crédit est le Service d'aménagement urbain et d'éclairage public. Le service bénéficiaire est le Service d'aménagement urbain et d'éclairage public.

Au bénéfice de ces explications, nous vous invitons, Mesdames et Messieurs les conseillers, à approuver le projet d'arrêté ci-après:

PROJET D'ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, lettre e), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

vu la décision du Conseil municipal du 2 décembre 1998 de renvoyer la pétition N° 91 au Conseil administratif avec la recommandation de présenter, dans les meilleurs délais, un crédit d'étude allant dans le sens de la demande des pétitionnaires;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 45 150 francs destiné à couvrir les frais d'étude d'un terrain d'aventures à la Queue-d'Arve pour les jeunes des quartiers de la Jonction et des Acacias.

Art. 2. – Il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen de rescriptions, d'avances ou de bons de caisse à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 45 150 francs.

Art. 3. – La dépense prévue à l'article premier sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif. Si l'étude est suivie d'une réalisation, la dépense ajoutée à celle de la réalisation sera amortie sur la durée d'amortissement de la réalisation. Sinon l'étude sera amortie en 5 annuités.

Annexes:

- Localisation du terrain d'aventures
- Piscine des Vernets - Vélodrome de la Queue-d'Arve, situation actuelle
- Piscine des Vernets - Vélodrome de la Queue-d'Arve, insertion du terrain d'aventures

Le président. Je commence par demander à notre secrétaire M^{me} Bobillier de bien vouloir donner lecture de la lettre qui nous a été adressée par les Maisons de quartier des Acacias et de la Jonction. Veuillez commencer par lire la lettre de couverture accompagnant cette lettre.

Lecture de la lettre:

Genève, le 22 juin 2000

Concerne: demande de lecture d'un texte de nos deux associations lors du prochain Conseil municipal.

Monsieur le président,

Lors de la prochaine séance du Conseil municipal des 26 et 27 juin, le Conseil administratif va proposer l'ouverture d'un crédit de 45 150 francs pour l'étude d'un terrain d'aventures à la Queue-d'Arve pour les jeunes des quartiers de la Jonction et des Acacias.

Nous nous permettons en conséquence de vous demander de lire en séance plénière le petit texte ci-annexé, au moment où le sujet sera abordé.

Nous comptons sur vous et nous vous adressons, Monsieur le président, nos meilleures salutations.

Pour la Maison de quartier
des Acacias:
G. Barta, président

Pour la Maison du quartier
de la Jonction:
D. Iliopoulos, président

Annexe: mentionnée

Texte à lire en séance plénière du Conseil municipal

Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux,

Vous n'êtes pas sans savoir que les Maisons de quartier des Acacias et de la Jonction revendiquent depuis sept ans un terrain d'aventures pour les préadolescents de leurs quartiers.

En effet, il manque à l'évidence dans ces quartiers très urbanisés, et en particulier pour les enfants de 9 à 14 ans, un espace de jeu leur permettant d'expé-

menter leur créativité et leur début d'autonomie, tout en bénéficiant d'un encadrement pédagogique. C'est un âge charnière dans le développement humain: plus tout à fait enfants, pas encore adolescents, les jeunes entre 9 et 14 ans naviguent entre ces deux états. C'est aussi à cet âge que l'on goûte aux premières plages d'autonomie laissées par les parents: ce sont les premières virées en ville entre copains et copines, les grands tours à vélo, etc. Certains s'intéresseront à des activités sportives ou d'aventures bien encadrées, d'autres préféreront discuter en groupes avec ou sans adultes. La plupart du temps, ces deux envies se retrouvent en chacun d'eux suivant l'humeur du moment.

Un terrain d'aventures semble être pour tous les partenaires concernés la formule la plus adéquate pour répondre à ces besoins. Un terrain de jeux modulable, un espace libre, un lieu de rencontre et d'expression, utilisable autant par les maisons de quartier que par les équipes parascolaires ou d'autres associations de quartier.

Nous avons dès lors été consternés d'apprendre que le crédit d'étude pour ce terrain d'aventures n'était pas inscrit au plan financier quadriennal, malgré notre pétition de 1998 et les conclusions qu'en avait tirées votre commission des pétitions.

Convaincus que l'abandon de ce projet ou son ajournement aux calendes grecques aurait des conséquences désastreuses sur la jeunesse des deux quartiers urbains et populaires que sont la Jonction et les Acacias, nous comptons sur votre volonté de prévenir les ruptures sociales en milieu urbain en acceptant la proposition de crédit d'étude de 45 150 francs qui vous est soumise par le Conseil administratif.

(La présidence est momentanément assurée par M. Pierre Losio, vice-président.)

M. Christian Ferrazino, conseiller administratif. Le texte dont vous venez de donner lecture résume bien la proposition que nous vous faisons aujourd'hui relative à un terrain d'aventures à la Queue-d'Arve. Ce texte rappelle d'ailleurs à juste titre que cela fait très longtemps que nous discutons de ce projet et certains conseillers municipaux le savent bien, en particulier M. Juon, qui nous a relancé à juste titre pour faire avancer ce dossier. Mon collègue Manuel Tornare et moi-même avons repris celui-ci pour lui donner une suite rapide.

Comme cela était évoqué dans la lettre qui vient de vous être lue, il s'agit d'un espace libre, d'un espace de jeu tant pour les jeunes du quartier de la Jonction que pour ceux des Acacias. Un encadrement pédagogique sera assuré par les deux

maisons de quartier, dont nous avons eu des garanties écrites. Ce sera d'ailleurs en quelque sorte une bonne démonstration de cogestion, d'autogestion qui pourra être faite par les animateurs de celles-ci dans le cadre de ce projet. Par ailleurs, si celui-ci fonctionne comme nous le souhaitons, il sera expérimenté pour d'autres quartiers de la Ville de Genève. D'autre part, ce projet permettra au niveau de l'aménagement de faire bénéficier tout le quartier de la restauration du chemin longeant les berges de l'Arve qui sera lancée par ce projet.

Je vous remercie donc de renvoyer en commission cette proposition de crédit d'étude pour nous permettre d'aller de l'avant dans ce sens.

Préconsultation

M. Didier Bonny (DC). Suite à notre discussion en caucus, nous vous proposons de passer à la discussion immédiate afin de voter directement ce crédit ce soir, de telle manière à pouvoir aller de l'avant rapidement. Il ne s'agit que de quelque 45 000 francs; les grosses dépenses viendront après et, par rapport à ce que contient la proposition, je pense que nous pouvons aller de l'avant, car cela fait déjà plus de trois mois que cet objet est à notre ordre du jour. C'est pourquoi, au nom du PDC, je réitère ma demande de discussion immédiate.

M. René Grand (S). Je me joins tout à fait à la proposition de discussion immédiate de M. Bonny, parce que j'allais exprimer, au nom des Maisons de quartier des Acacias et de la Jonction, ainsi que des jeunes que je connais bien en tant que travailleur social, la colère de ces gens-là de voir que le projet, malgré la bonne volonté du Conseil administratif, dure depuis sept ans.

Je vais également dans le sens de M. Bonny en tant que membre de la commission des pétitions. En effet, dans cette commission, nous avons de plus en plus de pétitions concernant le désœuvrement des jeunes. Nous constatons que des préadolescents, dont l'âge se situe entre 12 et 14 ans, sont en train de naviguer n'importe où dans le quartier et dans la ville, où ils sont désœuvrés et où ils traînent le soir. Ils sont entre autres la cause de problèmes d'alcool et de déprédations dans les parcs publics et il me semble qu'il faut y répondre maintenant. Sinon, nous aurions l'air de ne pas prendre au sérieux cette question qui devient de plus en plus urgente. Je soutiens donc tout à fait la proposition de M. Bonny. Je crois que nous pouvons faire un effort ce soir pour quelque 45 000 francs. Les jeunes et les Maisons de quartier des Acacias et de la Jonction ont assez attendu.

M. Alain Marquet (Ve). Très brièvement et pour reprendre les propositions des deux orateurs précédents, je dirai que nous avons déjà étudié ce problème à

plusieurs reprises, comme l'a dit M. Grand, à un niveau bien plus large que celui de la Jonction dans le cadre de la commission des pétitions. Il y a toute une population d'enfants, d'adolescents ou de préadolescents qui est en attente d'espaces du type de celui dont il est question ici, et la seule réponse que nous ayons pu leur proposer dans un quartier comme la Jonction se résume à des espaces que, pour ma part, je qualifierai de générateurs de violence par leur froideur, leur rudesse et leur manque de personnalité, comme le parc Baud-Bovy qui a été inauguré récemment.

Il est temps en effet de créer pour les jeunes, non seulement aux abords de la Jonction et de Plainpalais, mais également dans d'autres endroits, des espaces créatifs qui laissent la liberté aux utilisateurs de s'initier à l'aventure, au cœur de quartiers qui sont déjà passablement urbanisés. C'est la raison pour laquelle les Verts soutiendront l'idée proposée par M. Bonny d'entrer immédiatement en matière.

M. Jacques Mino (AdG/SI). J'habite aux Acacias et je confirme que les jeunes attendent depuis longtemps de pouvoir disposer du terrain d'aventures à la Queue-d'Arve. Aussi faut-il que nous étudions rapidement cet objet. Cela ne va pas prendre beaucoup de temps pour que l'on s'accorde en vue de réaliser enfin ce projet.

M. Manuel Tornare, conseiller administratif. Je réitère ce qu'a dit mon collègue Christian Ferrazino. Le nouveau Conseil administratif, qui est en poste depuis seize mois, n'a pas tardé. Nous nous sommes rendus dans les Maisons de quartier de la Jonction et des Acacias, nous avons discuté avec les animateurs qui s'occuperaient du terrain d'aventures de la Queue-d'Arve.

Je remercie donc le groupe démocrate-chrétien de demander la discussion immédiate et je rappelle pour ceux qui ne le savent pas que c'est M. Claudio Deuel, le délégué à la jeunesse, qui va gérer ce terrain d'aventures et qui sera chargé d'entrer en contact avec le département de M. Christian Ferrazino. M. Deuel sera aussi à l'écoute des maisons de quartier que je viens de citer et également, bien sûr, des enfants et des jeunes. Pour la petite histoire, je rappelle que M. Deuel connaît bien ce dossier, puisqu'il a été animateur à la Maison de quartier des Acacias. Pour rappel: il est entré en fonction le 1^{er} septembre de cette année comme délégué à la jeunesse de la Ville de Genève.

Le président. Mesdames et Messieurs, je vous informe que, contrairement à ce qui figure dans l'ordre du jour de la présente session, la proposition du Conseil administratif n'est pas un crédit de 45 500 francs, mais bien de 45 150 francs.

Mise aux voix, la discussion immédiate est acceptée à la majorité (quelques oppositions et abstentions).

Premier débat

Le président. La parole n'étant pas demandée, nous passons directement au deuxième débat et au vote.

Deuxième débat

Le président. Je fais voter le renvoi de la proposition au Conseil administratif.

M. Sami Kanaan (S). Monsieur le président, le renvoi au Conseil administratif peut être interprété de deux manières. Soit c'est un renvoi pour un nouvel examen, ce qui n'est pas l'intention du Conseil municipal, soit il s'agit d'un vote sur des arrêtés qui sont renvoyés au Conseil administratif pour être exécutés. En l'occurrence, il faut voter le projet d'arrêté de la proposition de manière exécutoire. Par précaution et pour éviter tout malentendu, je souhaiterais que cela soit fait sous cette forme-là.

Le président. M. Kanaan vous avez raison. Nous allons donc voter le projet d'arrêté tel qu'il figure dans la proposition, de façon tout à fait formelle afin que l'on comprenne bien que cette proposition a été acceptée par notre Conseil municipal.

Mis aux voix article par article et dans son ensemble, l'arrêté est accepté sans opposition (quelques abstentions).

Il est ainsi conçu:

ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, lettre e), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

vu la décision du Conseil municipal du 2 décembre 1998 de renvoyer la pétition N° 91 au Conseil administratif avec la recommandation de présenter, dans les meilleurs délais, un crédit d'étude allant dans le sens de la demande des pétitionnaires;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 45 150 francs destiné à couvrir les frais d'étude d'un terrain d'aventures à la Queue-d'Arve pour les jeunes des quartiers de la Jonction et des Acacias.

Art. 2. – Il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen de rescriptions, d'avances ou de bons de caisse à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 45 150 francs.

Art. 3. – La dépense prévue à l'article premier sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif. Si l'étude est suivie d'une réalisation, la dépense ajoutée à celle de la réalisation sera amortie sur la durée d'amortissement de la réalisation. Sinon l'étude sera amortie en 5 annuités.

Un troisième débat n'étant pas réclamé, l'arrêté devient définitif.

- 9. Proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit de 175 000 francs, soit 325 000 francs moins 150 000 francs représentant la participation du Département de l'intérieur, de l'agriculture, de l'environnement et de l'énergie (DIAE), Service du lac et des cours d'eau, destiné à la construction d'une plate-forme de claies en bois adossées en contrebas de la partie sud de la jetée et à la pose de balises de sécurité, au quai du Mont-Blanc, parcelle N° 2980, feuille 87, commune Genève-Cité - jetée des Pâquis (PR-62).**

Préambule

La jetée des Pâquis fut construite en 1857. La vocation première de cet ouvrage de génie civil était de protéger le port marchand des rigueurs de la bise.

Quelques années plus tard, en 1872, elle accueillait une première installation destinée aux baigneurs. L'engouement pour le bain dans les eaux du lac ne cessant de croître, la Ville de Genève fit reconstruire, en 1890, un établissement plus vaste, triplant l'emprise existante. Il fut complété en 1906 par un second établissement destiné aux dames.

Les bains d'alors étaient conçus en espaces refermés sur eux-mêmes, cachant les baigneurs des regards des promeneurs, mais l'affluence d'usagers du lieu et l'évolution des us et coutumes eurent bientôt raison de cette configuration cloisonnée. Ainsi, dès l'été 1928, la municipalité ouvrit la jetée aux baigneurs puis, en 1931, fit construire de nouvelles installations s'ouvrant largement sur l'intérieur de la petite rade.

Aujourd'hui, les bains des Pâquis jouissent d'une très grande popularité et accueillent plus de 300 000 personnes par année, sur un site dont la configuration est quelque peu particulière. En effet, les surfaces à disposition ne sont constituées que de bandes étroites servant à la fois d'accès, de promenade, de plage. L'aménagement d'une plate-forme longitudinale adossée à la jetée, côté ville, offrira aux usagers et promeneurs des possibilités complémentaires de séjour, de repos, de rapport à l'eau et de contemplation au cœur de la rade de Genève. Cette installation prolonge d'autant l'opportune initiative des aménagements d'espaces publics du «Fil du Rhône» en cours de réalisation.

Chronologie

25 septembre 1988

Votation communale référendaire de la Ville de Genève sur la sauvegarde des bains des Pâquis.

1989-1990

Début des études de l'avant-projet de restauration par les architectes et ingénieurs mandatés.

3 décembre 1991

Vote du Conseil municipal d'un crédit de 9 332 000 francs destiné à la rénovation des bains des Pâquis.

1992-1995

Travaux de rénovation en 3 étapes permettant l'exploitation estivale des bains.

23 juin 1995

Inauguration officielle.

1995-2000

Gestion des bains, ouverts toute l'année (plage, bassins, zone water-polo, buvette, ainsi que les installations de sauna et de bains de vapeur en saison d'hiver).

Exposé des motifs

L'Association des usagers des bains des Pâquis (AUBP) gère l'établissement non seulement en période estivale, mais également en hiver. En effet, la pratique

des bains (diversifiés) pendant toute l'année s'est développée depuis 1997. En installant de façon réversible saunas et bains de vapeur, l'AUBP a assuré une présence et une gestion exemplaire du site durant toute l'année, pour le plus grand bonheur de ses adeptes. De ce fait, la jetée des Pâquis est entretenue quotidiennement (balayage, nettoyage et surveillance), ce qui permet au public d'y séjourner en toute quiétude.

En regard de cette situation, et dans le souci d'améliorer les qualités du lieu, l'AUBP propose d'installer une ligne de claies en bois, adossées en contrebas de la partie sud de la jetée. Cet aménagement permettra d'offrir aux usagers et promeneurs, face au cadre magnifique de la petite rade, un nouvel espace de tranquillité, discret, à l'abri de la bise et orienté au soleil.

Sécurité

Le plan d'eau situé devant les futures claies présente la particularité d'être peu profond et bénéficie d'un faible courant dirigé vers le bassin du polo.

Ces avantages le prédestinent naturellement à la baignade. Nous proposons donc de le baliser par quelques bouées, afin d'assurer l'entière sécurité des baigneurs évoluant entre le phare et le bassin du polo.

Description de l'ouvrage

Il s'agit d'une installation horizontale de claies en bois, supportées par une sous-structure métallique identique à celle existant dans la zone du water-polo. Celle-ci sera soutenue par une structure primaire en métal, ancrée à la jetée, et reposant sur deux pieux verticaux. Ces derniers seront répartis ponctuellement sur un alignement favorable à la reprise du poids propre de l'ouvrage et des surcharges usuelles prévues dans les normes en la matière, y compris les amoncellements de glace lors des hivers rigoureux.

Caractéristiques de l'ouvrage et descriptif des travaux

Les travaux préparatoires consisteront en un éventuel déplacement de l'enrochement pour permettre le battage des pieux.

Ils seront suivis de travaux de pilotage à 1,50 mètre en aval de la jetée (environ 13 pieux de 25 cm de diamètre) et du scellement de plaques d'appui contre le parement aval.

La plate-forme sera constituée d'une poutre horizontale en construction métallique recevant les cadres en serrurerie des claies en bois (mélèze). Elle sera portée par les pieux et le parement aval de la jetée. Des échelles métalliques iden-

tiques à celles des bains permettront l'accès à la plate-forme. Celle-ci sera située à environ 75 cm en contrebas du niveau de la jetée.

Programme et surfaces

La plate-forme en encorbellement sur le côté sud-ouest de la jetée, au-dessus de l'eau, offre au baigneur un solarium de 85 mètres de longueur sur 2 mètres de largeur, ce qui représente une surface de 170 m². Cette installation complète de façon optimale l'usage multifonctionnel de la jetée et son rapport à l'eau.

Estimation du coût

<i>Position CFC</i>	Fr. TTC	Fr. TTC
1 Travaux préparatoires		8 600
10 Relevés, études géotechniques	8 600	
4 Aménagements extérieurs		212 400
41 Installations chantier	11 300	
Conduites (déplacement)	12 900	
Fondations, béton	37 700	
Construction métallique	100 000	
Construction bois	44 000	
Balisage du plan d'eau	6 500	
49 Honoraires		59 200
Architectes	25 300	
Ingénieurs	30 100	
Géomètre	3 800	
5 Frais secondaires et comptes d'attente		18 800
51 Autorisations, taxes	2 700	
58 Compte d'attente pour provisions et réserves		
Réserve pour imprévus et divers	16 100	
Sous-total 1		299 000
55 Prestations du maître de l'ouvrage		
Honoraires de promotion construction (4% de 299 000, sous-total 1)		11 900
Sous-total 2		310 900
54. Intérêts intercalaires sur le crédit de construction* (sur sous-total 2)		
<u>310 900 x 17 x 5%</u>		11 000
2 x 12		
Fonds municipal d'art contemporain		
1% de 310 900 (sur sous-total 2)	3 100	3 100
Sous-total 3		325 000

A déduire:

participation du Département de l'intérieur, de l'agriculture,
de l'environnement et de l'énergie (DIAE),

Service du lac et des cours d'eau

– 150 000

Total du crédit demandé

175 000

* Pour des raisons techniques liées au programme Eurozoom, l'intervalle de temps sur lequel se fonde le calcul effectif des intérêts intercalaires est le suivant: du 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle le crédit est voté à la date de la mise en exploitation des locaux. L'estimation ci-dessus a été faite sur cette base.

Validité des coûts

Les prix indiqués sont ceux du mois d'avril 2000 et ne comprennent aucune hausse.

Partenariat

Ces travaux font l'objet d'une participation de l'Etat de Genève, Département de l'intérieur, de l'agriculture, de l'environnement et de l'énergie, Service du lac et des cours d'eau, à hauteur de 150 000 francs, confirmée par lettre du 3 mars 2000.

Autorisation de construire

Ce projet fait l'objet d'une requête en autorisation de construire N° 96 331 et LER 2551, déposée le 8 septembre 1999 et délivrée le 10 avril 2000.

Délais

Le délai référendaire écoulé, les travaux démarreront en période hivernale, dès janvier 2001 et dureront 5 mois. La date de mise en exploitation prévisionnelle est mai 2001.

Régime foncier

La jetée et le lac font partie du domaine public cantonal.

Plan financier quadriennal (PFQ)

Cet objet ne figure pas au 19^e programme d'investissements quadriennal 2001-2004.

Budget prévisionnel d'exploitation et charge financière

La surface et les aménagements divers seront entretenus et pris en charge par l'Association des usagers des bains des Pâquis (AUBP).

Charge financière annuelle sur 175 000 francs comprenant
les intérêts au taux de 5% et l'amortissement au moyen de 20 annuités 14 040

Gestion financière - Maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre

Le service gestionnaire du crédit de construction est le Service d'architecture. Le service bénéficiaire est le Service des sports.

Au bénéfice de ces explications, nous vous invitons, Mesdames et Messieurs les conseillers, à approuver le projet d'arrêté ci-après:

PROJET D'ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettres e) et m), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 175 000 francs, soit 325 000 francs moins 150 000 francs représentant la participation du Département de l'intérieur, de l'agriculture, de l'environnement et de l'énergie (DIAE), Service du lac et des cours d'eau, destiné à la construction d'une plate-forme de claies en bois adossées en contrebas de la partie sud de la jetée et à la pose de balises de sécurité, au quai du Mont-Blanc, parcelle N° 2980, feuille 87, commune Genève-Cité - jetée des Pâquis.

Art. 2. – Il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen de rescriptions, d'avances ou de bons de caisse à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 175 000 francs.

Art. 3. – La dépense prévue à l'article premier sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 20 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2002 à 2021.

Annexe: plan de situation

Proposition: bouclement du crédit pour les acquisitions des musées

M. Christian Ferrazino, conseiller administratif. Nous avons été saisis d'une demande de l'Association des usagers des bains des Pâquis pour l'aménagement d'une plate-forme longitudinale qui serait adossée à la jetée côté ville. Nous l'avons examinée d'entente avec l'Etat, et M. Robert Cramer a accepté de participer aux frais à concurrence de la moitié de ce projet de construction, raison pour laquelle seul un montant de 175 000 francs vous est demandé pour permettre cet aménagement qui donnera une belle surface supplémentaire aux usagers des bains des Pâquis.

Le président. Nous sommes saisis par le Conseil administratif d'une demande de renvoi à la commission des travaux.

La parole n'étant pas demandée en préconsultation, la prise en considération de la proposition et son renvoi à la commission des travaux sont mis aux voix; ils sont acceptés à l'unanimité.

10. Proposition du Conseil administratif en vue du bouclement du crédit extraordinaire de 980 000 francs destiné à financer les acquisitions des musées municipaux: Musée d'art et d'histoire et ses succursales, Musée d'ethnographie, Muséum d'histoire naturelle, Conservatoire et Jardin botaniques (PR-85).

1. Préambule

En 1996, le Conseil municipal décide d'ouvrir un crédit extraordinaire de 980 000 francs destiné à financer les acquisitions des musées municipaux.

La direction du département des affaires culturelles avait décidé, pour plus de transparence, d'inclure désormais les crédits d'acquisition dans les investissements et non plus dans le budget de fonctionnement.

Ce crédit a fait suite à un moratoire de deux ans.

2. Bouclement des comptes sans demande de crédit complémentaire

Selon la proposition N° 41 du 11 septembre 1995 et le rapport de la commission des beaux-arts N° 41 A présenté le 13 février 1996, le crédit de 980 000 francs était destiné à financer les acquisitions des trois musées municipaux selon la répartition suivante:

Proposition: boucllement du crédit pour les acquisitions des musées

		Fr.
PFQ N ^{os} 42.90 à 42.96	Musée d'art et d'histoire et filiales	860 000
PFQ N ^o 42.97	Musée d'ethnographie	40 000
PFQ N ^o 42.98	Muséum d'histoire naturelle	50 000
PFQ N ^o 42.99	Conservatoire et Jardin botaniques	<u>30 000</u>
Crédit voté selon proposition		<u>980 000</u>

Chaque service a géré sa tranche de crédit et en présente ci-dessous ses comptes.

2.1 *Musée d'art et d'histoire et filiales*

En 1995, les Musées d'art et d'histoire (MAH) ont développé une politique d'acquisitions, notamment en:

- renonçant à un encyclopédisme général au profit d'accents délimités donnant une identité claire et un profil unique;
- établissant des points forts qui règlent l'enrichissement des collections;
- appariant la politique d'acquisition avec les expositions temporaires et prenant en compte le réaménagement du musée.

Le Conseil administratif a publié la politique d'acquisition des MAH dans son rapport à l'appui du projet de budget 1996. C'est sur cette base que les acquisitions financées par le crédit extraordinaire ont été effectuées. Grâce à ce crédit, les MAH ont pu acquérir des œuvres très importantes qui renforcent essentiellement les points forts de leurs riches collections.

	Fr.	Fr.
Crédit voté selon proposition N ^o 41A	860 000	
Recettes	42 417	
Total des ressources		<u>902 417</u>

Acquisitions par musée et département

Musée d'art et d'histoire

– Département des beaux-arts	162 895,50
– Département des arts appliqués	76 140,41
– Département d'archéologie	269 367,—
– Cabinet de numismatique	27 747,09
– Divers	<u>*27 680,70</u>

Total 563 830,70

Cabinet des estampes 116 394,25

Centre d'iconographie 52 891,75

Proposition: bouclage du crédit pour les acquisitions des musées

	Fr.	Fr.
Musée Ariana	68 840,30	
Musée de l'horlogerie	100 460.—	
Total des acquisitions		<u>902 417.—</u>
Solde		<u>0.—</u>

* Cette somme comprend le reliquat du compte d'investissement passé en provision. Elle sera utilisée au financement des dernières acquisitions en 1999.

2.2 *Musée d'ethnographie*A) Objectifs en matière d'acquisition:

Dans les limites des moyens mis à sa disposition, le musée a pour priorité la sauvegarde de patrimoines en péril, l'acquisition d'objets dans le cadre de recherches ou qui complètent directement les collections du musée ou une exposition en préparation, la concrétisation d'opportunités uniques ou très rares d'acquérir des objets importants.

B) Récapitulation des acquisitions:

	Fr.
Crédit voté selon proposition N° 41A	40 000

Au bénéfice de ce crédit spécial et selon ses objectifs, le Musée d'ethnographie a procédé à l'acquisition de 389 objets (poupées, statues, instruments de musique, costumes, ustensiles, machines, ...) qui se répartissent par département de la façon suivante:

<i>Département</i>	<i>N° objets</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>
Dépt Afrique	52	5 763,00	14,4
Dépt Amérique	238	12 500,00	31,2
Dépt Asie	53	14 886,90	37,2
Dépt ethnomusicologie	8	1 570,00	3,9
Dépt Europe	38	5 282,00	13,2
Total	<u>389</u>	<u>40 001,90</u>	<u>100,0</u>

2.3 *Muséum d'histoire naturelle (MHN)*

Le MHN a utilisé cette somme pour l'achat de collections scientifiques pour compléter les collections existantes ou pour des études scientifiques menées par les chercheurs du muséum selon les objectifs établis. Ces collections sont destinées en partie ou intégralement aux expositions temporaires ou permanentes.

Proposition: boucllement du crédit pour les acquisitions des musées

Crédit voté selon proposition N° 41A Fr. 50 000Acquisitions par départements scientifiques

	Fr.	%
– Département d'entomologie (Coléoptères: Staphylinoidea, Carabidae, Scarabidaeidae, Coccinellidae; Hyménoptères: Formicidae)	35 295,00	70,6%
– Département des arthropodes (Arachnida: Pseudoscorpiones, Araneae, Opiliones; Hémiptères: Psylloidea)	10 200,00	20,4%
– Département d'herpétologie (poissons divers)	2 165,00	4,3%
– Département de minéralogie (minéraux d'Iran)	1 680,00	3,4%
– Département d'archéozoologie (squelettes divers)	660,00	1,3%
Total des acquisitions	50 000,00	100,0%
Solde	0,00	

Acquisitions par ordre systématique

		%
Insectes:	Coléoptères	65,6
	Hyménoptères	5,0
	Hémiptères	2,6
Arachnides		17,8
Vertébrés:	Poissons	4,3
	Mammifères	1,3
Minéraux		3,4
Total		100,00

2.4 Conservatoire et Jardin botaniques (CJB)

Les CJB ont poursuivi une politique d'acquisition d'échantillons d'herbier en provenance de régions correspondant aux axes de recherche de l'institution. Ce sont essentiellement des plantes en provenance d'Afrique tropicale (plantes à fleur et mousses), d'Amérique tropicale (Brésil, Paraguay) et Méditerranée (Turquie, Grèce).

Crédit voté selon proposition N° 41A

Fr. 30 000.—Acquisitions par zones géographiques:

	Fr.	%
Méditerranée	10 742	35,8
Amérique du sud	6 489	21,6
Afrique	4 180	14,0
Total des acquisitions	21 411	71,4
Solde	8 589	28,6

Acquisitions par année

1996	1 400
1997	5 990
1998	6 361
1999	7 660
Total	<u>21 411</u>

PROJET D'ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, lettre e), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article unique. – Approuve le boucllement du compte relatif au crédit extraordinaire de 980 000 francs destiné à financer les acquisitions des musées municipaux: Musée d'art et d'histoire et ses succursales, Musée d'ethnographie, Muséum d'histoire naturelle, Conservatoire et Jardin botaniques.

(La présidence est reprise par M. Bernard Paillard, président.)

M. Alain Vaissade, maire. Je vous propose de renvoyer cette proposition à la commission des finances pour étude, à moins qu'il y ait une proposition de voter sur le siège... (*Hilarité.*) Vous pouvez en toute tranquillité renvoyer cette proposition à la commission des finances.

La parole n'étant pas demandée en préconsultation, la prise en considération de la proposition et son renvoi à la commission des finances sont mis aux voix; ils sont acceptés à la majorité (1 opposition).

Proposition: bouclement du crédit pour les contrats de culture

11. Proposition du Conseil administratif en vue du bouclement du crédit extraordinaire de 2 500 000 francs destiné au financement des contrats de culture, en vue de poursuivre l'effort de renouvellement du patrimoine arborisé de la Ville de Genève, sans demande de crédit complémentaire (PR-86).

Cette proposition a pour but de présenter à votre Conseil le décompte final du crédit extraordinaire de 2 500 000 francs destiné au financement des contrats de culture.

Ce crédit a été voté le 14 juin 1996 (rapport N° 32 A) et, si la demande du Conseil administratif se montait à 3 500 000 francs, le Conseil municipal a décidé de ramener cette somme à 2 500 000 francs.

Ce crédit a été géré par le Service des espaces verts et de l'environnement (SEVE) et la dépense est égale au crédit voté. Il n'y a donc aucun solde ni dépassement de crédit.

<i>Décompte</i>	Fr.
Crédit demandé par le Conseil administratif	3 500 000
Crédit voté par le Conseil municipal le 14 juin 1996	2 500 000
Dépense	<u>2 500 000</u>
Différence	0

Les différents éléments techniques relatifs à la politique de gestion du patrimoine arboré figurent dans les précédentes demandes de crédit du Conseil administratif.

Ce crédit figure au plan financier quadriennal sous la référence 90.59.01.

En conclusion, la présente proposition de clôture de compte concerne une opération qui s'est terminée avec une dépense finale égale au crédit voté.

Au bénéfice de ces explications, nous vous invitons, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, à approuver le projet d'arrêté ci-après:

PROJET D'ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, lettre e), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article unique. – Approuve le bouclement du compte relatif au crédit extraordinaire de 2 500 000 francs destiné au financement des contrats de culture en vue de poursuivre le renouvellement du patrimoine arborisé de la Ville de Genève (voté le 4 juin 1996 - rapport N° 32 A), sans demande de crédit complémentaire.

M. Manuel Tornare, conseiller administratif. Je propose de renvoyer cette proposition à la commission sociale et de la jeunesse.

M. Jean-Marc Froidevaux (L). Aux finances!

M. Manuel Tornare, conseiller administratif. Si vous voulez, Monsieur Froidevaux, mais vous avez vu qu'il n'y a pas de dépassement de crédit. Je ne sais donc pas ce que la commission des finances fera de cet objet. Nous allons payer un rapporteur, alors qu'il n'y a aucun dépassement; ce n'est pas de la bonne gestion libérale, Monsieur Froidevaux.

Préconsultation

M. Jean-Pascal Perler (Ve). Je vais profiter de l'entrée en matière sur cette proposition pour dire à M. Tornare que nous avons le rapport PR-6 A qui émane de la commission sociale et de la jeunesse et dont nous allons peut-être voter les conclusions tout à l'heure ou le mois prochain, concernant un crédit supplémentaire de 1 million de francs destiné au financement des contrats de culture. Dans la présente proposition, nous avons le bouclement d'un crédit de 2 500 000 francs, c'est-à-dire que nous arrivons à un solde de zéro. J'aimerais savoir si le crédit de 1 million supplémentaire faisant l'objet du projet d'arrêté du rapport PR-6 A a déjà été dépensé, s'il est à dépenser ou s'il n'est plus utile.

M. Jean-Marc Froidevaux (L). Je prends la parole uniquement parce que je suis interpellé sur la bonne gestion libérale. (*Protestations.*) Je crois que les propos du magistrat Tornare soulèvent une bonne question, à savoir si c'est une bonne gestion libérale que de nommer un rapporteur pour faire un rapport sur de l'argent dépensé sans dépassement de crédit. Eh bien, oui, une bonne gestion libérale consiste à examiner comment l'argent a été dépensé, si, à la limite, il a été dépensé dans le cadre du crédit qui a été voté ou s'il a été dépensé à d'autres fins,

Proposition: bouclement du crédit pour les contrats de culture

notamment à des fins d'épuisement du crédit. On connaît quelques expériences étrangères sur ce sujet et il est normal en conséquence que la commission des finances examine les dépenses qui sont effectuées, indépendamment de savoir s'il y a ou non des dépassements de crédit. Monsieur Manuel Tornare, je n'entendais pas vous vexer, vous m'avez interpellé et je vous réponds sur la notion de bonne gestion libérale, mais j'ose espérer que nous n'allons pas entreprendre un dialogue sur cette matière.

M. Alain Fischer (R). Comme le préopinant M. Perler, je pense qu'il faudrait que nous liions la proposition PR-86 au rapport PR-6 A. Par contre, il me semble quand même bizarre que, pour la PR-86, les comptes arrivent à zéro et que, pour le rapport PR-6 A, on redemande juste 1 million de francs, ce qui aboutirait, avec le crédit de 2 500 000 francs voté le 14 juin 1996, au crédit initial de 3 500 000 francs demandé par le Conseil administratif. Je ne sais pas exactement comment les budgets sont faits au département des affaires sociales, des écoles et de l'environnement, mais il faudra que l'on m'explique comment on arrive à des chiffres aussi ronds que cela.

M. Manuel Tornare, conseiller administratif. Il est très facile de répondre à la question de M. Fischer. Mon prédécesseur, M. Rossetti, a voulu la privatisation des contrats de culture. (*Remarques.*) Ce n'est pas une critique, c'est un constat. Vous savez comment cela fonctionne: ce sont des entreprises privées de la place, comme Jacquet ou Boccard, que vous connaissez, qui ont été mandatées depuis de nombreuses années. Ces entreprises entretiennent, à votre demande, des arbres qui poussent sur leurs terrains, cela nous permet de planter non pas de petits balais lorsque nous remplaçons les arbres, mais des arbres adultes de 25, 30 voire 40 ans. Donc, c'est une question que nous connaissons depuis des années et elle est bonne, nous pouvons la chiffrer au centime près!

J'avais déjà dit au Conseil municipal que la privatisation qui avait été voulue plutôt par les bancs de droite... (*remarque*) – rassurez-vous je ne veux pas faire ici un débat idéologique sur ce sujet – cette privatisation, faite d'ailleurs à la «reti-rette», Monsieur Perler. C'est-à-dire qu'on savait très bien, Michel Rossetti savait très bien que cette privatisation des contrats de culture coûterait 3 500 000 francs. On a donc voté ici 2 500 000 francs sachant que la Ville de Genève ne pourrait répondre à tous ses engagements. Si nous voulons véritablement répondre à tous les besoins dictés par la nature et l'embellissement, il faut que nous ayons des arbres dignes de ce nom.

Je crois que lorsqu'on visite des villes européennes ou américaines, on est souvent consterné de voir que, et M. Reichenbach l'a souvent dit, les arbres qui

remplacent ceux qui ont été abattus pour cause de vieillesse sont malheureusement souvent des arbres qui font 30 centimètres et qui sont souvent rachitiques. Ce n'est pas ce que nous souhaitons. Nous avons, c'est vrai, certainement les plus beaux parcs d'Europe et je crois que le Conseil municipal ferait une erreur de ne pas continuer la politique que mes prédécesseurs, que ce soit Guy-Olivier Segond ou Michel Rossetti, ont instillée.

M. Alain Fischer (R). Vous ferez dire à M. Tornare que M. Rossetti a certes établi ces contrats de culture, mais que le bouclement du crédit en lui-même est sous le dicastère de M. Tornare, qui assume ses fonctions depuis plus d'une année. Je pense donc qu'on ne va pas nous ressasser pendant encore trois ans M. Rossetti par-ci, M. Rossetti par-là...

M. Manuel Tornare, conseiller administratif. Il faut écouter quand on parle!

M. Alain Fischer. Monsieur Tornare, pourriez-vous nous mettre en contact avec la personne qui évalue les budgets tels que ceux des contrats de culture au département des affaires sociales, des écoles et de l'environnement, parce qu'il me semble que vous avez une personne qui excelle dans les devis, et je ne pense pas qu'à l'aménagement cela soit le cas.

Je reviens toujours à la charge, car je trouve quand même bizarre ces chiffres ronds qui s'alignent: on a 1 million de francs par-ci, on remet 1 million de francs par-là; le Conseil administratif avait demandé 3 500 000 francs il y a quelques années en arrière, le Conseil municipal a dit non et il a voté un crédit de 2 500 000 francs, suite aux péripéties que vous connaissez, puisque vous étiez au Conseil municipal. Vous revenez maintenant avec le rapport PR-6 A que j'ai déjà mentionné avec une nouvelle demande de crédit de 1 million de francs; je pense que demain matin vous reviendrez encore avec 1 million de francs supplémentaires. Où va-t-on s'arrêter avec ces contrats de culture?

M. Didier Bonny (DC). En fait, je pensais faire demain un dernier baroud d'honneur sur ces fameux contrats de culture qui m'occupent passablement depuis quelques années et qui sont devenus un des mes sujets favoris. J'ai repris le flambeau des mains de M. Mouron, notre ex-collègue, et, comme vous le savez, nous avons dans un point ultérieur de notre ordre du jour des séances d'aujourd'hui et de demain le rapport PR-6 A concernant un crédit de 1 million de francs pour ces contrats de culture. Or le hasard fait que nous sommes actuellement en train de traiter la proposition N° 86 du Conseil administratif concernant le bouclement de 2 500 000 francs.

Proposition: bouclement du crédit pour les contrats de culture

Je voudrais rassurer M. Fischer par rapport à la somme des 2 500 000 francs et lui dire que, en tout cas pour moi, c'est extrêmement simple. Nous avons voté 2 500 000 francs et on nous en demandait 3 500 000. On a forcément dépensé les 2 500 000 francs jusqu'au dernier centime, il n'y a donc pas de problème pour que nous ayons 2 500 000 francs de dépenses, c'est tout à fait normal. Par contre, Monsieur le président, je pense que nous devrions traiter le rapport PR-6 A directement après la présente proposition afin d'éviter que nous recommencions le même débat demain. Ainsi, nous pourrions également en terminer avec le crédit de 1 million de francs que nous sommes censé voter ce soir ou demain. De cette manière, nous en aurons fini avec les contrats de culture et nous mettrions un point à la ligne sur ce sujet pour un bon moment. En ce qui concerne ces 2 500 000 francs, il n'y a rien à dire, c'est tout à fait conforme à ce que nous avons voté. En ce qui me concerne, nous pourrions voter cela directement, puisque de toute manière il y avait des contrats à respecter. Par contre, en ce qui concerne le crédit de 1 million supplémentaire, je reprendrai la parole plus tard si vous décidez de traiter ce point qui figure dans notre ordre du jour.

Le président. Dans la foulée, nous passerons au rapport PR-6 A tout de suite après avoir terminé ce point, cela par souci d'unité de matière.

M. Manuel Tornare, conseiller administratif. Je remercie M. Bonny qui a certainement mieux compris que M. Fischer. M. Fischer n'a peut-être pas assez de contacts avec M. Roger Beer qu'il connaît quand même bien. Si vous vous étiez donné la peine de lire cette petite page que constitue la proposition N° 86 – M. Bonny, lui, a bien compris, peut-être parce qu'il est instituteur et qu'il a l'habitude de lire les documents jusqu'au bout (*protestations*) – vous auriez constaté, Monsieur Fischer, que le crédit demandé par le Conseil administratif était de 2 500 000 francs et que, comme je viens de l'expliquer à M. Froidevaux, les arbres que nous mettons en Ville de Genève sont au prix catalogue. Monsieur Fischer, un cèdre de 60 ans vaut X, un marronnier ou un platane de 25 ans vaut Y. (*Brouhaha*.) Eh bien, comme l'a dit M. Bonny, nous avons dépensé toutes les sommes allouées depuis 1996...

M. Alain Fischer (R). Le décompte!

M. Manuel Tornare, conseiller administratif. Vous l'aurez. Vous n'avez qu'à renvoyer cette proposition à la commission des finances ou à la commission sociale; vous êtes maître de l'ordre du jour, Monsieur Fischer, je ne fais absolument aucune pression. Vous faites ce que vous voulez, cela ne me dérange pas. Je

suis à votre disposition pour venir vous donner des explications avec mon chef de service Roger Beer et son administrateur, M. Mermillod; vous aurez toutes les explications que vous voulez. Il faut cependant rappeler que vous demandez de plus en plus au SEVE (Service des espaces verts et de l'environnement) de remplacer des arbres, vous demandez de plus en plus au SEVE de planter des arbres dans de nouveaux lieux qui sont gérés par ce service, comme la couverture des voies CFF à Saint-Jean, le parc de l'Ancien-Palais, etc. Tout cela coûte, Monsieur Fischer, et vous voulez bloquer une politique qui a fait ses preuves comme je viens de le dire.

Mise aux voix, la prise en considération de la proposition est acceptée sans opposition (quelques abstentions).

Mis aux voix, le renvoi de la proposition à la commission des finances est accepté sans opposition (quelques abstentions).

Le président. Sur proposition de M. Bonny, et à titre tout à fait exceptionnel, nous allons traiter le rapport PR-6 A.

12. Rapport de la commission sociale et de la jeunesse chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit de 1 000 000 de francs destiné au financement des contrats de culture, afin d'assurer le renouvellement du patrimoine arborisé de la Ville de Genève (PR-6 A)¹.

Rapporteur: M. Jean-Pierre Oberholzer.

Sous la présidence de M. Jean-Pascal Perler, la commission sociale et de la jeunesse a consacré deux séances à l'étude de la proposition PR-6: le 28 octobre et le 11 novembre 1999.

M^{me} Jacqueline Meyer a rédigé les notes de séances, ce dont nous la remercions.

---

¹ «Mémorial 157^e année»: Proposition, 835.

Plan du rapport

Bref rappel sur les contrats de culture

Présentation de la proposition par le département des affaires sociales

Discussion

Vote

Projet d'arrêté

Bref rappel sur les contrats de culture

La proposition du Conseil administratif N° 32 du 27 juillet 1995 et le rapport de la commission sociale N° 32 A du 2 mai 1996 éclaireront utilement le lecteur au sujet des contrats de culture tant au plan de leur coût que de la philosophie qui présida à leur institution. La relecture de la PR-6 apportera également des informations complémentaires.

Pour le lecteur pressé, voici quelques points forts:

- patrimoine arborisé de la Ville de Genève: 40 000 arbres;
- patrimoine arborisé en «main privée» sur le territoire de la Ville de Genève: 30 000 arbres;
- dès 1980: le vieillissement des arbres devient préoccupant et l'insuffisance de plantation depuis des décennies met en péril le prestigieux héritage dendrologique de la Ville de Genève.

Les contrats de culture permettent d'avoir à disposition des arbres de bonne taille et en nombre suffisant (pas de choc psychologique en cas d'abattage-replantation).

Les ambitions urbanistiques de la Genève des années 80 ne furent pas toutes menées à terme. Le nombre de contrats de culture – 2000 arbres – fut en relation directe avec l'arborisation prévue pour ces plans d'urbanisation.

La proposition de vendre un certain nombre d'arbres à l'Etat, aux communes ou à des privés ne rencontra pas le succès escompté.

Actuellement, 299 arbres sont sous contrat de culture.

Plantations nécessaires par année pour maintenir le parc arborisé: 400 unités (250 à 350 unités effectivement plantées par le SEVE).

Coût total des contrats de culture à terme: 8 550 000 francs (1982: 450 000 francs; 1986: 1 000 000 de francs; 1990: 3 600 000 francs; 1996: 2 500 000 francs et, enfin, 2000: 1 000 000 de francs si la proposition PR-6 est votée par notre Conseil).

Coût estimé pour la même période et les mêmes essences si l'option politique avait été la municipalisation: 9 040 000 francs.

Coût par habitant de la ville de Genève: moins de 0,7 centime par jour! Répartition de l'effort consenti sur dix-huit ans de 1982 à 2000.

Présentation de la proposition par le département des affaires sociales

Audition de M. Manuel Tornare, conseiller administratif, et de M. Roger Beer, chef du Service des espaces verts et de l'environnement (SEVE)

Au plan politique, M. Manuel Tornare rappelle que le Conseil municipal doit assumer ses choix en matière de patrimoine arborisé. Le Conseil administratif a dès à présent besoin de ce crédit pour achever les contrats de culture 2000-2001, car il entend mener à bien des opérations avec ces plantations.

M. Manuel Tornare souligne que les contrats de culture ont permis de conduire une politique excellente en la matière, et il estime qu'il s'agira de la poursuivre dans le futur, même avec une municipalisation.

Au plan technique, M. Roger Beer explique qu'en 1995 le Conseil administratif avait sollicité un crédit de 3 500 000 francs pour 1300 arbres restant sous contrat. Le Conseil municipal votait alors un crédit de 2 500 000 francs. A fin 1999, 300 arbres restent sous contrat et représentent une valeur de 1 900 000 francs; à fin 2001, ces arbres représenteront une valeur de 2 300 000 francs. A ce jour, 1 300 000 francs ont d'ores et déjà été versés, ainsi il manquera 1 000 000 de francs d'ici 2001 pour achever les contrats de culture; la PR-6 concerne ce million manquant.

Dans notre commune, sur les 70 000 arbres recensés, 40 000 sont propriété de la Ville de Genève. Si nous souhaitons conserver ce patrimoine en l'état, il convient de changer 400 arbres par année.

En 1982, et dans les années qui suivirent, la Ville de Genève avait de grands projets d'urbanisation qui auraient nécessité de nombreux arbres (400 arbres dont 150 chênes pour la place des Nations, par exemple); cependant, pour des raisons diverses, ces projets ne furent pas réalisés.

Ainsi, 8 550 000 francs, y compris le million demandé dans la PR-6, auront été consacrés aux contrats de culture en dix-huit ans; ces 8 550 000 francs font partie du patrimoine de notre ville et, par comparaison, le budget du SEVE s'élève à 24 000 000 de francs!

Le jeu des questions-réponses qui suivit précisa les points suivants.

600 000 francs seraient à verser et les 300 arbres restants seraient à prendre en charge par la Ville au cas où le Conseil municipal refuserait ce crédit.

A titre d'exemple, un arbre tel que ceux du quai Gustave-Ador revient à 15 000 francs, pèse trois tonnes et demande un matériel très onéreux pour le transplanter.

La Ville forme un pépiniériste par année.

En France, les grandes séries d'arbres proviennent de chez 2-3 pépiniéristes, et les grandes villes ont pris exemple sur nos contrats de culture.

Le dernier contrat de culture fut signé en 1988.

En vingt ans, la Ville a comblé son retard et rétabli un état de santé satisfaisant de son patrimoine arborisé.

Une des options pour le futur serait la municipalisation: la Ville acquerrait des terrains horticoles et entretiendrait elle-même les arbres nécessaires au renouvellement de son patrimoine arborisé. Cette option demande du personnel en conséquence et l'achat d'engins spécifiques coûteux (une transplanteuse coûte 250 000 francs).

La municipalisation permettrait de continuer à former, entre autres, des pépiniéristes.

Discussion

La discussion qui précéda le vote de la commission ne fut pas très nourrie et se résuma à un tour de table des partis politiques.

D'une manière générale, chaque groupe déplora d'avoir à voter ce million afin de boucler les contrats de culture, alors qu'en 1996 la majorité du Conseil municipal acceptait le rapport N° 32 A de la commission sociale qui amendait la proposition du Conseil administratif N° 32 en diminuant de 1 000 000 de francs le crédit demandé, le ramenant ainsi à 2 500 000 francs (cf. *Mémorial*, séances du 13 septembre 1995 et du 4 juin 1996).

La majorité de la commission sociale regrette que le Conseil administratif n'ait pas su trouver une autre solution pour achever les contrats de culture qui lient la Ville de Genève depuis plus de quinze ans.

De même, les intentions du Conseil administratif pour les années futures, au plan du renouvellement du patrimoine arborisé de la Ville de Genève, demeurent floues.

Vote

Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, à l'unanimité des 14 membres présents, la commission sociale et de la jeunesse vous demande d'approuver le projet d'arrêté de la PR-6. (*Voir ci-après le texte de l'arrêté adopté sans modification.*)

Premier débat

M. Manuel Tornare, conseiller administratif. Calmement mais sûrement, j'aimerais répéter à cette assemblée que, depuis 1982, la Ville de Genève a dépensé, écoutez bien, 8 500 000 francs pour assurer la survie du patrimoine dendrologique, c'est-à-dire des arbres, qui, encore une fois, fait l'admiration de toute l'Europe. Je crois que nous ne sommes pas réputés – hélas – en Ville de Genève pour notre architecture, mais pour nos parcs. Nous avons abattu depuis cette époque-là, 2000 arbres et nous en avons planté, Monsieur Fischer, 6000! Tout cela coûte donc énormément. Nous sommes, encore une fois, obligés pour planter tous ces arbres, que vous désirez voir planter, de dépenser ce million supplémentaire.

J'ajouterai une précision. J'ai parlé tout à l'heure des Glacis-de-Rive et cela fait partie du suivi de l'Agenda 21. Nous avons coupé aux Glacis-de-Rive et au cours de Rive 14 arbres, dont 12 étaient malades et vous vous souvenez que je vous avais apporté ici même les preuves de la maladie de ces arbres. Il a fallu couper 14 arbres, qui ont été remplacés par 16 arbres. C'est la preuve que nous pensons au renouvellement de ces arbres pour les générations futures, c'est le sens du développement durable. Ces arbres vivent souvent dans des conditions qui sont malheureusement détestables à cause de la pollution, de la disparition de la nappe phréatique, des caniveaux, des fils électriques et autres fibres qui sont en sous-sol, mais nous essayons de faire notre possible, c'est souvent miraculeux! En conclusion, je vous invite à voter le crédit de 1 million qui vous est demandé dans cette proposition et qui est nécessaire au SEVE.

M. Didier Bonny (DC). Voici, je pense, ma dernière intervention sur les contrats de culture. Je suis un peu obligé de faire un historique que je fais assez régulièrement, pour que tout le monde ici puisse comprendre de quoi il s'agit et pourquoi ce soir je voterai non au crédit de 1 million de francs.

Il faut revenir en 1996, lorsqu'on a présenté au Conseil municipal la dernière tranche des contrats de culture, qui se montait effectivement à 3 500 000 francs. A ce moment-là, cela a été renvoyé en commission et, suite à nos débats à la com-

mission sociale et de la jeunesse, il a été décidé par la grande majorité de cette commission de n'accorder que 2 500 000 francs au Conseil administratif avec en plus un délai de deux ans, soit au 1^{er} juillet 1998, pour terminer ces contrats de culture. Or, lorsque le rapport N° 32 A est arrivé en séance plénière, le Conseil municipal a suivi la décision de la commission sociale et a donc voté à une large majorité le crédit 2 500 000 francs. M. Rossetti à ce moment-là a pris la parole pour dire que de toute manière ces 2 500 000 francs ne seraient pas suffisants, qu'il ne ferait absolument aucun effort pour arriver à terminer ces contrats de culture au 1^{er} juillet 1998 et qu'il reviendrait devant le Conseil municipal avec une proposition de crédit de 1 million supplémentaire. Par conséquent, M. Rossetti s'est en quelque sorte assis sur le vote du Conseil municipal...

C'est pour cela que M. Tornare, qui, je l'avais dit et je le redis, a dû assumer ce que M. Rossetti a fait, est venu nous demander un crédit de 1 million de francs supplémentaire que M. Rossetti a dit qu'il dépenserait, ce qu'il a fait. Il faut donc bien savoir que nous sommes maintenant devant un fait accompli, parce qu'on nous demande un crédit de 1 million de francs, montant qui est déjà dépensé.

M. Manuel Tornare, conseiller administratif. Pas complètement.

M. Didier Bonny. Peut-être pas complètement, mais, en tout cas, Monsieur Tornare, vous avez toujours dit que ce million était de toute façon déjà dépensé et que nous n'avions pas tellement le choix. Nous dirons que ce million est entamé. Quoi qu'il en soit, et au moment du vote d'entrée en matière sur ce million de francs, j'avais déjà pu prendre la parole et dire que nous ne devons pas entrer en matière sur celui-ci, car c'était renier la décision que le Conseil municipal avait prise à une très large majorité. J'avais même cité différentes personnes en me référant au *Mémorial* dont, entre autres, M^{me} Bobillier, que je vois assise juste en face de moi, M. Leuenberger ou M. Mouron, pour dire que c'était quelque chose de très clair. Or que vois-je avec surprise quand le rapport PR-6 A revient de la commission sociale et de la jeunesse? A l'unanimité, je dis bien à l'unanimité, la commission sociale a voté le crédit de 1 million de francs, mais il est tout de même relevé ce qui suit à la page 4 du rapport: «D'une manière générale, chaque groupe déplore d'avoir à voter ce million afin de boucler les contrats de culture, alors qu'en 1996 la majorité du Conseil municipal acceptait le rapport N° 32 A. (...) La majorité de la commission sociale regrette que le Conseil administratif n'ait pas su trouver une autre solution pour achever les contrats de culture qui lient la Ville de Genève depuis plus de quinze ans.» On regrette, mais on vote à l'unanimité ce crédit de 1 million de francs supplémentaire!

Eh bien, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, si ce soir vous votez ce crédit de 1 million de francs comme un seul homme, vous reniez, en tout

cas ceux qui étaient déjà au Conseil municipal en 1996, la décision que vous avez prise. Il ne faudra donc pas s'étonner, je l'avais déjà dit et je le redis, si on ne tient pas compte de l'avis du Conseil municipal et si finalement on fait ce qu'on veut. Après cela, on se plaint! Le minimum que nous pourrions faire pour montrer notre désapprobation, puisque que M. Tornare va probablement prendre la parole, car nous sommes maintenant un peu ennuyés, puisque ce million de francs a été entamé, c'est de tous nous abstenir lors du vote pour montrer qu'on ne nous prend pas pour des idiots.

M. Alain Fischer (R). Monsieur le président, j'aimerais que vous transmettiez une réponse au conseiller administratif M. Tornare. Il ne faudra pas qu'il se pâme non plus devant dix-sept ans d'entretien de nos espaces verts et des parcs par des magistrats radicaux. Cela dit, pour sa part, le groupe radical votera l'arrêté concernant le million en question et, quant à moi, je m'abstiendrai.

M. Manuel Tornare, conseiller administratif. Je suis d'accord avec M. Bonny, mais il ne m'écoute pas, parce que M^{me} Nerny, qui aime beaucoup les arbres, je le sais, le dérange. Monsieur Bonny, je suis d'accord avec vous quand vous dites que cette histoire est un peu ennuyeuse parce qu'on a dû entamer le million dont il est question dans ce rapport. Le Conseil administratif, en arrivant le 1^{er} juin 1999, aurait dû bloquer, comme je l'ai dit il y a un instant, toute nouvelle plantation d'arbres et je ne pense pas que, sur tous les bancs – on vous a entendu pendant les élections, vous étiez tous très verts, très écologistes – vous auriez apprécié cette politique-là. C'est vrai que ce million a été entamé, mais, M. Fischer, je ne mets pas, contrairement à ce que vous avez cru comprendre – et vous ne m'avez pas écouté – la faute sur M. Rossetti et encore moins sur M. Segond. Cette privatisation a été faite, je le répète, à la «retirette», et, sur les bancs du côté de l'Entente, vous êtes tous pour des privatisations, mais vous ne vous en donnez pas les moyens, alors, allez jusqu'au bout de vos convictions! A mon avis, votre logique c'est de la tartufferie. Deuxièmement, Monsieur Bonny, j'ai cru comprendre que vos convictions écologistes étaient réelles, mais en bloquant toute plantation vous êtes aussi en contradiction avec vos convictions.

Mesdames et Messieurs, je vous engage donc à voter le crédit de 1 million qui vous est demandé. Nous pourrions avoir une discussion un jour ou l'autre sur le maintien des contrats de culture, afin de savoir si on municipalise. Je vous rappelle, Mesdames et Messieurs, qu'il a été noté dans le plan financier quadriennal que le secteur de Beaulieu serait transféré aux Bornaches à Certoux, donc à ce moment-là, Monsieur Bonny, vous le savez, nous pourrions avoir une discussion sur la privatisation, à savoir son maintien ou son abandon.

M. Daniel Sormanni (S). Je dois dire qu'*a priori* M. Bonny a raison et que, d'une certaine façon, le Conseil administratif *ante* – vous mettez la responsabilité sur qui vous voulez – s'est moqué de la décision du Conseil municipal de l'époque. Je pense donc que M. Bonny a raison et je suis très tenté de le suivre. En effet, à quoi servent les débats que nous avons dans ce législatif, qui n'en est pas vraiment un, comme vous le savez sur le plan juridique, mais on a quand même quelques prérogatives, si de toute manière le Conseil administratif s'en fiche. De plus, si j'ai bien lu le rapport, je vois qu'il y a peut-être deux lignes sur l'avenir. Rien ne nous dit qu'on ne viendra pas après-demain nous présenter une nouvelle demande de crédit pour les contrats de culture. J'ai bien entendu vos propos, Monsieur le conseiller administratif, mais peut-être que nous aurions pu nous préoccuper de cette question en 1996, année où le Conseil municipal a manifesté le désir d'arrêter cette façon d'élever nos arbres, c'est-à-dire de les confier à des privés en limitant le crédit, et d'envisager d'autres solutions. Or rien n'a été envisagé jusqu'à aujourd'hui. Etant donné qu'aucune décision n'a encore été prise pour l'avenir, je vous fiche mon billet, Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les conseillers administratifs, qu'on reviendra bientôt nous présenter une nouvelle demande de crédit, parce que, entre le moment où le Conseil administratif discutera de nouvelles solutions pour élever nos arbres et le moment où elles seront mises en action, nous aurons de nouveau besoin d'arbres. Par conséquent, il faudra bien continuer à établir des contrats de culture, parce que je ne vois pas d'autres solutions. On continue donc à se moquer de nous.

M. Alain Fischer (R). Pour rejoindre mon préopinant, M. Sormanni, et pour une fois nous sommes d'accord sur certains points, je trouve quand même fort de café que le Conseil administratif vienne nous demander un crédit de 1 million alors qu'il vient de nous dire à l'instant qu'il l'a déjà utilisé. De ce fait, je me pose une question singulière: à quoi sert le Conseil municipal?

M. Daniel Sormanni. A rien!

M. Alain Fischer. Et je tiens à ce que M. Tornare me réponde ce soir s'il le peut.

M. Didier Bonny (DC). C'est la dernière fois que je prends la parole, c'est sûr, mis à part si je trouve quelqu'un qui me met en cause. Je vais essayer de ne rien oublier. Je voudrais simplement répondre à M. Tornare que mes convictions écologiques sont bien réelles, et je crois l'avoir démontré depuis les nombreuses

années que je suis ici. Cela n'est donc pas à remettre en question et la question n'est pas là, Monsieur Tornare. Il s'agit simplement du respect d'une décision de ce Conseil municipal. Cela n'a rien à voir avec le fait qu'après 1998 nous n'aurions plus pu planter d'arbres, pas du tout. Je n'ai rien contre le fait qu'on plante des arbres, mais nous avons donné un délai de deux ans au Conseil administratif pour mettre un terme, en tout cas provisoire, à ces contrats de culture et notre décision n'a pas été respectée.

Nous savons très bien, vous et moi, que l'effort qui a été fait ces vingt dernières années pour replanter des arbres a été énorme et nous pouvons même demander à M. Beer, que j'ai pu auditionner à plusieurs reprises à la commission sociale et de la jeunesse, si nous ne pouvons pas maintenant voir venir pendant quelque temps. Je ne dis pas pendant cinquante ans, mais il est vrai que nous avons maintenant une petite période de répit. Nous aurions souhaité que cette période de répit commence le 1^{er} juillet 1998, mais, avec le projet du déplacement du SEVE aux Bornaches, il va falloir se reposer la question concernant les contrats de culture. Vous savez, Monsieur Tornare, que je suis un ardent défenseur de ce projet, je trouve, et je l'ai déjà dit du temps de M. Rossetti, que c'est un très beau projet et que cela permettra en plus de faire une maison de quartier là où on en a besoin, c'est-à-dire aux Cropettes, mais nous en discuterons. En ce qui concerne la municipalisation des contrats de culture, vous êtes bien placé pour savoir, Monsieur Tornare, puisque, sauf erreur, vous étiez rapporteur, que nous avons refusé il n'y a pas si longtemps une proposition de crédit de 3 500 000 de francs par rapport à la municipalisation des contrats de culture, arguant justement du fait que nous allions voir pendant quelques années comment cela allait se passer.

C'est donc simplement une question de respect de la décision du Conseil municipal. Ensuite, et là vous pouvez peut-être répondre, Monsieur Tornare, si nous refusons ce soir ce crédit de 1 million de francs, qui a déjà été entamé, je ne sais pas comment cela se passera d'un point de vue comptable et il faudrait peut-être nous le dire. Je trouve qu'afin d'être cohérents avec nous-mêmes et pour montrer que nous avons un certain poids au sein de ce Conseil municipal nous devons refuser l'arrêté pour ce crédit. D'autre part, je le dis et le redis, ce refus n'est pas à prendre contre vous, Monsieur Tornare, puisqu'il me semble que vous aviez, en tout cas votre groupe, aussi voté à l'époque pour un crédit de 2 500 000 francs, et non pas pour un crédit de 3 500 000 francs.

M. Jean-Pascal Perler (Ve). Après passablement de mauvaise humeur, j'aimerais quand même dire que les Verts voteront le projet d'arrêté concernant le crédit de 1 million. Je voudrais préciser que la commission a voté pour ce crédit à l'unanimité des 14 membres présents. (*Remarque de M. Bonny.*) Excusez-moi,

Monsieur Bonny, mais c'est moi qui parle maintenant. Nous avons bien entendu la mauvaise humeur de M. Bonny, mais cela fait un certain temps qu'il discute sur le sujet. La seule chose que je puisse dire c'est que certains services fonctionnent bien en Ville de Genève, comme le SIS, le Service de l'énergie et le SEVE. Grâce au SEVE, nous avons de beaux parcs et une bonne gestion des arbres.

Il y a une dizaine d'années, les Verts n'étaient pas tellement satisfaits du SEVE, car il avait tendance à couper plutôt en termes d'alignement qu'en ayant une idée à long terme du patrimoine arboricole de la Ville de Genève. Je crois que cela a changé, et nous faisons confiance au SEVE dans cette affaire. Malheureusement, les contrats de culture ont un coût et le Conseil municipal avait voulu diminuer ce crédit de 1 million en disant qu'il suffisait de vendre les arbres, de faire ceci ou cela, mais c'est facile à dire et plus difficile à faire. J'aimerais qu'on arrête de discuter à ce sujet et de faire de la polémique. Il fallait dépenser ce million, on avait ces arbres à notre disposition et il fallait bien qu'on puisse finir avec ceux-ci. M. Bonny a parlé du futur avec le déplacement aux Bornaches et, en l'occurrence, le Conseil municipal devra vraiment prendre une décision importante pour savoir quels seront les types de contrats de culture pour l'avenir. Mais pour le moment, Mesdames et Messieurs, chers conseillers et chers collègues, votons ce crédit et passons à autre chose.

M. Jean-Marc Froidevaux (L). Si on imaginait que le Conseil municipal s'était trompé dans le vote précédent. M. Bonny nous rappelle aujourd'hui un vote qui avait recueilli mon suffrage, qui avait recueilli mon intervention et une solide altercation à l'égard de M. Rossetti auquel j'avais dit: «Puisque c'est comme cela, eh bien, coupez-les!» ...Les arbres évidemment, la parole, c'est plus difficile, Monsieur Tornare.

Le Conseil municipal a l'habitude d'une certaine obstination, surtout lorsque cela vient de M. Bonny, et je prends pour exemple la pataugeoire du parc Mon-Repos. Nous avons voté sept fois sur cette pataugeoire, avant la huitième fois qui concernera le bouclage du crédit de construction, puisque, apparemment, la construction est terminée – oui, sans un sou de dépassement. Ainsi, sept fois la pataugeoire de Mon-Repos est venue occuper notre Conseil municipal, et on peut dire, Monsieur Bonny, que le résultat n'était pas très brillant les six premières fois; malgré tout, vous avez su vous obstiner et vous n'avez jamais considéré que les choses étaient irrémédiablement acquises. C'est heureux qu'en politique on puisse accepter que les idées ne soient pas totalement acquises. En tout cas, par rapport à ce soir, mon espoir est qu'aucun vote ne soit jamais définitif, qu'aucune idée ne soit jamais totalement enterrée. Si, ce soir, il s'agissait simplement de reprendre la démarche de M. Michel Rossetti, alors il faudrait que ce soit ce dernier qui soit là, et non pas M. Tornare; subsidiairement, s'il fallait la refuser, il faut

draît que les motifs proviennent non pas de notre décision antérieure mais des motifs de la requête qui nous est faite ce jour. Or quelle image donnons-nous de nous-mêmes sinon d'être arc-boutés sur une décision que nous avons prise dans un certain contexte auquel nous ne cherchons pas à faire référence et également sans aucune référence par rapport à la proposition qui nous est faite.

Pour ma part, quoique ayant largement soutenu la réduction de 3 500 000 à 2 500 000 francs, c'est le cœur léger, et je le dis à ceux qui hésitent, que je voterai le crédit de 1 million supplémentaire, parce qu'il n'existe pas dans la demande de crédit qui nous est faite de motif de le refuser.

M. Manuel Tornare, conseiller administratif. Je n'ai pas l'habitude de me défiler et je n'accuserai pas M. Fischer ou M. Rossetti, j'assume l'héritage qui m'a été laissé. J'approuve votre sagesse libérale, Monsieur Froidevaux, parce que ce que vous avez dit est correct. Le Conseil municipal – j'en ai fait partie durant dix-neuf ans – peut aussi se tromper. Lorsque vous avez voté 2 500 000 francs pour les contrats de culture, sur tous les bancs, comme vous l'avez dit très justement, Monsieur Froidevaux, vous saviez que nous n'arriverions pas à répondre aux exigences d'une politique de remplacement des arbres ou de reboisement. On nous demande, et je le répète pour la troisième fois ce soir, de plus en plus d'intervenir dans de nouveaux secteurs. Mon collègue Christian Ferrazino a présenté l'autre jour à la presse le premier prix du périmètre Châteaubriand; eh bien, des arbres seront bien évidemment plantés à cet endroit, des pins alpestres!

Imaginez, Monsieur Bonny, vous qui êtes proche du quartier des Pâquis, qu'on y plante des arbres de 30 centimètres, des bonsaïs. Je vous enverrai ensuite les associations de quartier qui viendront se plaindre à votre porte. Pour l'instant, grâce à cette méthode, nous arrivons à remplacer nos arbres avec des arbres adultes, des arbres qui sont forts et vigoureux, qui résistent à la fois à la pollution, aux maladies et à la météo. C'est ce qui est important et ce que vous avez toujours souhaité sur tous les bancs.

M. Jean-Charles Lathion (DC). Il est très difficile de ne pas être d'accord avec M. Bonny, parce qu'il défend des principes et que ces principes étaient une décision du Conseil municipal, laquelle devait être respectée. Mais il y a également une réalité: l'entretien des arbres. Au niveau du PDC, nous avons beaucoup discuté de cette question et nous étions pour l'acceptation de cette proposition.

En deuxième débat, l'arrêté est mis aux voix article par article et dans son ensemble; il est accepté à la majorité (quelques oppositions et 2 abstentions).

L'arrêté est ainsi conçu:

ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, lettre e), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit extraordinaire de 1 000 000 de francs destiné à la dernière tranche du financement des contrats de culture, en vue de clore le programme de renouvellement du patrimoine arborisé de la Ville de Genève.

Art. 2. – Il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen de rescriptions, d'avances ou de bons de caisse à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 1 000 000 de francs.

Art. 3. – La dépense prévue à l'article premier sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 10 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2000 à 2009.

Un troisième débat n'étant pas réclamé, l'arrêté devient définitif.

Le président. J'ai une communication du Bureau de coordination du Comité des locataires de la Maison des associations, au sujet de laquelle on a transmis un certain nombre d'informations aux chefs de groupe. La réunion à ce sujet aura lieu, eu considération aux réponses que les chefs de groupe nous ont faites, à la salle Nicolas-Bogueret, demain, mercredi 11 octobre, à 19 h. Les chefs de groupe sont donc attendus demain à 19 h. Il a été impossible de satisfaire tout le monde pour ceux à qui cela ne convient pas.

13. Propositions des conseillers municipaux.

Néant.

14. Interpellations.

Néant.

15. Questions.

orales:

M^{me} Catherine Hämmerli-Lang (R). Ma question s'adresse à M. Tornare. Le responsable des salaires des institutions de la petite enfance est parti précipitamment fin septembre. Est-il parti de son plein gré ou est-ce que la Ville l'a prié de s'en aller, et, si c'est cette deuxième hypothèse qui est la bonne, est-ce que la Ville y a laissé des plumes?

M. Manuel Tornare, conseiller administratif. Voilà une excellente question. Le comptable de la petite enfance a été prié de démissionner, mais je ne peux pas en dire plus, parce que pour l'instant ce problème risque d'être dans les mains de la justice. Nous n'avons pas perdu de plumes. En revanche, les salaires, et cela m'a beaucoup ennuyé, ont été payés avec deux jours de retard. C'était d'autant plus ennuyeux que les salaires auraient dû être versés le vendredi et que les employés de la petite enfance ont reçu leur salaire le lundi. Nous avons envoyé une lettre d'excuse à tous les employés et nous avons prié les directrices de dire aux employés qu'il pourrait y avoir avant le week-end des avances de caisse pour les personnes en difficulté. Cette histoire a été bien évidemment très embêtante et nous sommes en train de la régler.

M. Souhail Mouhanna (AdG/SI). Ma question s'adresse à M. Vaissade. Nous avons discuté à la commission des finances des problèmes de budget et de comptes et nous avons décidé de demander à M. le maire s'il entend communiquer à cette commission et à l'ensemble du Conseil municipal une copie de la lettre, ou des lettres, des Départements des finances et de l'intérieur, de l'agriculture, de l'environnement et de l'énergie concernant les prévisions relatives aux recettes fiscales pour 2001.

M. Alain Vaissade, maire. Il n'y a aucun problème à ce sujet, et je m'étonne d'ailleurs que la lettre en question ne soit pas encore dans vos mains, parce qu'il

me semblait qu'elle circulait. Nous parlons bien de la lettre du 4 septembre? (*Acquiescement et remarque de M. Mouhanna.*) Oui. Il n'y a aucune raison qu'on ne vous donne pas toutes les lettres que vous voulez. Je m'adresse donc à la secrétaire du Conseil municipal qui vous transmettra la lettre du 4 septembre. Nous essaierons de savoir demain où sont ces lettres et le Conseil administratif vous les fera parvenir.

M. Pierre Reichenbach (L). Ma question s'adresse à M. Tornare. On a beaucoup parlé d'arbres ce soir, et je dirai, sans parodier les Valaisans, que la commune d'Isérables a fait cadeau à Versailles d'une cinquantaine d'érables sycomores! Dès que j'ai constaté que cette petite commune, qui n'est pas très argentée, à réussi à faire le nécessaire auprès de Versailles, j'aimerais savoir ce qu'il en est de la motion N° 60 concernant les arbres suite à l'ouragan Lothar?

M. Manuel Tornare, conseiller administratif. Cette motion a été déposée le 19 janvier 2000 et votée le 7 juin 2000. A la suite de cette motion de MM. Reichenbach et Rielle, j'ai écrit au préfet de Haute-Savoie en demandant quels seraient les villages ou les villes qui pourraient être aidés par la Ville de Genève à la suite de l'ouragan Lothar. Le préfet ne m'a pas répondu et nous l'avons relancé après deux mois. Il a répondu à fin juin en disant que cela n'intéressait pas la Haute-Savoie et la France. Nous allons donc nous replier sur la bonne Helvétie. Je vous remercie d'avoir voté 2 500 000 francs pour les contrats de culture afin que je puisse mettre une politique de reboisement en application.

C'est un peu anecdotique, mais il est 22 h 55... Votre collègue, mon ancien collègue Juon, avait demandé que les écoles puissent ramasser des marrons. Vous savez que la récolte des marrons rapporte, et nous avons récolté, écoutez bien, 16 024 kilos de marrons; 23 écoles ont récolté des marrons; 7 tonnes ont été vendues à 50 centimes le kilo, ce qui fait un total de 3500 francs; 9 tonnes ont été vendues pour faire de la farine pour les cochons, ce qui a rapporté 900 francs. Nous arrivons ainsi à un total de 4400 francs pour les écoles. Je peux vous dire qu'au-delà des chiffres les parents, la majorité des instituteurs ont été enchantés de cette initiative et je tiens à remercier d'abord M. Juon d'avoir relancé l'idée et aussi le Service des écoles et institutions pour l'enfance, les institutrices, les instituteurs, les parents et surtout les élèves d'avoir joué le jeu. Vous voyez que nous avons mis cela en application dans les plus brefs délais.

Séance levée à 22 h 55.

SOMMAIRE

1. Communications du Conseil administratif	1578
2. Communications du bureau du Conseil municipal	1578
3. Rapports de majorité et de minorités de la commission ad hoc Saint-Gervais chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif en vue:	
– de l'adoption du projet de résolution relative à la nécessité de la construction d'un parking et de sa dimension;	
– de l'ouverture d'un crédit de 230 000 francs, complémentaire au crédit de 300 000 francs, voté le 25 juin 1996, destiné à l'organisation d'un concours restreint d'architecture pour l'aménagement de places et de rues;	
– de l'ouverture d'un crédit de 700 000 francs destiné à l'information publique (PR-469 A/B/C/D). Suite du premier débat	1578
4. Rapport de la commission des beaux-arts chargée d'examiner la motion de MM. Pascal Holenweg et Guy Valance, renvoyée en commission le 13 avril 1999, intitulée: «Du Ballet du Grand Théâtre au Ballet de Genève» (M-375 A)	1594
5. Proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit de 216 622 francs, complémentaire au crédit de 70 000 francs accordé par le Conseil municipal le 12 octobre 1993, destiné à la construction d'un escalier entre le pont de la Coulouvrenière et la promenade des Lavandières (PR-54)	1607
6. Proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit de 128 500 francs destiné à subventionner des travaux pour l'église Saint-Germain ainsi que pour réalimenter le Fonds de subvention de petits travaux dans les édifices culturels (PR-58)	1619
7. Proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit extraordinaire de 330 000 francs destiné à la réimpression du Guide Orange des sapeurs-pompiers genevois (PR-59)	1624

8. Proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit de 45 150 francs pour l'étude d'un terrain d'aventures à la Queue-d'Arve pour les jeunes des quartiers de la Jonction et des Acacias (PR-61)	1630
9. Proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit de 175 000 francs, soit 325 000 francs moins 150 000 francs représentant la participation du Département de l'intérieur, de l'agriculture, de l'environnement et de l'énergie (DIAE), Service du lac et des cours d'eau, destiné à la construction d'une plate-forme de claies en bois adossées en contrebas de la partie sud de la jetée et à la pose de balises de sécurité, au quai du Mont-Blanc, parcelle N° 2980, feuille 87, commune Genève-Cité - jetée des Pâquis (PR-62)	1644
10. Proposition du Conseil administratif en vue du bouclage du crédit extraordinaire de 980 000 francs destiné à financer les acquisitions des musées municipaux: Musée d'art et d'histoire et ses succursales, Musée d'ethnographie, Muséum d'histoire naturelle, Conservatoire et Jardin botaniques (PR-85)	1652
11. Proposition du Conseil administratif en vue du bouclage du crédit extraordinaire de 2 500 000 francs destiné au financement des contrats de culture, en vue de poursuivre l'effort de renouvellement du patrimoine arborisé de la Ville de Genève, sans demande de crédit complémentaire (PR-86)	1657
12. Rapport de la commission sociale et de la jeunesse chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit de 1 million de francs destiné au financement des contrats de culture, afin d'assurer le renouvellement du patrimoine arborisé de la Ville de Genève (PR-6 A)	1662
13. Propositions des conseillers municipaux	1673
14. Interpellations	1674
15. Questions	1674